Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 236 del 10 settembre 1974

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 10 settembre 1974 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 5 giugno 1974, n. **412**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione unica sugli stupefacenti, adottata a New York il 30 marzo 1961 e del protocollo di emendamento, adottato a Ginevra il 25 marzo 1972.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 5 giugno 1974, n. **412**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione unica sugli stupefacenti, adottata a New York il 30 marzo 1961 e del protocollo di emendamento, adottato a Ginevra il 25 marzo 1972.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione unica sugli stupefacenti, adottata a New York il 30 marzo 1961 ed il protocollo di emendamento, adottato a Ginevra il 25 marzo 1972.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione ed al protocollo di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla loro entrata in vigore, in conformità all'articolo 41 della convenzione e all'articolo 18 del protocollo.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 giugno 1974

LEONE

RUMOR — MORO — TAVIANI — ZAGARI — TANASSI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI

CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961

PRÉAMBULE

Les Parties,

Soucieuses de la santé physique et morale de l'humanité,

Reconnaissant que l'usage médical des stupéfiants demeure indispensable pour soulager la douleur et que les mesures voulues doivent être prises pour assurer que des stupéfiants soient disponibles à cette fin,

Reconnaissant que la toxicomanie est un fléau pour l'individu et constitue un danger économique et social pour l'humanité,

Conscientes du devoir qui leur incombe de prévenir et de combattre ce fléau,

Considérant que pour être efficaces les mesures prises contre l'abus des stupéfiants doivent être coordonnées et universelles,

Estimant qu'une action universelle de cet ordre exige une coopération internationale guidée par les mêmes principes et visant des buts communs,

Reconnaissant la compétence de l'Organisation des Nations Unies en matière de contrôle des stupéfiants et désireuses que les organes internationaux intéressés soient groupés dans le cadre de cette Organisation,

Désireuses de conclure une convention internationale acceptable pour tous, remplaçant la plupart des traités existants relatifs aux stupéfiants, limitant l'usage des stupéfiants aux fins médicales et scientifiques et établissant une coopération internationale constante pour mettre en oeuvre ces principes et atteindre ces buts,

Conviennent de ce qui suit:

Article premier

Définitions

1. Sauf indication expresse en sens contraire ou sauf si le contexte exige qu'il en soit autrement, les définitions ci-après s'appliquent à toutes les dispositions de la présente convention:

a) Le terme « Organe » désigne l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

b) Le terme « cannabis » désigne les sommités florifères ou fructifères de la plante de cannabis (à l'exclusion des graines et des feuilles qui ne sont pas accompagnées des sommités) dont la résine n'a pas été extraite, quelle que soit leur application.

c) L'expression « plante de cannabis » désigne toute plante du genre cannabis.

d) L'expression « résine de cannabis » désigne la résine séparée, brute ou purifiée, obtenue à partir de la plante de cannabis.

e) Le terme « cocaïer » désigne toute espèce d'arbustes du genre érythroxylon.

f) L'expression « feuille de coca » désigne la feuille du cocaïer à l'exception de la feuille dont toute l'ecgonine, la cocaïne et tout autre alcaloïde ecgoninique ont été enlevés.

g) Le terme « Commission » désigne la Commission des stupéfiants du Conseil.

h) Le terme « Conseil » désigne le Conseil économique et social des Nations Unies.

i) Le terme « culture » désigne la culture du pavot a opium, du cocaïer et de la plante de cannabis.

j) Le terme « stupéfiant » désigne toute substance des tableaux I et II, qu'elle soit naturelle ou synthétique.

k) L'expression « Assemblée générale » désigne l'Assemblée générale des Nations Unies.

l) L'expression « trafic illicite » désigne la culture ou tout trafic de stupéfiants contraires aux buts de la présente convention.

m) Les termes « importation » et « exportation » désignent, chacun avec son sens particulier, le transport matériel de stupéfiants d'un Etat dans un autre Etat ou d'un territoire dans un autre territoire du même Etat.

n) Le terme « fabrication » désigne toutes les opérations, autres que la production, permettant d'obtenir des stupéfiants et comprend la purification de même que la transformation des stupéfiants en d'autres stupéfiants.

o) L'expression « opium médicinal » désigne l'opium qui a subi les préparations nécessaires pour son utilisation thérapeutique.

p) Le terme « opium » désigne le latex épaissi du pavot à opium.

q) L'expression « pavot à opium » désigne la plante de l'espèce *Papaver somniferum*, L.

r) L'expression « paille de pavot » désigne toutes les parties (à l'exception des graines) du pavot à opium, après fauchage.

s) Le terme « préparation » désigne un mélange, solide ou liquide, contenant un stupéfiant.

t) Le terme « production » désigne l'opération qui consiste à recueillir l'opium, la feuille de coca, le cannabis et la résine de cannabis des plantes qui les fournissent.

u) Les expressions « tableau I », « tableau II », « tableau III » et « tableau IV » s'entendent des listes de stupéfiants ou de préparation annexées à la présente convention et qui pourront être modifiées de temps à autre conformément à l'article 3.

v) L'expression « Secrétaire général » désigne le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

w) L'expression « stocks spéciaux » désigne les quantités de stupéfiants détenues dans un pays ou territoire par le gouvernement de ce pays ou territoire pour ses besoins spéciaux et en prévision de circonstances exceptionnelles; l'expression « besoins spéciaux » doit s'entendre en conséquence.

x) Le terme « stocks » désigne les quantités de stupéfiants détenues dans un pays ou territoire et destinées:

i) A une consommation médicale et scientifique dans ce pays ou territoire;

ii) A la fabrication et à la préparation de stupéfiants et d'autres substances dans ce pays ou territoire;

iii) A l'exportation;

mais n'inclut pas les quantités de stupéfiants détenues dans un pays ou territoire par:

iv) Les pharmaciens ou d'autres distributeurs détaillants autorisés et les établissements ou les personnes qualifiés dans l'exercice dûment autorisé de leurs fonctions thérapeutiques ou scientifiques; ou

v) En tant que stocks spéciaux.

y) Le terme « territoire » désigne toute partie d'un Etat qui est traitée comme une entité distincte pour l'application du système de certificats d'importation et d'autorisations d'exportation prévu à l'article 31. Cette définition ne s'applique pas au terme « territoire » tel qu'il est employé aux articles 42 et 46.

2. Aux fins de cette convention, un stupéfiant sera considéré comme consommé lorsqu'il aura été fourni à toute personne ou entreprise pour la distribution au détail, pour l'usage médical ou pour la recherche scientifique; le mot « consommation » s'entendra conformément à cette définition.

Article 2

Substances soumises au contrôle

1. Sauf en ce qui concerne les mesures de controle limitées à des stupéfiants donnés, les stupéfiants du tableau I sont soumis à toutes les mesures de contrôle applicables aux stupéfiants visés par la présente convention et, en particulier, aux mesures prévues dans les articles ci-après: 4 (paragraphe *c*), 19, 20, 21, 29, 30, 31, 32, 33, 34 et 37.

2. Les stupéfiants du tableau II sont soumis aux mêmes mesures de contrôle que les stupéfiants du tableau I, à l'exception des mesures prévues aux paragraphes 2 et 5 de l'article 30, en ce qui concerne le commerce de détail.

3. Les préparations autres que celles du tableau III sont soumises aux mêmes mesures de contrôle que les stupéfiants qu'elles contiennent, mais les évaluations (article 19) et les statistiques (article 20) autres que celles se rapportant à ces stupéfiants ne seront pas requises dans le cas de telles préparations et les dispositions de l'article 29 (paragraphe 2, *c*) et de l'article 30 (paragraphe 1, *b*, ii) ne seront pas appliquées.

4. Les préparations du tableau III sont soumises aux mêmes mesures de contrôle que les préparations qui contiennent des stupéfiants du tableau II, sauf que les paragraphes 1, *b*, et 3 à 15 de l'article 31 ne seront pas appliqués et que pour les évaluations (article 19) et les statistiques (article 20) les renseignements demandés seront limités aux quantités de stupéfiants utilisées dans la fabrication desdites préparations.

5. Les stupéfiants du tableau IV seront également inclus au tableau I et soumis à toutes les mesures de contrôle applicables aux stupéfiants de ce dernier tableau, et en outre:

a) Les Parties devront adopter toutes les mesures spéciales de contrôle qu'elles jugeront nécessaires en raison des propriétés particulièrement dangereuses des stupéfiants visés; et

b) Les Parties devront si, à leur avis, la situation dans leur pays fait que c'est là le moyen le plus approprié de protéger la santé publique, interdire la production, la fabrication, l'exportation et l'importation, le commerce, la détention ou l'utilisation de tels stupéfiants à l'exception des quantités qui pourront être nécessaires exclusivement pour la recherche médicale et scientifique, y compris les essais cliniques avec lesdits stupéfiants, qui devront avoir lieu sous la surveillance et le contrôle directs de ladite Partie ou être subordonnés à cette surveillance et à ce contrôle.

6. En plus des mesures de contrôle applicables à tous les stupéfiants du tableau I, l'opium est soumis aux dispositions des articles 23 et 24, la feuille de coca aux dispositions des articles 26 et 27 et le cannabis aux dispositions de l'article 28.

7. Le pavot à opium, le cocaïer, la plante de cannabis, la paille de pavot et les feuilles de cannabis sont soumis aux mesures de contrôle prévues respectivement aux articles 22 à 24; 22, 26 et 27; 22 et 28; 25 et 28.

8. Les Parties feront tout ce qui est en leur pouvoir afin de soumettre à des mesures de surveillance autant que faire se pourra les substances qui ne sont pas visées par la présente convention, mais qui peuvent être utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants.

9. Les Parties ne sont pas tenues d'appliquer les dispositions de la présente convention aux stupéfiants qui sont couramment employés dans l'industrie à des fins autres que les fins médicales ou scientifiques, à condition:

a) Qu'elles prennent des mesures pour empêcher, en recourant à des procédés appropriés de dénaturation ou par tout autre moyen, que les stupéfiants ainsi employés puissent donner lieu à des abus ou produire des effets nocifs (article 3, paragraphe 3) et que dans la pratique la substance nocive puisse être récupérée; et

b) Qu'elles fassent figurer dans les renseignements statistiques (article 20) qu'elles fournissent la quantité de chaque stupéfiant ainsi employé.

Article 3

Modification du champ d'application du contrôle

1. Si une Partie ou l'Organisation mondiale de la santé est en possession de renseignements qui, à son avis, rendent nécessaire de modifier l'un ou l'autre des

tableaux, elle adressera au Secrétaire général une notification accompagnée de tous les renseignements pertinents à l'appui de celle-ci.

2. Le Secrétaire général communiquera cette notification et les renseignements qu'il jugera pertinents aux Parties, à la Commission et, si la notification a été adressée par une Partie, à l'Organisation mondiale de la santé.

3. Si une notification se rapporte à une substance qui n'est pas déjà inscrite au tableau I ou au tableau II,

i) Toutes les Parties examineront, compte tenu des renseignements disponibles, la possibilité d'appliquer provisoirement à la substance toutes les mesures de contrôle applicables aux stupéfiants du tableau I;

ii) En attendant sa décision, prise en vertu du sous-paragraphe iii) du présent paragraphe, la Commission peut décider que les Parties appliquent provisoirement à la dite substance toutes les mesures de contrôle applicables aux stupéfiants du tableau I. Les Parties appliqueront provisoirement ces mesures à la substance en question;

iii) Si l'Organisation mondiale de la santé constate que cette substance peut donner lieu à des abus analogues et produire des effets nocifs analogues à ceux des stupéfiants du tableau I ou du tableau II, ou qu'elle est transformable en un stupéfiant, elle en avisera la Commission, et celle-ci pourra alors décider, selon la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé, que cette substance sera inscrite au tableau I ou au tableau II.

4. Si l'Organisation mondiale de la santé constate qu'une préparation ne peut, en raison des substances qu'elle contient, donner lieu à des abus ni produire d'effets nocifs (paragraphe 3) et que le stupéfiant qu'elle contient n'est pas facilement récupérable la Commission, selon la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé, pourra inscrire cette préparation au tableau III.

5. Si l'Organisation mondiale de la santé constate qu'un stupéfiant du tableau I est particulièrement susceptible de donner lieu à des abus et de produire des effets nocifs (paragraphe 3), et que ce danger n'est pas compensé par des avantages thérapeutiques appréciables que ne posséderaient pas des substances autres que celles du tableau IV, la Commission peut, selon la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé, inscrire ce stupéfiant au tableau IV.

6. Lorsqu'une notification a trait à un stupéfiant du tableau I ou du tableau II ou à une préparation du tableau III, la Commission, mise à part l'action prévue par le paragraphe 5, peut, selon la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé, modifier l'un ou l'autre des tableaux, soit:

a) En transférant un stupéfiant du tableau I au tableau II ou du tableau II au tableau I; ou

b) En rayant un stupéfiant ou une préparation, selon le cas, d'un tableau.

7. Toute décision de la Commission prise en application du présent article sera communiquée par le Secrétaire général à tous les Etats membres de l'Organisations des Nations Unies, aux Etats non membres Parties à la présente convention, à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Organe. La décision prendra effet à l'égard de chaque Partie à la date de réception de la communication susvisée, et les Parties prendront alors toutes mesures requises par la présente convention.

8. *a*) Toute décision de la Commission de modifier un tableau sera soumise à l'examen du Conseil si une Partie en fait la demande dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront la réception de la notification de la décision. Cette demande sera présentée au Secrétaire général avec tous renseignements pertinents à l'appui.

b) Le Secrétaire général communiquera copie de cette demande et des renseignements pertinents à la Commission, à l'Organisation mondiale de la santé et à toutes les Parties, qu'il invitera à présenter leur observations dans les quatre-vingt-dix jours. Toutes les observations reçues seront soumises à l'examen du Conseil.

c) Le Conseil pourra confirmer, modifier ou annuler la décision de la Commission; il statuera en dernier ressort. Sa décision sera notifiée à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, aux Etats non membres Parties à la présente convention, à la Commission, à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Organe.

d) En attendant son examen par le Conseil, la décision de la Commission restera en vigueur.

9. Les décisions de la Commission prises en application du présent article ne seront pas soumises à l'examen prévu à l'article 7.

Article 4

Obligations générales

Les Parties prendront les mesures législatives et administratives qui pourront être nécessaires:

a) Pour exécuter les dispositions de la présente convention dans leurs propres territoires;

b) Pour coopérer avec les autres Etats à l'exécution des dispositions de ladite convention; et

c) Sous réserve des dispositions de la présente convention, pour limiter exclusivement aux fins médicales et scientifiques la production, la fabrication, l'exportation, l'importation, la distribution, le commerce, l'emploi et la detention des stupéfiants.

Article 5

Les organes internationaux de contrôle

Reconnaissant la compétence de l'Organisation des Nations Unies en matière de contrôle international des stupéfiants, les Parties conviennent de confier à la Commission des stupéfiants du Conseil économique et social et à l'Organe international de contrôle des stupéfiants les fonctions qui sont respectivement attribuées à ces organes par la présente convention.

Article 6

Dépenses des organes internationaux de contrôle

L'Organisation des Nations Unies assume les dépenses de la Commission et de l'Organe dans des conditions qui seront déterminées par l'Assemblée générale. Les Parties qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies contribueront aux frais des organes internationaux de contrôle, l'Assemblée générale fixant périodiquement, après avoir consulté les gouvernements de ces Parties, le montant des contributions qu'elle jugera équitable.

Article 7

Revision des décision et recommandations de la Commission

Sauf en ce qui concerne les décisions prévues à l'article 3, toute décision ou recommandation adoptée par la Commission en exécution des dispositions de la présente convention est prise sous réserve de l'approbation du Conseil ou de l'Assemblée générale ou de toute modification adoptée par l'un ou l'autre de ces organes de la même manière que les autres décisions ou recommandations de la Commission.

Article 8

Fonctions de la Commission

La Commission est habilité à examiner toutes les questions ayant trait aux buts de la présente convention, et en particulier:

a) A modifier les tableaux conformément à l'article 3;

b) A appeler l'attention de l'Organe sur toutes les questions qui peuvent avoir trait aux fonctions de celui-ci;

c) A formuler des recommandations pour mettre en oeuvre les dispositions de la présente convention ou atteindre les buts qu'elle vise, y compris des programmes de recherche scientifique et les échanges de renseignements de caractère scientifique ou technique; et

d) A attirer l'attention des Etats non parties sur les décisions et recommandations qu'elle adopte conformement aux fonctions que lui confère la présente convention de facon qu'ils examinent les mesures qu'elle peut être amenée à prendre en vertu de la présente convention.

Article 9

Composition de l'Organe

1. L'Organe se compose de onze membres élus par le Conseil ainsi qu'il suit:

a) Trois membres ayant l'expérience de la médecine, de la pharmacologie ou de la pharmacie et choisis sur une liste d'au moins cinq personnes désignées par l'Organisation mondiale de la santé; et

b) Huit membres choisis sur une liste de personnes désignées par les Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les Parties qui n'en sont pas membres.

2. Les membres de l'Organe doivent être des personnes qui, par leur compétence, leur impartialité et leur désintéressement, inspirent la confiance genérale. Pendant la durée de leur mandat, elles ne doivent occuper aucun poste ni se livrer à aucune activité qui soit de nature à les empêcher d'exercer avec impartialité leurs fonctions. Le Conseil prend, en consultation avec l'Organe, toutes les dispositions nécessaires pour assurer la pleine indépendance technique de ce dernier dans l'exercice de ses fonctions.

3. Le Conseil, eu égard au principe d'une représentation géographique équitable, doit tenir compte de l'intérêt qu'il y a à faire entrer dans l'Organe, en proportion équitable, des personnes qui soient au courant de la situation en matière de stupéfiants dans les pays producters, fabricants et consommateurs et qui aient des attaches avec lesdits pays.

Article 10

Durée du mandat et rémunération des membres de l'Organe

1. Le mandat des membres de l'Organe est de trois ans et il est renouvelable.

2. Le mandat de chaque membre de l'Organe se termine la veille de la première séance de l'Organe à laquelle son successeur a le droit de siéger.

3. Un membre de l'Organe qui a été absent lors de trois sessions consécutives sera considéré comme démissionnaire.

4. Le Conseil peut, sur la recommandation de l'Organe, révoquer un membre de l'Organe qui ne remplit plus les conditions requises au paragraphe 2 de l'article 9. Cette recommandation doit être formulée par un vote affirmatif de huit membres de l'Organe.

5. Lorsque le siège d'un membre de l'Organe devient vacant au cours du mandat de son titulaire, le Conseil pourvoit à cette vacance en élisant un autre membres aussitôt que possible pour le reste de la durée du mandat, conformément aux dispositions applicables de l'article 9.

6. Les membres de l'Organe reçoivent une rémunération appropriée dont le montant est fixé par l'Assemblée générale.

Article 11

Règlement intérieur de l'Organe

1. L'Organe élit sont président et les membres dont l'élection lui paraît nécessaire pour constituer son bureau; il adopte son règlement intérieur.

2. L'Organe se réunit aussi souvent qu'il le juge nécessaire à l'accomplissement satisfaisant de ses fonctions, mais il doit tenir au moins deux sessions par année civile.

3. Le quorum indispensable pour les réunions de l'Organe est de sept membres.

Article 12

Application du régime des évaluations

1. L'Organe fixera la date ou les dates auxquelles les évaluations devront être fournies, conformément à l'article 19, ainsi que la forme sous laquelle elles devront être présentées, et il prescrira des formulaires à cette fin.

2. En ce qui concerne les pays et territoires auxquels ne s'applique pas la présente convention, l'Organe invitera les gouvernements intéressés à fournir des évaluations conformément aux dispositions de celle-ci.

3. Au cas où un Etat ne fournirait pas conformément à la date fixée les évaluations relatives à l'un de ses territoires, l'Organe les établira lui-même dans la mesure du possible, et, autant que faire se pourra, en coopération avec le gouvernement intéressé.

4. L'Organe examinera les évaluations, y compris les évaluations supplémentaires, et, sauf en ce qui concerne les besoins spéciaux, il pourra demander pour chaque pays ou territoire pour lequel une évaluation aura été fournie, les renseignements qu'il estimera nécessaires afin de compléter les évaluations ou d'élucider telle indication qui s'y trouve.

5. L'Organe confirmera ensuite, dans le plus bref délai possible, les évaluations, y compris les évaluations supplémentaires; il pourra également les modifier avec le consentement du gouvernement intéressé.

6. Outre la documentation prévue à l'article 15, l'Organe publiera, aux dates qu'il aura fixées, mais au moins une fois par en, les renseignements relatifs aux évaluations qui lui paraîtront devoir faciliter l'application de la présente convention.

Article 13

Application du régime des statistiques

1. L'Organe fixera la manière et la forme sous lesquelles les statistiques devront être fournies comme prévu à l'article 20 et prescrira les formulaires à cette fin.

2. L'Organe examinera les statistiques afin de déterminer si les Parties ou tous autres Etats se sont conformés aux dispositions de la présente convention.

3. L'Organe pourra demander les renseignements supplémentaires qu'il estimera nécessaires pour compléter ces statistiques ou élucider telle indication qui s'y trouve.

4. L'Organe n'aura pas compétence pour poser des questions ou exprimer une opinion au sujet des statistiques relatives aux stupéfiants requis pour les besoins spéciaux.

Article 14

Mesures à prendre par l'Organe pour assurer l'exécution des dispositions de la convention

1. *a*) Si, après examen des renseignements adressés à l'Organe par le gouvernement conformément aux dispositions de la présente convention ou des renseignements communiqués par des organes des Nations Unies et ayant trait à des questions relevant desdites dispositions, l'Organe a motif de croire que les buts de la présente convention sont sérieusement compromis du fait qu'une Partie ou un pays ou territoire manque d'exécuter les dispositions de la convention, l'Organe a le droit de demander des explications au gouvernement du pays ou territoire intéressé. Sous réserve du droit qu'il possède d'appeler l'attention des Parties et du Conseil et de la Commission sur la question, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa *c*) ci-dessous, l'Organe considérera comme confidentielle une demande de renseignements ou une explication fournie par un gouvernement conformément au présente alinéa.

b) Après avoir agi conformément à l'alinéa *a*) ci-dessus, l'Organe peut, s'il juge nécessaire de le faire, demander au gouvernement intéressé de prendre les mesures correctives qui, en raison des circonstances, peuvent paraître nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de la présente convention.

c) Si l'Organe constate que le gouvernement intéressé a manqué de donner des explications satisfaisantes lorsqu'il a été invité à le faire conformément à l'alinéa *a*) ci-dessus, ou a négligé d'adopter toute mesure corrective qu'il a été invité à prendre conformément à l'alinéa *b*) ci-dessus, il peut appeler l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission sur la question.

2. Lorsqu'il appelle l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission sur une question conformément à l'alinéa *c*) du paragraphe 1 ci-dessus, l'Organe peut, s'il juge une telle mesure nécessaire, recommander aux Parties d'arrêter l'importation de stupéfiants en provenance du pays intéressé, ou l'exportation de stupéfiants à destination de ce pays ou territoire, ou, à la fois, l'importation et l'exportation, soit pour une période déterminée, soit jusqu'à ce que la situation dans ce pays ou territoire lui donne satisfaction. L'Etat intéressé a le droit de porter la question devant le Conseil.

3. L'Organe a le droit de publier un rapport sur toute question visée par les dispositions du présent article, et de le communiquer au Conseil, qui le transmettra à toutes les Parties. Si l'Organe publie dans ce rapport une décision prise en vertu du présent article, ou des renseignements concernant cette décision, il doit également y publier l'avis du gouvernement intéressé si celui-ci le demande.

4. Dans les cas où une décision de l'Organe publiée conformément au présent article n'a pas été prise à l'unanimité, l'opinion de la minorité doit être exposée.

5. Tout Etat sera invité à se faire représenter aux séances de l'Organe au cours desquelles est examinée une question l'intéressant directement aux termes du présent article.

6. Les décisions de l'Organe prises en vertu du présent article doivent être adoptées à la majorité des deux tiers du nombre total des membres de l'Organe.

Article 15

Rapports de l'Organe

1. L'Organe établit un rapport annuel sur ses travaux et tous autres rapports supplémentaires qu'il peut estimer nécessaires et dans lesquels figurent également une analyse des évaluations et des renseignements statistiques dont il dispose et, dans les cas appropriés, un exposé des explications que les gouvernements ont pu fournir ou ont été requis de fournir, ainsi que toute observation et recommandation que l'Organe peut vouloir formuler. Ces rapports sont présentés au Conseil par l'intermédiaire de la Commission, qui peut formuler les observations qu'elle juge opportunes.

2. Les rapports sont communiqués aux Parties et publiés ultérieurement par le Secrétaire général. Les Parties autorisent la libre distribution de ces rapports.

Article 16

Secrétariat

Les services de secrétariat de la Commission et de l'Organe seront fournis par le Secrétaire général.

Article 17

Administration spéciale

Les Parties maintiendront une administration spéciale chargée d'appliquer les dispositions de la présente convention.

Article 18

Renseignements à fournir au Secrétaire général par les Parties

1. Les Parties fourniront au Secrétaire général les renseignements que la Commission peut demander en tant que nécessaires pour l'exercice de ses fonctions, et notamment:

a) Un rapport annuel relatif au fonctionnement de la convention dans chacun de leurs territoires;

b) De temps à autre, les textes de toutes les lois et de tous les règlements promulgués pour donner effet à la présente convention;

c) Toutes précisions que la Commission demandera sur les affaires de trafic illicite, et notamment les détails de chaque affaire de trafic illicite découverte

qui pourront présenter de l'importance soit en raison de la lumière qu'ils jettent sur les sources d'approvisionnement en stupéfiants du trafic illicite, soit en raison des quantités en cause ou de la méthode utilisée par les trafiquants illicites; et

d) Les noms et adresses des autorités administratives habilitées à délivrer les autorisations ou certificats d'exportation et d'importation.

2. Les Parties fourniront les renseignements prévus au paragraphe précédent, sous la forme et aux dates indiquées et en utilisant tels formulaires dont la Commission pourra demander l'emploi.

Article 19

Evaluations des besoins en stupéfiants

1. Les Parties adresseront à l'Organe, chaque année et pour chacun de leurs territoires, de la manière et sous la forme qu'il prescrira, des évaluations ayant trait aux sujets suivants et établies sur des formulaires fournis par l'Organe:

a) Les quantités de stupéfiants qui seront consommées à des fins médicales et scientifiques;

b) Les quantités de stupéfiants qui seront utilisées pour la fabrication d'autres stupéfiants, de préparations du Tableau III et de substances non visées par la présente convention;

c) Les quantités de stupéfiants qui seront en stock au 31 décembre de l'année à laquelle les évaluations se rapportent; et

d) Les quantités de stupéfiants qu'il est nécessaire d'ajouter aux stocks spéciaux.

2. Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, le total des évaluations pour chaque territoire et pour chaque stupéfiant sera la somme des quantités spécifiées aux alinéas *a*), *b*) et *d*) du paragraphe 1 du présent article, augmentée de toute quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa *c*) du paragraphe 1.

3. Tout Etat pourra fournir en cours d'année des évaluations supplémentaires en exposant les circonstances qui les rendent nécessaires.

4. Les Parties feront connaître à l'Organe la méthode employée pour déterminer les quantités indiquées dans les évaluations et les modifications qui auront pu être apportées à cette méthode.

5. Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, les évaluations ne devront pas être dépassées.

Article 20

Statistiques à fournir à l'Organe

1. Les Parties adresseront à l'Organe, pour chacun de leurs territoires, de la manière et sous la forme qu'il prescrira, des statistiques ayant trait aux sujets suivants et établies sur des formulaires fournis par l'Organe:

a) Production ou fabrication de stupéfiants;

b) Utilisation de stupéfiants pour la fabrication d'autres stupéfiants, de préparations du tableau III et de substances non visées par la présente convention et utilisation de la paille de pavot pour la fabrication de stupéfiants;

c) Consommation de stupéfiants;

d) Importations et exportations de stupéfiants et de paille de pavot;

e) Saisies de stupéfiants et affectation des quantités saisies; et

f) Stocks de stupéfiants au 31 décembre de l'année à laquelle les statistiques se rapportent.

2. *a*) Les statistiques ayant trait aux sujets mentionnés au paragraphe 1, exception faite de l'alinéa *d*), seront établies annuellement et seront fournies à l'Organe au plus tard le 30 juin de l'année suivant celle à laquelle elles se rapportent;

b) Les statistiques ayant trait aux sujets mentionnés à l'alinéa *d*) du paragraphe 1 seront établies trimestriellement et seront fournies à l'Organe dans le délai d'un mois à compter de la fin du trimestre auquel elles se rapportent.

3. Outre les renseignements visés au paragraphe 1 du présent article, les Parties peuvent adresser à l'Organe, dans toute la mesure du possible, pour chacun de leurs territoires, les renseignements concernant les superficies (en hectares) cultivées en vue de la production de l'opium.

4. Les Parties ne sont pas tenues de fournir de statistiques ayant trait aux stocks spéciaux, mais elles fourniront séparément des statistiques ayant trait aux stupéfiants importés ou acquis dans le pays ou territoire pour les besoins spéciaux, ainsi qu'aux quantités de stupéfiants prélevés sur les stocks spéciaux pour satisfaire aux besoins de la population civile.

Article 21

Limitation de la fabrication et de l'importation

1. La quantité totale de chaque stupéfiant qui sera fabriquée et importée par un pays ou territoire quelconque au cours d'une année donnée ne devra pas être supérieure à la somme des éléments suivants:

a) La quantité consommée, dans la limite de l'évaluation correspondante, à des fins médicales et scientifiques;

b) La quantité utilisée, dans la limite de l'evaluation correspondante, en vue de la fabrication d'autres stupéfiants, de préparations du tableau III et de substances non visées par la présente convention;

c) La quantité exportée;

d) La quantité versée au stock afin de porter celui-ci au niveau spécifié dans l'évaluation correspondante; et

e) La quantité acquise, dans la limite de l'évaluation correspondante, pour les besoins spéciaux.

2. De la somme des éléments énumérés au paragraphe 1, il sera déduit toute quantité qui aura été saisie et mise sur le marché licite, ainsi que toute quantité prélevée sur les stocks spéciaux pour satisfaire aux besoins de la population civile.

3. Si l'Organe constate que la quantité fabriquée et importée au cours d'une année donnée excède la somme des quantités énumérées au paragraphe 1, compte tenu des déductions prévues au paragraphe 2 du présent article, l'excédent ainsi constaté qui subsisterait à la fin de l'année sera déduit, l'année suivante, des quantités qui doivent être fabriquées ou importées, ainsi que du total des évaluations défini au paragraphe 2 de l'article 19.

4. *a*) S'il ressort des statistiques des importations ou des exportations (article 20) que la quantité exportée à destination d'un pays ou territoire quelconque dépasse le total des évaluations relatives à ce pays ou territoire, tel qu'il est défini au paragraphe 2 de l'article

19, augmenté des quantités déclarées comme ayant été exportées et déduction faite de tout excédent constaté aux termes du paragraphe 3 du présent article, l'Organe peut en faire notification aux Etats, qui, à son avis, devraient en être informés.

b) Dès réception d'une telle notification, les Parties n'autoriseront plus, pendant l'année en cours, aucune exportation nouvelle du stupéfiant dont il s'agit à destination du pays ou territoire en cause, sauf:

i) Dans le cas où une évaluation supplémentaire aura été fournie pour ce pays ou territoire en ce qui concerne a la fois toute quantité importée en excédent et la quantité supplémentaire requise; ou

ii) Dans les cas exceptionnels où l'exportation est, de l'avis du gouvernement du pays exportateur, indispensable au traitement des malades.

Article 22

Disposition spéciale applicable à la culture

Lorsque la situation dans le pays ou un territoire d'une Partie est telle que l'interdiction de la culture du pavot à opium, du cocaïer ou de la plante de cannabis est, à son avis, la mesure la plus appropriée pour protéger la santé publique, et empêcher que des stupéfiants ne soient détournés vers le trafic illicite, la Partie intéressée en interdira la culture.

Article 23

Organismes nationaux de l'opium

1. Toute Partie qui autorise la culture du pavot à opium en vue de la production d'opium établira, si elle ne l'a déjà fait, et maintiendra un ou plusieurs organismes d'Etat (désignés ci-après dans le présent article par le terme « organisme ») chargés d'exercer les fonctions stipulées au présent article.

2. Toute Partie visée au paragraphe précédent appliquera les dispositions ci-après à la culture du pavot à opium pour la production de l'opium et à l'opium:

a) L'organisme délimitera les régions et désignera les parcelles de terrain où la culture du pavot à opium en vue de la production d'opium sera autorisée;

b) Les cultivateurs titulaires d'une licence délivrée par l'organisme seront seuls autorisés à se livrer à cette culture;

c) Chaque licence spécifiera la superficie du terrain sur lequel cette culture est autorisée;

d) Tout cultivateur de pavot à opium sera tenu de livrer a l'organisme la totalité de sa récolte d'opium; l'organisme achètera cette récolte et en prendra matériellement possession dès que possible, mais au plus tard dans un délai de quatre mois à compter de la fin de la récolte; et

e) L'organisme aura seul le droit, en ce qui concerne l'opium, d'importer, d'exporter, de se livrer au commerce de gros et de conserver des stocks, à l'exception des stocks détenus par les fabricants d'alcaloïdes de l'opium, d'opium médicinal ou de preparations à base d'opium. Les Parties ne sont pas tenues d'étendre cette clause à l'opium médicinal et aux préparations à base d'opium.

3. Les fonctions administratives prévues au paragraphe 2 seront exercées par un seul organisme d'Etat si la constitution de la Partie intéressée le permet.

Article 24

Restrictions à la production de l'opium destiné au commerce international

1. *a*) Si l'une des Parties a l'intention de commencer à produire de l'opium ou d'augmenter sa production d'opium, elle tiendra compte de la demande mondiale d'opium existante, conformément aux évaluations publiées par l'Organe, afin que sa production d'opium n'entraîne pas une surproduction d'opium dans l'ensemble du monde.

b) Aucune Partie n'autorisera la production de l'opium ou n'augmentera sa production d'opium si, à son avis, une telle production ou augmentation de la production sur son territoire risque d'alimenter le trafic illicite de l'opium.

2. *a*) Sous réserve des dispositions du paragraphe 1, si une Partie, qui au 1er janvier 1961 ne produisait pas d'opium pour l'exportation, désire exporter sur l'opium qu'elle produit des quantités n'excédant pas cinq tonnes par an, elle le notifiera à l'Organe, en joignant à cette notification des renseignements concernant:

i) Les contrôles en vigueur exigés par la présente convention en ce qui concerne la production et l'exportation de l'opium; et

ii) Le nom du pays ou des pays vers lesquels elle compte exporter l'opium; et l'Organe pourra soit approuver cette notification, soit recommander à la Partie intéressée de ne pas produire d'opium pour l'exportation.

b) Si une Partie autre qu'une Partie désignée au paragraphe 3 désire produire plus de cinq tonnes d'opium destiné à l'exportation par an, elle le notifiera au Conseil, en joignant à cette notification des renseignements appropriés, y compris:

i) L'évaluation des quantités qui doivent être produites pour l'exportation;

ii) Les contrôles existants ou proposés en ce qui concerne l'opium qui doit être produit;

iii) Le nom du pays ou des pays vers lesquels elle compte exporter cet opium; et le Conseil pourra soit approuver la notification soit recommander à la Partie intéressé de ne pas produire d'opium pour l'exportation.

3. Nonobstant les dispositions des alinéas *a*) et *b*) du paragraphe 2, une Partie qui, pendant les dix années qui ont précédé immédiatement le 1er janvier 1961, a exporté l'opium produit par elle pourra continuer à exporter l'opium qu'elle produit.

4. *a*) Une Partie n'importera d'opium d'aucun pays ou territoire sauf si l'opium est produit sur le territoire:

i) d'une Partie mentionnée au paragraphe 3;

ii) d'une Partie qui a adressé une notification à l'Organe conformément aux dispositions de l'alinéa *a*) du paragraphe 2; ou

iii) d'une Partie qui a reçu l'approbation du Conseil conformément aux dispositions de l'alinéa *b*) du paragraphe 2.

b) Nonobstant les dispositions de l'alinéa *a*) du présent paragraphe, une Partie peut importer l'opium produit par tout pays qui a produit et exporté de l'opium pendant les dix années qui ont précédé le 1er janvier 1961, si un organisme ou agence de contrôle national a été établi et fonctionne aux fins définies à l'article 23 dans le pays intéressé et si celui-ci possède des moyens efficaces de faire en sorte que l'opium qu'il produit n'alimente pas le trafic illicite.

5. Les dispositions du présent article n'empêcheront pas une Partie:

a) de produire de l'opium en quantité suffisante pour ses besoins; ou

b) d'exporter de l'opium saisi dans le trafic illicite à une autre Partie, conformément aux exigences de la presente convention.

Article 25
Contrôle de la paille de pavot

1. Une Partie qui permet la culture du pavot à opium pour des buts autres que la production de l'opium prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer:

a) que de l'opium n'est pas produit à partir de tels pavots à opium; et

b) que la fabrication de stupéfiants à partir de la paille de pavot est contrôlée de façon satisfaisante.

2. Les Parties appliqueront à la paille de pavot le système de certificats d'importation et d'autorisations d'exportation prévu aux paragraphes 4 à 15 de l'article 31.

3. Les Parties fourniront les mêmes statistiques sur l'importation et l'exportation de la paille de pavot que celles qui sont prévues pour les stupéfiants aux paragraphes 1, *d*) et 2, *b*), de l'article 20.

Article 26
Le cocaïer et la feuille de coca

1. Si une Partie autorise la culture du cocaier, elle lui appliquera, ainsi qu'à la fuille de coca, le régime de contrôle prévu à l'article 23 pour le pavot à opium; en ce qui concerne l'alinéa *d*) du paragraphe 2 de cet article, l'obligation imposée à l'organisme mentionné sera seulement d'entrer matériellement en possession de la récolte, aussitôt que possible après qu'elle aura été faite.

2. Dans la mesure du possible, les Parties feront procéder à l'arrachage de tous les cocaiers existant à l'état sauvage. Elles détruiront les cocaiers cultivés illégalement.

Article 27
Dispositions supplémentaires relatives à la feuille de coca

1. Les Parties peuvent permettre l'utilisation de feuilles de coca pour la préparation d'un produit aromatique qui ne devra contenir aucun alcaloïde et elles peuvent, dans la mesure nécessaire à cette utilisation, permettre la production, l'importation, l'exportation, le commerce et la détention de ces feuilles.

2. Les Parties fourniront séparément les évaluations (article 19) et les statistiques (article 20) concernant les feuilles de coca destinées à la préparation d'un tel produit aromatique; toutefois, il n'y aura pas lieu de le faire si les mêmes feuilles de coca sont utilisées pour l'extraction d'alcaloïdes ainsi que pour celle de produits aromatiques, et si ce fait est précisé dans les évaluations et les statistiques.

Article 28
Contrôle du cannabis

1. Si une Partie autorise la culture de la plante de cannabis en vue de la production de cannabis ou de résine de cannabis, elle lui appliquera le régime de contrôle prévu à l'article 23 en ce qui concerne le contrôle du pavot à opium.

2. La présente convention ne s'appliquera pas à la culture de la plante de cannabis exclusivement à des fins industrielles (fibres et graines) ou pour des buts horticulturaux.

3. Les Parties adopteront les mesures qui peuvent être nécessaires pour empêcher l'abus des feuilles de la plante de cannabis ou le trafic illicite de celles-ci.

Article 29
Fabrication

1. Les Parties exigeront que la fabrication des stupéfiants s'effectue sous licence, sauf quand cette fabrication est effectuée par une ou des entreprises d'Etat.

2. Les Parties:

a) exerceront une surveillance sur toutes les personnes et entreprises se livrant à la fabrication de stupéfiants ou y participant;

b) soumettront à un régime de licences les établissements et les locaux dans lesquels la fabrication peut se faire; et

c) exigeront que les fabricants de stupéfiants titulaires d'une licence se munissent de permis périodiques précisant les catégories et les quantités de stupéfiants qu'ils auront le droit de fabriquer. Cependant, un permis périodique ne sera pas nécessaire pour les préparations.

3. Les Parties empêcheront l'accumulation, en la possession des fabricants de stupéfiants, de quantités de stupéfiants et le paille de pavot excédant celles qui sont nécessaires au fonctionnement normal de l'entreprise, compte tenu de la situation du marché.

Article 30
Commerce et distribution

1. *a*) Les Parties exigeront que le commerce et la distribution des stupéfiants s'effectuent sous licence, sauf si ce commerce ou cette distribution son effectués par une ou des entreprises d'Etat.

b) Les Parties:

i) exerceront une surveillance sur toutes les personnes et entreprises se livrant au commerce ou à la distribution des stupéfiants ou y participant; et

ii) soumettront à un régime de licence les établissements et les locaux dans lesquels ce commerce et cette distribution peuvent se faire. Cependant, une licence ne sera pas nécessairement requise pour les préparations.

c) Les dispositions des alinéas *a*) et *b*) concernant le régime des licences ne s'appliqueront pas nécessairement aux personnes dûment autorisées à exercer des fonctions thérapeutiques ou scientifiques et agissant dans l'exercice de ces fonctions.

2. En outre, les Parties:

a) empêcheront aussi l'accumulation, en la possession des commerçants, des distributeurs, des entreprises d'Etat, ou des personnes dûment autorisées visées ci-dessus, de quantités de stupéfiants et de paille de pavot excédant celles qui sont nécessaires au fonctionnement normal de l'entreprise, compte tenu de la situation du marché;

b) i) exigeront que les stupéfiants ne soient fournis ou dispensés à des particuliers que sur ordonnance médicale. Cette disposition n'est pas nécessairement applicable aux stupéfiants que des particuliers peuvent légalement obtenir, utiliser, dispenser ou administrer

à l'occasion de l'exercice dûment autorisé de leurs fonctions thérapeutiques; et

ii) si les Parties jugent ces mesures nécessaires ou souhaitables, elles exigeront que les ordonnances prescrivant des stupéfiants du tableau I soient écrites sur des formules officielles qui seront fournies sous la forme de carnet à souches par les autorités administratives competentes ou par les associations professionnelles autorisées.

3. Il est souhaitable que les Parties exigent que les offres écrites ou imprimées de stupéfiants, les annonces publicitaires de quelque nature qu'elles soient ainsi que les notices descriptives relatives aux stupéfiants et utilisées à des fins commerciales, les conditionnements contenant des stupéfiants et les étiquettes sous lesquelles les stupéfiants sont mis en vente, indiquent la dénomination commune internationale communiquée par l'Organisation mondiale de la santé.

4. Si une Partie juge qu'une telle mesure est nécessaire ou souhaitable, elle exigera que tout conditionnement contenant un stupéfiant porte un double filet rouge très apparent. Le colis dans lequel ce conditionnement est expédie ne portera pas ce double filet rouge.

5. Les Parties exigeront que l'étiquette sous laquelle une drogue est mise en vente indique nommément le ou les stupéfiants qu'elle contient ainsi que leur poids ou leur pourcentage. L'obligation de fournir ces renseignements sur l'étiquette ne s'appliquera pas nécessairement à un stupéfiant dispensé à un particulier sur prescription magistrale.

6. Les dispositions des paragraphes 2 et 5 ne s'appliqueront pas nécessairement au commerce de détail ni à la distribution au détail des stupéfiants du tableau II.

Article 31

Dispositions spéciales relatives au commerce international

1. Les Parties ne permettront pas sciemment l'exportation de stupéfiants à destination d'un pays ou territoire quelconque, si ce n'est;

a) conformément aux lois et règlements de ce pays ou territoire; et

b) dans les limites du total des évaluations afférentes à ce pays ou territoire, tel qu'il est défini au paragraphe 2 de l'article 19, en y ajoutant les quantités qui doivent être réexportées.

2. Les Parties exerceront dans les ports francs et les zones franches la même surveillance et le même contrôle que dans les autres parties de leurs territoires, étant entendu, toutefois, qu'elles pourront appliquer un régime plus sévère.

3. *a*) Les Parties contrôleront au moyen d'une licence l'importation et l'exportation des stupéfiants sauf dans les cas où cette importation ou cette exportation est effectuée par une ou des entreprises d'Etat.

b) Les Parties exerceront une surveillance sur toutes les personnes et entreprises se livrant à une telle importation ou exportation ou y participant.

4. *a*) Chaque Partie autorisant l'importation ou l'exportation d'un stupéfiant exigera l'obtention d'une autorisation d'importation ou d'exportation distincte pour chaque importation ou exportation, qu'il s'agisse d'un ou de plusieurs stupéfiants.

b) Cette autorisation indiquera le nom du stupéfiant, la dénomination commune internationale si elle existe, la quantité à importer ou à exporter, les noms et adresses de l'importateur et de l'exportateur et spécifiera la période durant laquelle l'importation ou l'exportation doit être effectuée.

c) L'autorisation d'exportation indiquera en outre le numéro et la date du certificat d'importation (paragraphe 5) ainsi que l'autorité qui l'a délivré.

d) L'autorisation d'importation pourra permettre d'importer en plusieurs envois.

5. Avant de délivrer une autorisation d'exportation, les Parties exigeront un certificat d'importation, délivré par les autorités compétentes du pays ou territoires importateur et attestant que l'importation du stupefiant ou des stupéfiants dont il est question est approuvée et ce certificat sera produit par la personne ou l'établissement demandant l'autorisation d'exportation. Les Parties se conformeront autant que faire se pourra au modèle de certificat d'importation approuvé par la Commission.

6. Une copie de l'autorisation d'exportation sera jointe à chaque envoi, et le gouvernement qui délivre l'autorisation d'exportation en adressera une copie au gouvernement du pays ou territoire importateur.

7. *a*) Lorsque l'importation a été effectuée ou lorsque la période fixée pour l'importation prend fin, le gouvernement du pays ou territoire importateur renverra au gouvernement du pays ou territoire exportateur la autorisation d'exportation, avec une mention spéciale à cet effet.

b) La mention précitée spécifiera la quantité effectivement importée.

c) Si la quantité effectivement exportée est inférieure à celle qui est indiquée dans l'autorisation d'exportation, les autorités compétentes indiqueront la quantité effectivement exportée sur l'autorisation d'exportation et sur toute copie officielle de celle-ci.

8. Les exportations sous forme d'envois adressés à une banque au compte d'une personne différente de celle dont le nom figure sur l'autorisation d'exportation ou à une boîte postale seront interdites.

9. Les exportations sous forme d'envois adressés à un entrepôt de douane seront interdites, sauf si le gouvernement du pays importateur précise sur le certificat d'importation produit par la personne ou l'établissement qui demande l'autorisation d'exportation qu'il a approuvé l'importation de l'envoi afin que celui-ci soit déposé dans un entrepôt de douane. En pareil cas, l'autorisation d'exportation précisera que l'envoi est effectué à cette fin. Tout retrait de l'entrepôt de douane sera subordonné à la présentation d'un permis émanant des autorités dont relève l'entrepôt, et, dans le cas d'un envoi à destination de l'étranger, il sera assimilé à une exportation nouvelle au sens de la présente convention.

10. Les envois de stupéfiants entrant dans le territoire d'une Partie ou en sortant sans être accompagnés d'une autorisation d'exportation seront retenus par les autorités compétentes.

11. Une Partie n'autorisera pas le passage en transit sur son territoire, en direction d'un autre pays, d'un envoi quelconque de stupéfiants, que cet envoi soit ou non déchargé du véhicule qui le transporte, sauf si la copie de l'autorisation d'exportation pour cet envoi est présentée aux autorités compétentes de ladite Partie.

12. Les autorités compétentes d'un pays ou territoire quelconque à travers lequel le passage d'un envoi de stupéfiants est autorisé prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher le déroutement dudit envoi

vers une destination autre que celle qui figure sur la copie de l'autorisation d'exportation jointe à l'envoi, à moins que le gouvernement du pays ou territoire à travers lequel ledit envoi s'effectue n'autorise ce déroutement. Le gouvernement de ce pays ou territoire traitera toute demande de déroutement comme s'il s'agissait d'une exportation du pays ou territoire de transit vers le pays ou territoire de la nouvelle destination. Si le déroutement est autorisé, les dispositions des alinéas *a*) et *b*) du paragraphe 7 s'appliqueront également entre le pays ou territoire de transit et le pays ou territoire d'où l'envoi a primitivement été exporté.

13. Aucun envoi de stupéfiants en transit ou déposé dans un entrepôt de douane ne peut être soumis à un traitement quelconque qui modifierait la nature de ces stupéfiants. L'emballage ne peut être modifié sans l'autorisation des autorités compétentes.

14. Les dispositions des paragraphes 11 à 13 relatives au transit des stupéfiants sur le territoire d'une Partie ne sont pas applicables si cet envoi est transporté par la voie aérienne à condition que l'aéronef n'atterrisse pas dans le pays ou le territoire de transit. Si l'aéronef fait un atterrissage dans ce pays ou territoire, ces dispositions s'appliqueront dans la mesure où les circonstances l'exigent.

15. Les dispositions du présent article ne portent pas préjudice à celles de tout accord international qui limite le contrôle pouvant être exercé par toute partie sur les stupéfiants en transit.

16. Aucune des dispositions de cet article, à part les paragraphes 1, *a*) et 2, ne s'appliquera necessairement aux préparations du tableau III.

Article 32

Dispositions spéciales concernant le transport des stupéfiants dans les trousses de premiers secours des navires ou aéronefs effectuant des parcours internationaux.

1. Le transport international par navires ou aéronefs de quantités limitées de stupéfiants susceptibles d'être nécessaires pendant le voyage pour l'administration des premiers secours et pour les cas d'urgence ne sera pas considéré comme une importation ou une exportation au sens de la présente convention.

2. Des précautions appropriées seront prises par le pays d'immatriculation pour empêcher l'usage indu des stupéfiants mentionnés au paragraphe 1 ou leur détournement à des fins illicites. La Commission recommandera ces précautions en consultation avec les organisations internationales compétentes.

3. Les stupéfiants transportés par navires ou aéronefs conformément aux dispositions du paragraphe 1 seront soumis aux lois, règlements, permis et licences du pays d'immatriculation sans préjudice du droit des autorités locales compétentes de procéder à des vérifications, inspections et autres opérations de contrôle à bord des navires ou aéronefs. L'administration de ces stupéfiants en cas d'urgence ne sera pas considérée comme contrevenant aux dispositions de l'article 30, paragraphe 2, *b*).

Article 33

Détention de stupéfiants

Les Parties ne permettront pas la détention de stupéfiants sans autorisation légale.

Article 34

Mesures de surveillance et d'inspection

Les Parties exigeront:

a) que toutes les personnes à qui des licences sont délivrées en application de la présente convention ou qui occupent des postes de direction ou de surveillance dans une entreprise d'Etat établie conformément à la présente convention réunissent les qualités nécessaires pour appliquer effectivement et fidèlement les dispositions des lois et règlements édictés en exécution de la présente convention; et

b) que les autorités administratives, les fabricants, les commercants, les hommes de science, les établissements scientifiques et les hôpitaux tiennent des registres où seront consignées les quantités de chaque stupéfiant fabriqué et chaque opération portant sur l'acquisition et l'aliénation de stupéfiants. Ces registres seront conservés pendant une période qui ne sera pas inférieure à deux ans. Dans les cas où des carnets à souches (article 30, paragraphe 2, alinéa *b*) d'ordonnances médicales sont utilisés, ces carnets à souches, y compris les souches, seront également conservés pendant une période qui ne sera pas inférieure à deux ans.

Article 35

Lutte contre le trafic illicite

Compte dûment tenu de leurs régimes constitutionnel, juridique et administratif, les Parties:

a) assureront sur le plan national une coordination de l'action préventive et répressive contre le trafic illicite; à cette fin, elles pourront utilement désigner un service approprié chargé de cette coordination;

b) s'assisteront mutuellement dans la lutte contre le trafic illicite;

c) coopération étroitement entre elles et avec les organisations internationales compétentes dont elles sont membres afin de mener une lutte coordonnée contre le trafic illicite;

d) veilleront à ce que la coopération internationale des services appropriés soit effectuée par des voies rapides; et

e) s'assureront que, lorsque des pièces de justice sont transmises entre des pays pour la poursuite d'une action judiciaire, la transmission soit effectuée par des voies rapides à l'adresse des instances désignées par les Parties; cette disposition ne porte pas atteinte au droit des Parties de demander que les pièces de justice leur soient envoyées par la voie diplomatique.

Article 36

Dispositions pénales

1. Sous réserve de ses dispositions constitutionnelles, chaque Partie adoptera les mesures nécessaires pour que la culture et la production, la fabrication, l'extraction, la préparation, la détention, l'offre, la mise en vente, la distribution, l'achat, la vente, la livraison, à quelque titre que ce soit, le courtage, l'envoi, l'expédition en transit, le transport, l'importation et l'exportation de stupéfiants non conformes aux dispositions de la présente convention, ou tout autre acte qui, de l'avis de ladite Partie, serait contraire aux dispositions de la présente convention, constituent des infractions punissables lorsqu'elles sont commises intentionnellement et pour que les infractions graves soient passibles d'un châtiment adéquat, notamment de peines de prison ou d'autres peines privatives de liberté.

2. Sous réserve des dispositions constitutionnelles de chaque Partie, de son système juridique et de sa législation nationale,

a) i) chacune des infractions énumérées au paragraphe 1 sera considérée comme une infraction distincte, si elles sont commises dans des pays différents;

ii) la participation intentionnelle à l'une quelconque desdites infractions, l'association ou l'entente en vue de la commettre ou la tentative de la commettre, ainsi que les actes préparatoires et les opérations financières intentionnellement accomplis, relatifs aux infractions dont il est question dans cet article, constitueront des infractions passibles des peines prévues au paragraphe 1;

iii) les condamnations prononcées à l'étranger pour ces infractions seront prises en considération aux fins d'établissement de la récidive; et

iv) les infractions graves précitées, qu'elles soient commises par des nationaux ou des étrangers, seront poursuivies par la Partie sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, ou par la Partie sur le territoire de laquelle le délinquant se trouvera si son extradition n'est pas acceptable conformément à la législation de la Partie à laquelle la demande est adressée, et si ledit délinquant n'a pas été déjà poursuivi et jugé.

b) Il est souhaitable que les infractions mentionnées au paragraphe 1 et dans la partie ii) de l'alinéa *a*) du paragraphe 2 soient considérées comme des cas d'extradition aux termes de tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre des Parties et soient reconnues comme cas d'extradition entre elles par les Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité ou à la réciprocité, étant entendu, toutefois, que l'extradition sera accordée conformément à la législation de la Partie à qui la demande d'extradition est adressée et que ladite Partie aura le droit de refuser de procéder à l'arrestation du délinquant ou de refuser d'accorder son extradition si les autorités compétentes considèrent que l'infraction n'est pas suffisamment grave.

3. Aucune disposition du présent article ne portera atteinte aux dispositions du droit pénal d'une Partie en matière de juridiction.

4. Les dispositions du présent article seront limitées en matière de compétence par la législation pénale de chacune des Parties.

Article 37
Saisie et confiscation

Tous stupéfiants, toutes substances et tout matériel utilisés pour commettre l'une quelconque des infractions visées à l'article 36 ou destinés à commettre une telle infraction pourront être saisis et confisqués.

Article 38
Traitement des toxicomanes

1. Les Parties prendront particulièrement en considération les mesures à prendre pour faire traiter et soigner les toxicomanes et assurer leur réadaptation.

2. Si la toxicomanie constitue un grave problème pour une Partie et si ses ressources économiques le permettent, il est souhaitable qu'elle crée les services adéquates en vue du traitement efficace des toxicomanes.

Article 39
Application de mesures nationales de contrôle plus sévères que celles qu'exige la présente convention

Nonobstant toute disposition de la présente convention, aucune Partie ne sera, ou ne sera censée être, empêchée d'adopter des mesures de contrôle plus strictes ou plus sévères que celles qui sont prévues par la présente convention, et notamment d'exiger que les préparations du tableau III ou les stupéfiants du tableau II soient soumis aux mesures de contrôle applicables aux stupéfiants du tableau I, ou à certaines de entre elles, si elle le juge nécessaire ou opportun pour la protection de la santé publique.

Article 40
Langues de la convention et procédure de signature, de ratification et d'adhésion

1. La présente convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera ouverte jusqu'au 1er août 1961 à la signature de tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, de tous les Etats non membres qui sont parties au statut de la Cour internationale de Justice ou membre d'une institution spécialisée des Nations Unies et également de tout autre Etat que le Conseil peut inviter à devenir Partie.

2. La présente convention est soumise à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général.

3. La présente convention sera ouverte à l'adhésion des Etats visés au paragraphe 1 après le 1er août 1961. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général.

Article 41
Entrée en vigueur

1. La présente convention entrera en vigueur à l'expiration du trentième jour qui suivra la date du dépôt du quarantième instrument de ratification ou d'adhésion, conformément à l'article 40.

2. Pour tout autre Etat déposant un instrument de ratification ou d'adhésion après la date de dépôt dudit quarantième instrument, la présente convention entrera en vigueur à l'expiration du trentième jour qui suivra le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 42
Application territoriale

La présente convention s'appliquera à tous les territoires non métropolitains qu'une Partie représente sur le plan international, sauf si le consentement préalable d'un tel territoire est nécessaire en vertu de la constitution de la Partie ou du territoire intéressé, soit de la coutume. En ce cas, la Partie s'efforcera d'obtenir dans le plus bref délai le consentement du territoire qui est nécessaire et, lorsque ce consentement aura été obtenu, elle le notifiera au Secrétaire général. La présente convention s'appliquera au territoire ou territoires désignés par la notification, dès la date de la réception de cette dernière par le Secrétaire général. Dans les cas où le consentement préalable du territoire non métropolitain n'est pas nécessaire, la Partie intéressée déclarera, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, à quel territoire ou territoires non métropolitains s'applique la présente convention.

Article 43

Territoires aux fins des articles 19, 20, 21 et 31

1. Toute Partie peut notifier au Secrétaire général qu'aux fins des articles 19, 20, 21 et 31 l'un de ses territoires est divisé en deux ou plusieurs territoires ou que deux ou plusieurs de ses territoires sont groupés en un seul.

2. Deux ou plusieurs Parties peuvent notifier au Secrétaire général qu'à la suite de l'institution d'une union douanière entre elles, ces Parties constituent un seul territoire aux fins des articles 19, 20, 21 et 31.

3. Toute notification faite en vertu du paragraphe 1 ou 2 ci-dessus prendra effet au 1er janvier de l'année qui suivra celle où ladite notification est faite.

Article 44

Abrogation des traités internationaux antérieurs

1. Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, ses dispositions abrogeront et remplaceront, entre les Parties, les dispositions des traités-ci après:

a) Convention internationale de l'opium, signée à La Haye, le 23 janvier 1912;

b) Accord concernant la fabrication, le commerce intérieur et l'usage de l'opium préparé, signé à Genève, le 11 février 1925;

c) Convention internationale de l'opium, signée à Genève, le 19 février 1925;

d) Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Geneve, le 13 juillet 1931;

e) Accord pour le contrôle de la consommation de l'opium à fumer en Extrême-Orient, signé à Bangkok, le 27 novembre 1931;

f) Protocole signé à Lake Success, le 11 décembre 1946, amendant les accords, conventions et protocoles sur les stupéfiants conclus à La Haye, le 23 janvier 1912, à Genève, le 11 février 1925, le 19 février 1925 et le 13 juillet 1931, à Bangkok, le 27 novembre 1931, et à Genève, le 26 juin 1936, sauf en ce qui concerne ses effets sur la dernière de ces conventions;

g) Les conventions et accords visés aux alinéas *a*) à *e*), tels qu'ils ont été amendés par le protocole de 1946 visé à l'alinéa *f*);

h) Protocole signé à Paris, le 19 novembre 1948, plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, amendée par le protocole signé à Lake Success, le 11 décembre 1946;

i) Protocole visant à limiter et à réglementer la culture du pavot, ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium, signé à New York, le 23 juin 1953, si ce protocole entre en vigueur.

2. Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, l'article 9 de la convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles, signée à Genève, le 26 juin 1936, sera, entre les Parties à ladite convention, qui sont aussi Parties à la présente convention, abrogé et remplacé par l'alinéa *b*) du paragraphe 2 de l'article 36 de la présente convention; toutefois, une telle Partie pourra, après en avoir informé le Secrétaire général, maintenir en vigueur ledit article 9.

Article 45

Dispositions transitoires

1. Les fonctions de l'Organe dont la création est prévue à l'article 9 seront, à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention (article 41, paragraphe 1) exercées provisoirement, selon leur nature, par le Comité central permanent créé en exécution des dispositions du chapitre VI de la convention mentionnée à l'alinéa *c*) de l'article 44, telle qu'elle a été amendée, et par l'Organe de contrôle, créé en exécution des dispositions du chapitre II de la convention mentionnée à l'alinéa *d*) de l'article 44, telle qu'elle a été amendée.

2. Le Conseil fixera la date à laquelle le nouvel Organe mentionné à l'article 9 entrera en fonctions. A cette date, ledit Organe assumera les fonctions du Comité central permanent et celles de l'Organe de contrôle mentionnés au paragraphe 1, à l'égard des Etats qui sont Parties aux traités énumérés à l'article 44 et qui ne sont pas Parties à la présente convention.

Article 46

Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente convention (article 41, paragraphe 1), toute Partie pourra, en son nom ou au nom d'un territoire qu'elle représente sur le plan international et qui a retiré le consentement donné en vertu de l'article 42, dénoncer la présente convention en déposant un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

2. Si le Secrétaire général recoit la dénonciation avant le 1er juillet ou à cette date, elle prendra effet le 1er janvier de l'année suivante; si la dénonciation est reçue après le 1er juillet, elle prendra effet comme si elle avait été reçue l'année suivante avant le 1er juillet ou à cette date.

3. La présente convention viendra à expiration si, par suite de dénonciations notifiées conformément aux dispositions du paragraphe 1, les conditions de son entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 de l'article 41 cessent d'être remplies.

Article 47

Amendements

1. Toute Partie pourra proposer un amendement à la présente convention. Le texte dudit amendement et les raisons qui l'ont motivé seront communiqués au Secrétaire général qui les communiquera aux Parties et au Conseil. Le Conseil pourra décider soit:

a) de convoquer une conférence, conformément au paragraphe 4 de l'article 62 de la Charte des Nations Unies, en vue d'étudier l'amendement proposé; soit

b) de demander aux Parties si elles acceptent l'amendement proposé et aussi de les prier de présenter éventuellement au Conseil leurs observations sur cette proposition.

2. Si un projet d'amendement distribué conformément au paragraphe 1, *b*), du présent article n'a été rejeté par aucune Partie dans les dix-huit mois qui suivent sa communication, il entrera immédiatement en vigueur. Si toutefois il est rejeté par une Partie, le Conseil pourra décider, compte tenu des observations des Parties, s'il convient de convoquer une conférence chargée d'étudier ledit amendement.

Article 48

Différends

1. S'il s'élève entre deux ou plusieurs Parties un différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention, lesdites Parties se consulteront en vue de régler ce différend par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de recours à des organismes régionaux, par voie judiciaire ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

2. Tout différend de ce genre qui n'aura pas été réglé par les moyens prévus au paragraphe 1 sera soumis à la Cour internationale de Justice.

Article 49

Réserves transitoires

1. Une Partie peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit d'autoriser temporairement dans l'un de ses territoires:

a) l'usage de l'opium à des fins quasi médicales;

b) l'usage de l'opium à fumer;

c) la mastication de la feuille de coca;

d) l'usage du cannabis, de la résine de cannabis, d'extraits et teintures de cannabis à des fins non médicales; et

e) la production la fabrication et le commerce des stupéfiants visés aux alinéas *a*) à *d*) aux fins mentionnées dans lesdits alinéas.

2. Les réserves faites en vertu du paragraphe 1 seront soumises aux restrictions suivantes:

a) les activités mentionnées au paragraphe 1 ne pourront être autorisées que dans la mesure où elles etaient traditionnelles dans les territoires pour lesquels la réserve est faite et y étaient autorisées au 1er janvier 1961,

b) aucune exportation des stupéfiants visés au paragraphe 1 aux fins mentionnées dans le di paragraphe ne pourra être autorisee a destination d'un Etat non partie ou d'un territoire auquel la présente convention ne s'applique pas aux termes de l'article 42;

c) seules pourront être autorisées à fumer l'opium les personnes immatriculées à cet effet avant le 1er janvier 1964 par les autorités compétentes;

d) l'usage de l'opium à des fins quasi médicales devra être aboli dans un délai de quinze ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, comme prévu au paragraphe 1 de l'article 41;

e) la mastication de la feuille de coca devra être abolie dans un délai de vingt-cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, comme prevu au paragraphe 1 de l'article 41;

f) l'usage du cannabis à des fins autres que médicales et scientifiques devra cesser aussitôt que possible mais en tout cas dans un délai de vingt-cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, comme prévu au paragraphe 1 de l'article 41;

g) la production, la fabrication et le commerce des stupéfiants visés au paragraphe 1 pour les usages mentionnés audit paragraphe devront être réduits et finalement supprimés en même temps que ces usages.

3. Toute Partie faisant une réserve en vertu du paragraphe 1 devrà:

a) inclure dans le rapport annuel qu'elle adressera au Secrétaire général, conformément à l'alinéa *a*) du paragraphe 1 de l'article 18, un exposé des progrès accomplis au cours de l'année précédente en vue de rendre effective l'abolition de l'usage, de la production, de la fabrication ou du commerce visée au paragraphe 1; et

b) fournir à l'Organe des évaluations (article 19) et des statistiques (article 20) séparées pour les activités au sujet desquelles une réserve aura été faite, de la manière et sous la forme prescrites par l'Organe.

4. *a*) Si une Partie qui fait une réserve en vertu du paragraphe 1 ne fournit pas:

i) le rapport mentionné à l'alinéa *a*) du paragraphe 3 dans les six mois suivant la fin de l'année à laquelle ont trait les renseignements qu'il contient;

ii) les évaluations mentionnées à l'alinéa *b*) du paragraphe 3 dans les trois mois suivant la date fixée à cet égard par l'Organe conformément au paragraphe 1 de l'article 12;

iii) les statistiques mentionnées à l'alinéa *b*) du paragraphe 3 dans les trois mois suivant la date où elles doivent être fournies conformément au paragraphe 2 de l'article 20;

l'Organe ou le Secrétaire général, selon le cas, adressera à la Partie en cause une notification indiquant son retard et lui demandera de fournir ces renseignements dans un délai de trois mois à compter de la réception de cette notification;

b) Si une Partie ne se conforme pas, dans le délai indiqué ci-dessus, à la demande de l'Organe ou du Secrétaire général, la réserve en question, faite en vertu du paragraphe 1, cessera d'avoir effet.

5. L'Etat qui aura fait des réserves pourra à tout moment et par voie de notification écrite retirer tout ou partie de ses réserves.

Article 50

Autre réserves

1. Aucune reserve n'est autorisée en dehors des réserves faites conformément à l'article 49 ou aux paragraphes suivants.

2. Tout Etat peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, faire des réserves sur les dispositions suivantes de la présente convention: paragraphe 2 et 3 de l'article 12; paragraphe 2 de l'article 13; paragraphes 1 et 2 de l'article 14; alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 31; et article 48.

3. Tout Etat qui désire devenir Partie à la convention mais qui veut être autorisé à faire des réserves autres que celles qui sont énumérées au paragraphe 2 du présent article ou à l'article 49 peut aviser le Secrétaire général de cette intention. A moins qu'à l'expiration de douze mois après la date de la communication de la réserve en question par le Secrétaire général, un tiers des Etats qui ont ratifié la convention ou y ont adhéré avant la fin de ladite période n'aient élevé des objections contre elle, elle sera considérée comme autorisée, étant entendu toutefois que les Etats qui auront élevé des objections contre cette réserve n'auront pas à assumer à l'égard de l'Etat qui l'a formulée d'obligation juridique découlant de la présente convention, sur laquelle porte la réserve.

4. L'Etat qui aura fait des réserves pourra à tout moment et par voie de notification écrite retirer tout ou partie de ses réserves.

Article 51

Notifications

Le Secrétaire général notifiera à tous les Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 40:

a) les signatures, ratifications ou adhésions conformément à l'article 40;

b) la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur conformément à l'article 41;

c) les dénonciations conformément à l'article 46; et

d) les déclarations et notifications conformément aux articles 42, 43, 47, 49 et 50.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention au nom de leurs gouvernements respectifs.

FAIT à New York, le trente mars mil neuf cent soixante et un, en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies et dont les copies certifiées conformes seront envoyées à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés au paragraphe 1 de l'article 40.

Pour l'Afghanistan:

Abdul H. TABIBI

Pour l'Albanie:

Pour l'Argentine (31 de julio de 1961):

Reserva al artículo 48, párrafo 2: « La República Argentina no reconoce la jurisdicción obligatoria de la Corte Internacional de justicia ».

Reserva al artículo 49: « La República Argentina se reserva los derechos que confieren el párrafo primero, apartado *c*) « La masticación de la hoja de coca » y apartado *e*) « El comercio del estupefaciente mencionado en el apartado *c*) para los fines mensionados ».

M. AMADEO

Pour l'Australie:

H. S. WARREN

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique (28 juillet 1961):

Walter LORIDAN

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil (ad referendum):

Aluysio GUEDES REGIS BITTENCOURT

Pour la Bulgarie (31 July 1961):

With reservations concerning article 12, points 2 and 3; article 13, point 2; article 14, points 1 and 2; article 31, sub-point 1 (*b*); and article 48, point 2 (see attached note).

A. GEORGIEV

(1) The Government of the People's Republic of Bulgaria accepts the provision of paragraph 2 of article 48 with the reservation that for any dispute to be referred to the International Court of Justice for decision, the agreement of all parties to the dispute shall be necessary in each individual case.

(2) As regards countries wich have been deprived of the opportunity of becoming parties, on the basis of the provisions of article 40 of the single convention on narcotic drugs, 1961, to the convention, the Government of the People's Republic of Bulgaria does not consider as obligatory upon herself points 2 and 3 of article 12, point 2 of article 13, points 1 and 2 of article 14 and sup-point 1 (*b*) of article 31.

Pour la Birmanie:

I declare that my signature to this single convention is subject to the understanding that the Shan State is being allowed to have reservation of the right:

(1) to allow addicts in the Shan State to smoke opium for a transitory period of 20 years with effect from the date of coming into force of this single convention;

(2) to produce and manufacture opium for the above purpose;

(3) to furnish list of opium consumers in the Shan State after the Shan State Government has completed the taking of such list on the 31st december 1963.

Tin MAUNG

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie (traduction du Secrétariat des Nations Unies) (31 juillet 1961):

Avec réserve aux paragraphes 2 et 3 de l'article 12, au paragraphe 2 de l'article 13, aux paragraphe 1 et 2 de l'article 14 et à l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 31. Texte de la réserve joint en annexe.

F. GRYAZNOV

Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas comme lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12, du paragraphe 2 de l'article 13, des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et de l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 31 de la convention unique sur les stupéfiants en ce qui concerne les Etats privés de la possibilité de devenir parties à la convention unique en vertu de la procédure prévue à l'article 40 de ladite convention.

Pour la Cambodge:

Sous réserve de la ratification par le Parlement cambodgien.

Nong KIMNY

Pour le Cameroun:

Pour le Canada:

R. E. CURRAN

Pour la République centrafricaine:

Pour Ceylan:

Pour le Tchad:

J. CHARLOT

Sous réserve de ratification.

Pour le Chili:

D. SCHWEITZER

Sujeto a ratificación.

Pour la Chine:

Wei HSIOH-REN

Pour la Colombie:

Pour le Congo (*Brazzaville*):

E. DADET

Pour le Congo (*Léopoldville*) (28-4-1961):

Gervais P. BAHIZI

Pour le Costa Rica:

G. ORTIZ MARTÍN

Pour Cuba:

Pour Chypre:

Pour la Tchécoslovaquie (31 july 1961):

Signature with the reservation to the following articles: article 12, paragraphs 2 and 3, article 13, paragraph 2, article 14, paragraphs 1 and 2 and article 31, paragraph 1 (*b*). The text of the reservation is attached.

Dr. Zdeněk ČERNIK

The Government of the Czechoslovak Socialist Republic is not bound by the provisions of article 12, paragraphs 2 and 3, article 13, paragraph 2, article 14, paragraphs 1 and 2 and article 31, paragraph 1 (*b*) of the single convention on narcotic drugs, 1961, concerning those States, which have been deprived of the possibility to become Parties of the single convention on narcotic drugs, 1961, according to the procedure embodied in the article 40 of the aforesaid convention.

Pour le Dahomey:

Louis IGNACIO-PINTO

Pour le Danemark:

A. HESSELUND JENSEN

Pour la République dominicaine:

Pour l'Equateur.

Pour le Salvador:

M. Rafael URQUÍA

Pour l'Ethiopie:

Pour la République fédérale d'Allemagne:

Pour la Fédération de Malaisie:

Pour la Finlande:

Henrik BLOMSTEDT

Pour la France:

Pour le Gabon:

Pour le Ghana (ad referendum):

Alex SACKEY

Pour la Grèce:

Pour le Guatemala:

Pour la Guinée:

Pour Haïti (3 avril 1961):

Ernest JEAN-LOUIS

Pour le Saint-Siège:

James H. GRIFFITHS
Subject to ratification.

Pour le Honduras:

Pour la Hongrie (31 july 1961):

With reservations concerning: article 12, points 2 and 3; article 13, point 2; article 14, points 1 and 2; article 31, sub-point 1 (*b*); and article 48, point 2. (See attached note, No. 139 - 31 july 1961).

Lörinc TAMÁS

1. The Government of the Hungarian People's Republic accepts the provision of paragraph 2 of article 48 with the reservation that for any dispute to be referred to the International Court of Justice for decision, the agreement of all parties to the dispute shall be necessary in each individual case.

2. As regards countries which have been deprived of the possibility of becoming parties, on the basis of the provisions of article 40 of the single convention on narcotic drugs, 1961, to the convention, the Government of the Hungarian People's Republic does not consider as obligatory upon herself points 2 and 3 of article 12, point 2 of article 13, points 1 and 2 of article 14 and sub-point 1 (*b*) of article 31.

Pour l'Islande:

Pour l'Inde:

B. N. BANERJI

Subject to ratification and to the reservations provided for in article 40, paragraph 1 (*a*), (*b*), (*d*) and (*e*). The Government of India will, in accordance with the second sub-alinea of article 42, endeavour to secure, within the shortest time possible, the consent of Sikkim to the application of the convention to that territory.

Pour l'Indonésie (28 july 1961):

Subject to ratification and to reservation to article 48, paragraph 2 and to a declaration of intention to make reservations to articles 40 and 42 in accordance with the attached statement.

S. WIRJOPRANOTO

1. With respect to article 40, paragraph 1, the Indonesian Government does not agree to the present formulation which does not permit any State which wishes to become a Party to this convention to do so.

2. With respect to article 42, the Indonesian Government does not agree to the present formulation which may prevent the application of this convention to non-metropolitan territories.

3. With respect to article 48, paragraph 2, the Indonesian Government does not consider itself bound by the provisions of this paragraph which provide for a mandatory reference to the International Court of Justice of any dispute which cannot be resolved according to the terms of paragraph 1. The Indonesian Government takes the position that for any dispute to be referred to the International Court of Justice for decision the agreement of all the parties to the dispute shall be necessary in each individual case.

Pour l'Iran:

Sous réserve de ratification ultérieure.
Dr. AZARAKHSH

Pour l'Irak:

Adnan PACHACHI
Subject to ratification.

Pour l'Irlande:

Pour Israël:

Pour l'Italie (april 4, 1961):

Subject to ratification.
G. ORTONA

Pour la Côte-d'Ivoire:

Pour le Japon:

Pour la Jordanie:

Subject to ratification.
J. JOURY

Pour le Koweït:

Pour le Laos:

Pour le Liban:

Subject to ratification.
Georges HAKIM

Pour le Libéria:

Subject to ratification.
Archibald JOHNSON, M. D.

Pour la Libye:

Pour le Liechtenstein:

Pour le Luxembourg:

Pour Madagascar:

ANDRIAMAHARO

Pour le Mali:

Pour la Mauritanie:

Pour le Mexique:

Pour Monaco:

Pour le Maroc:

Pour le Népal:

Pour les Pays-Bas (31 juillet 1961):

Eu égard à l'égalité qui existe du point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, le terme « non métropolitains » mentionné dans l'article 42 de la présente convention perd son sens initial en ce qui concerne le Surinam et les Antilles néerlandaises et sera en conséquence considéré comme signifiant « non européens ».

J. POLDERMAN

Pour la Nouvelle-Zélande:

D. P. KENNEDY
R. W. SHARP

Pour le Nicaragua:

Luis Manuel DEBAYLE

Pour le Niger:

Pour la Nigéria:

Alhaji MUHAMMAD

Pour la Norvège:

Subject to ratification.
Sivert A. NIELSEN

Pour le Pakistan:

M. ASLAM

Pour le Panama:

César A. QUINTERO

Pour le Paraguay:

Miguel SOLANO LÓPEZ

Pour le Pérou:

Ad referendum con reserva inciso *b*) del parágrafo 2 del art. 49 e inciso *b*) del parágrafo 4 del art. 49.

M. F. MAÚRTUA

Pour le Philippines:

F. A. DELGADO

Pour la Pologne (31 july 1961):

With the reservations to article 12, paragraphs 2 and 3; article 13, paragraph 2; article 14, paragraphs 1 and 2; article 31, paragraph 1 (*b*) — as explained in the attached note.

B. LEWANDOWSKI

The Government of the Polish People's Republic does not cansider itself being bound by the provisions of article 12, paragraphs 2 and 3, article 13, paragraph 2, article 14, paragraphs 1 and 2 and article 31, paragraph 1 (*b*) of the single convention on narcotic drugs, 1961, and concerning States deprived of the opportunity to participate in the above convention.

In the opinion of the Government of the Polish People's Republic it is inadmissible to impose obligations contained in the mentioned provisions, upon States, which in result of other provisions of the same convention may be deprived of the opportunity to adhere to it.

Pour le Portugal (ad referendum):

Luis Soares de OLIVEIRA

Pour la République de Corée:

MOON D. C.

Pour la République du Viet-Nam:

Pour la Roumanie:

Pour Saint-Marin:

Pour l'Arabie saoudite:

Pour le Sénégal:

Pour la Somalie:

Pour l'Espagne:

Pour le Soudan:

Pour la Suède (april 3, 1961):

Agda RÖSSEL

Pour la Suisse (20 avril 1961):

Michael von SCHENCK

Pour la Thaïlande:

Pour le Togo:

Pour la Tunisie:

AYARI

Pour la Turquie:

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine (traduction du Secrétariat des Nations Unies) (31 juillet 1961):

Avec réserve aux paragraphes 2 et 3 de l'article 12, au paragraphe 2 de l'article 13, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et à l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 31. Texte de la réserve joint en annexe.

L. KIZIA

Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas comme lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12, du paragraphe 2 de l'article 13, des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et de l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 31 de la convention unique sur les stupéfiants en ce qui concerne les Etats privés de la possibilité de devenir parties à la convention unique en vertu de la procédure prévue à l'article 40 de ladite convention.

Pour l'Union sud-africaine:

Pour l'Union des républiques socialistes soviétiques (traduction du Secrétariat des Nations Unies) (31 juillet 1961):

Avec réserve aux paragraphes 2 et 3 de l'article 12, au paragraphe 2 de l'article 13, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et à l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 31. Texte de la réserve joint en annexe.

Platon MOROZOV

Le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques ne se considère pas comme lié par les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12, du paragraphe 2 de l'article 13, des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 et de l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 31 de la convention unique sur les stupéfiants en ce qui concerne les Etats privés de la possibilité de devenir parties à la convention unique en vertu de la procédure prévue à l'article 40 de ladite convention.

Pour la République arabe unie:
Subject to ratification.
Dr. Amin ISMAIL

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
Patrick DEAN

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Haute-Volta:

Pour l'Uruguay:

Pour le Venezuela (ad referendum):
Rafael Darío BERTI

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:
Dragan NIKOLIĆ

TABLEAUX

Liste des stupéfiants inclus au tableau I

Acétylméthadol (acétoxy-3 diméthylamino-6 diphényl-4,4 heptane)
Allylprodine (allyl-3 méthyl-1 phényl-4 propionoxy-4 pipéridine)
Alphacétylméthadol (alpha-acétoxy-3 diméthylamino-6 diphényl-4,4 heptane)
Alphaméprodine (alpha-éthyl-3 méthyl-1 phényl-4 propionoxy-4 pipéridine)
Alphaméthadol (alpha-diméthylamino-6 diphényl-4,4 heptanol-3)
Alphaprodine (alpha-diméthyl-3,3 phényl-4 propionoxy-4 pipéridine)
Aniléridine (ester éthylique de l'acide *para*-aminophénéthyl-1 phényl-4 pipéridine carboxylique-4)
Benzéthidine (ester éthylique de l'acide (benzyloxy-2 éthyl)-1 phényl-4 pipéridine carboxylique-4)
Benzylmorphine (benzyl-3 morphine)
Bétacétylméthadol (bêta-acétoxy-3 diméthylamino-6 diphényl-4,4 heptane)
Bétaméprodine (bêta-éthyl-3 méthyl-1 phényl-4 propionoxy-4 pipéridine)
Bétaméthadol (bêta-diméthylamino-6 diphényl-4,4 heptanol-3)
Bétaprodine (bêta-diméthyl-1,3 phényl-4 propionoxy-4 pipéridine)
Cannabis, résine de cannabis, extraits et teintures de cannabis
Cétobémidone (*méta*-hydroxyphényl-4 méthyl-1 propionyl-4 pipéridine)
Clonitazène (*para*-chlorbenzyl-2 diéthylaminoéthyl-1 nitro-5 benzimidazole)
Coca (Feuille de)
Cocaïne (ester méthylique de la benzoylecgonine)
Concentré de paille de pavot, matière obtenue lorsque la paille de pavot a subi un traitement en vue de la concentration de ses alcaloïdes lorsque cette matière est mise dans le commerce
Désomorphine (dihydrodésoxymorphine)
Dextromoramide ((+) [méthyl-2 oxo-4 diphényl-3,3 (pyrrolidinyl-1]-4 butyl)-4 morpholine)
Diampromide (N-[(méthylphénéthylamino)-2 propyl] propionanilide)
Diéthylthiambutène (diéthylamino-3 di-(thiényl-2')-1,1 butène-1)
Dihydromorphine
Diménoxadol (diméthylaminoéthyl-2 éthoxy-1 diphényl-1-1,1 acétate)
Dimépheptanol (diméthylamino-6 diphényl-3,3 heptanol-3)
Diméthylthiambutène (diméthylamino-3 di-(thiényl-2')-1,1 butène-1)
Butyrate de dioxaphétyle (morpholino-4 diphényl-2,2 butyrate d'éthyl)
Diphénoxylate (ester éthylique de l'acide (cyano-3 diphényl-3,3 propyl)-1 phényl-4 pipéridine carboxylique-4)
Dipipanone (diphényl-4,4 pipéridine-6 heptanone-3)
Ecgonine, ses esters et dérivés qui sont transformables en ecgonine et cocaïne
Ethylméthylthiambutène (éthylméthylamino-3 di-(thiényl-2')-1,1 butène-1)
Etonitazène (diéthylaminoéthyl)-1 *para*-éthoxybenzyl-2 nitro-5 benzimidazole)
Etoxéridine (ester éthylique de l'acide[(hydroxy-2 éthoxy)-2 éthyl]-1 phényl-4 pipéridine carboxylique-4)
Furéthidine (ester éthylique de l'acide (tétrahydrofurfuryloxyéthyl-2)-1 phényl-4 pipéridine carboxylique-4)
Héroïne (diacétylmorphine)
Hydrocodone (dihydrocodéinone)
Hydromorphinol (hydroxy-14 dihydromorphine)
Hydromorphone (dihydromorphinone)
Hydroxypéthidine (ester éthylique de l'acide *méta*-dyhroxyphényl-4 méthyl-1 pipéridine carboxylique-4)
Isométhadone (diméthylamino-6 méthyl-5 diphényl-4,4 hexanone-3)
Lévométhorphane* ((—)-méthoxy-3 N-méthylmorphinane)
Lévomoramide ((—)-(méthyl-2 oxo-4 diphényl-3,3 (pyrrolidinyl-1)-4 butly)-4 morpholine)
Lévophénacylmorphane ((—)-hydroxy-3 N-phénacylmorphinane)
Lévorphanol* ((—)-hydroxy-3 N-méthylmorphinane)
Métazocine (hydroxy-2' triméthyl-2,5,9 benzomorphane-6,7)
Méthadone (diméthylamino-6 diphényl-4,4 heptanone-3)
Méthyldésorphine (méthyl-6 delta-6 désoxymorphine)
Méthyldihydromorphine (méthyl-6 dihydromorphine)
Méthyl-1 phényl-4 pipéridine carboxylique-4 (acide)
Métopon (méthyl-5 dihydromorphinone)
Morphéridine (ester éthylique de l'acide (morpholino-2 éthyl)-1 phényl-4 pipéridine carboxylique-4)
Morphine
Morphine méthobromide et autres dérivés morphiniques à azote pentavalent
N-Oxymorphine
Myrophine (myristylbenzylmorphine)
Nicomorphine (dinicotinyl-3,6 morphine)
Norlévorphanol ((—)-hydroxy-3 morphinane)
Norméthadone (diméthylamino-6 diphényl-4,4 hexanone-3)
Normorphine (déméthylmorphine)
Opium
Oxycodone (hydroxy-14 dihydrocodéinone)
Oxymorphone (hydroxy-14 dihydromorphinone)
Péthidine (ester éthylique de l'acide méthyl-1 phényl-4 pipéridine carboxylique-4)
Pnénadoxone (morpholino-6 diphényl-4,4 heptanone-3)
Phénampromide (N-(méthyl-1 pipéridino-2 éthyl) propionanilide)
Phénazocine (hydroxy-2' diméthyl-5,9 phénéthyl-2 benzomorphane-6,7)
Phénomorphane (hydroxy-3 N. phénéthylmorphinane)
Phénopéridine (ester éthylique de l'acide (hydroxy-3 phényl-3 propyl)-1 phényl-4 pipéridine carboxylique-4)
Piminodine (ester éthylique de l'acide phényl-4 (phénylamino-3 propyl)-1 pipéridine carboxylique-4)
Proheptazine (diméthyl-1,3 phényl-4 propionoxy-4 azacycloheptane)
Propéridine (ester isopropylique de l'acide méthyl-1 phényl-4 pipéridine carboxylique-4)
Racéméthorphane ((±)-méthoxy-3 N-méthylmorphinane)
Racémoramide ((±)-[méthyl-2 oxo-4 diphényl-3,3 (pyrrolidinyl)-1]-4 butyl)-4 morpholine)
Racémorphane ((±)-hydroxy-3 N-méthylmorphinane)
Thébacone (acétyldihydrocodéinone)
Thébaïne
Triméperidine (triméthyl-1,2,5 phényl-4 propionoxy-4 pipéridine); et

Les isomères des stupéfiants inscrits au tableau, sauf exception expresse, dans tout les cas où ces isomères peuvent exister conformément à la désignation chimique spécifiée;

Les esters et les éthers des stupéfiants inscrits au présent tableau, à moins qu'ils ne figurent dans un autre tableau, dans tous les cas où ces esters et éthers peuvent exister;

Les sels des stupéfiants inscrits au présent tableau, y compris les sels d'esters, d'éthers et d'isomères visés ci-dessus, dans tous les cas où ces sels peuvent exister.

---

* Le dextrométhorphane ((+)-méthoxy-3 N-méthylmorphinane) et le dextrorphane ((+)-hydroxy-3 N-méthylmorphinane) sont expressément exclus du présent tableau.

Liste des stupéfiants inclus au tableau II

Acétyldihydrocodéine
Codéine (3-méthylmorphine)
Dextropropoxyphène ((+)-diméthylamino-4 méthyl-3 diphényl-1,2 propionoxy-2 butane)
Dihydrocodéine
Ethylmorphine (3-éthylmorphine)
Norcodéine (N-déméthylcodéine)
Pholcodine (morpholinyléthylmorphine); et

Les isomères des stupéfiants inscrits au tableau, sauf exception expresse, dans tous les cas où ces isomères peuvent exister conformément à la désignation chimique spécifiée;

Les sels des stupéfiants inscrits au présent tableau, y compris les sels de leurs isomères visés ci-dessus, dans tous les cas où ces sels peuvent exister.

Liste des préparations incluses au tableau III

1. Préparations des stupéfiants suivants:
Acétyldihydrocodéine,
Codéine,
Dextropropoxyphène,
Dihydrocodéine,
Ethylmorphine,
Norcodéine et
Pholcodine

lorsque:

a) Ces préparations contiendront un ou plusieurs autres composants de telle manière qu'elles ne présentent pratiquement pas de risque d'abus et que le stupéfiant ne puisse être récupéré par des moyens aisément mis en oeuvre ou dans une proportion qui constituerait un danger pour la santé publique;

b) La quantité de stupéfiants n'excédera pas 100 milligrammes par unité de prise et la concentration ne sera pas supérieure a 2,5 pour 100 dans les préparations de forme non divisée.

2. Préparations d cocaïne renfermant au maximum 0,1 pour 100 de cocaïne calculée en cocaïne base et préparations d'opium ou de morphine contenant au maximum 0,2 pour 100 de morphine calculée en morphine base anhydre, et contenant un ou plusieurs autres composants de telle manière qu'elles ne presentent pratiquement pas de risque d'abus et que le stupéfiant ne puisse être récupéré par des moyens aisément mis en oeuvre ou dans une proportione qui constituerait un danger pour la santé publique.

3. Préparations sèches divisées de diphénoxylate en unités d'administration contenant au maximum 2,5 milligrammes de diphénoxylate calculé en base et au moins 25 microgrammes de sulfate d'atropine par unité d'administration.

4. *Pulvis ipecacuanhae et opii compositus*
10 pour 100 de poudre d'opium
10 pour 100 de poudre de racine d'ipécacuanha, bien mélangees avec
80 pour 100 d'un autre composant pulvérulent non stupefiant.

5. Préparations correspondant à l'une quelconque des formules énumérées dans le présent tableau, et mélanges de ces préparations avec toute substance ne contenant pas de stupéfiant.

Liste des stupéfiants inclus au tableau IV

Cannabis et résine de cannabis
Désomorphine (dihydrodésoxymorphine)
Héroïne (diacétylmorphine)
Cétobémidone (*méta*-hydroxyphényl-4 méthyl-1 propionyl-4 pipéridine)

Les sels des stupéfiants inscrits au présent tableau, dans tous les cas où ces sels peuvent exister.

PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE LA CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961

Préambule

Les Parties au présent protocole,

Considérant les dispositions de la convention unique sur les stupéfiants de 1961, faite à New York le 30 mars 1961 (ci-après dénommée la convention unique),

Souhaitant modifier la convention unique,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier
Amendements à l'article 2, paragraphes 4, 6 et 7 de la convention unique

L'article 2, paragraphes 4, 6 et 7 de la convention unique sera modifié comme suit:

« 4. Les préparations du tableau III sont soumises aux mêmes mesures de contrôle que les préparations qui contiennent des stupéfiants du tableau II. Toutefois, les paragraphes 1-*b*, et 3 à 15 de l'article 31 et, en ce qui concerne leur acquisition et leur délivrance au détail, l'alinéa *b* de l'article 34, ne seront pas nécessairement appliqués, et aux fins des évaluations (article 19) et des statistiques (article 20), les renseignements demandés seront limités aux quantités de stupéfiants utilisées dans la fabrication desdites préparations.

6. En plus des mesures de contrôle applicables à tous les stupéfiants du tableau I, l'opium est soumis aux dispositions de l'article 19, paragraphe 1, alinéa *f*, et des articles 21-*bis*, 23 et 24, la feuille de coca aux dispositions des articles 26 et 27 et le cannabis aux dispositions de l'article 28.

7. Le pavot à opium, le cocaier, la plante de cannabis, la paille de pavot et les feuilles de cannabis sont soumis aux mesures de contrôle prévues respectivement à l'article 19, paragraphe 1, alinéa *e*, à l'article 20, paragraphe 1, alinéa *g*, à l'article 21-*bis* et aux articles 22 à 24; 22, 26 et 27; 22 et 28; 25 et 28 ».

Article 2
Amendements au titre de l'article 9 de la convention unique et au paragraphe 1 et insertion de nouveaux paragraphe 4 et 5.

Le titre de l'article 9 de la convention unique sera modifié comme suit:

« Composition et attributions de l'Organe ».

L'article 9, paragraphe 1 de la convention unique sera modifié comme suit:

« 1. L'Organe se compose de treize membres élus par le Conseil ainsi qu'il suit:

(*a*) Trois membres ayant l'expérience de la médecine, de la pharmacologie ou de la pharmacie et choisis sur une liste d'au moins cinq personnes désignées par l'Organisation mondiale de la santé, et

(*b*) Dix membres choisis sur une liste de personnes désignées par les Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les Parties qui n'en sont pas membres ».

Les nouveaux paragraphes 4 et 5 ci-après seront insérés après le paragraphe 3 de l'article 9 de la convention unique:

« 4. Sans préjudice des autres dispositions de la présente convention, l'Organe, agissant en coopération avec les Gouvernements, s'efforcera de limiter la culture, la production, la fabrication et l'usage des stupéfiants aux montants requis à des fins médicales et scientifiques, de faire en sorte qu'il y soit satisfait et d'empêcher la culture, la production, la fabrication, le trafic et l'usage illicites des stupéfiants.

5. Les mesures prises par l'Organe en application de la présente convention seront toujours celles qui seront les plus propres à servir la coopération des gou-

vernements avec l'Organe et à rendre possible un dialogue permanent entre les gouvernements et l'Organe, de manière à aider et à faciliter toute action efficace des gouvernements en vue d'atteindre les buts de la présente convention ».

Article 3

Amendements à l'article 10, paragraphes 1 et 4 de la convention unique

L'article 10, paragraphes 1 et 4 de la convention unique sera modifié comme suit:

« 1. Les membres de l'Organe sont élus pour cinq ans et ils sont rééligibles.

4. Le Conseil peut, sur la recommandation de l'Organe, révoquer un membre de l'Organe qui ne remplit plus les conditions requises au paragraphe 2 de l'article 9. Cette recommandation doit être formulée par un vote affirmatif de neuf membres de l'Organe ».

Article 4

Amendement à l'article 11 paragraphe 3 de la convention unique

L'article 11, paragraphe 3 de la convention unique sera modifié comme suit:

« 3. Le quorum indispensable pour les réunions de l'Organe est de huit membres ».

Article 5

Amendement à l'article 12, paragraphe 5 de la convention unique

L'article 12, paragraphe 5 de la convention unique sera modifié comme suit:

« 5. En vue de limiter l'usage et la distribution des stupefiants aux montants requis à des fins médicales et scientifiques et de faire en sorte qu'il y soit satisfait, l'Organe confirmera dans le plus bref délai possible les évaluations, y compris les évaluations supplémentaires; il pourra aussi les modifier avec le consentement du gouvernement intéressé. En cas de désaccord entre le gouvernement et l'Organe, ce dernier aura le droit d'établir, de communiquer et de publier ses propres evaluations, y compris les évaluations supplémentaires ».

Article 6

Amendements à l'article 14, paragraphes 1 et 2 de la convention unique

L'article 14, paragraphes 1 et 2 de la convention unique sera modifié comme suit:

1. *a*) Si, après examen des renseignements adressés à l'Organe par le gouvernement conformément aux dispositions de la présente convention ou des renseignements communiqués par des organes des Nations Unies ou par des institutions spécialisées ou, à condition qu'elles soient agréées par la Commission sur la recommandation de l'Organe, soit par d'autres organisations intergouvernementales soit par des organisations internationales non gouvernementales qui ont une compétence directe en la matière et qui sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social en vertu de l'article 71 de la Charte des Nations Unies ou qui jouissent d'un statut analogue par accord special avec le Conseil, l'Organe a des raisons objectives de croire que les buts de la présente convention sont sérieusement compromis du fait qu'une Partie ou un pays ou territoire manque d'exécuter les dispositions de la présente convention, l'Organe a le droit de proposer d'entrer en consultation avec le gouvernement intéressé ou de lui demander des explications. Si, sans qu'il ait manqué d'exécuter les dispositions de la présente convention, une Partie ou un pays ou territoire est devenu un centre important de culture, de production, de fabrication, de trafic ou de consommation illicites de stupéfiants, ou qu'il existe manifestement un grave risque qu'il le devienne, l'Organe a le droit de proposer d'entrer en consultation avec le gouvernement intéressé. Sous réserve du droit qu'il possède d'appeler l'attention des Parties et du Conseil et de la Commission sur la question, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa *d* ci-dessous, l'Organe considérera comme confidentielles une demande de renseignements et une explication fournie par un gouvernement ou une proposition de consultations et les consultations tenues avec un gouvernement en vertu des dispositions du présent alinéa.

b) Après avoir agi conformément à l'alinéa *a* ci-dessus, l'Organe peut, s'il juge nécessaire de le faire, demander au gouvernement intéressé de prendre les mesures correctives qui, en raison des circonstances, peuvent paraître nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de la présente convention.

c) L'Organe peut, s'il le juge nécessaire pour élucider une question visée à l'alinéa *a* ci-dessus, proposer au gouvernement intéressé de faire entreprendre une étude de celle-ci, sur son territoire, de la manière que ce dernier juge appropriée. Si le gouvernement intéressé décide d'entreprendre cette étude, il peut prier l'Organe de fournir des moyens techniques et les services d'une ou plusieurs personnes possédant les qualifications requises pour assister les agents du gouvernement dans l'étude en question. La ou les personnes que l'Organe se propose de mettre à la disposition du gouvernement seront soumises à l'agrément de ce dernier. Les modalités de l'étude et le délai dans lequel elle doit être achevée seront arrêtés par voie de consultation entre le gouvernement et l'Organe. Le gouvernement transmettra à l'Organe les résultats de l'étude et indiquera les mesures correctives qu'il juge nécessaire de prendre.

d) Si l'Organe constate que le gouvernement intéressé a manqué de donner des explications satisfaisantes lorsqu'il a été invité à le faire conformément à l'alinéa *a* ci-dessus, ou a négligé d'adopter toute mesure corrective qu'il a été invité à prendre conformément à l'alinéa *b* ci-dessus, ou qu'il existe une situation grave exigeant des mesures de coopération internationale en vue d'y remédier, il peut appeler l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission sur la question. L'Organe agira ainsi si les buts de la présente convention sont sérieusement compromis et s'il n'a pas été possible de résoudre autrement la question de façon satisfaisante. Il agira de la même manière s'il constate qu'il existe une situation grave qui requiert des mesures de coopération internationale, et s'il considère qu'en vue de remédier à cette situation, attirer l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission est le moyen le plus approprié de faciliter une telle coopération; après examen des rapports établis par l'Organe, et éventuellement par la Commission, le Conseil peut appeler l'attention de l'Assemblée générale sur la question.

2. Lorsqu'il appelle l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission sur une question conformément à l'alinéa *d* du paragraphe 1 ci-dessus, l'Organe peut, s'il juge une telle mesure nécessaire, recommander aux Parties d'arrêter l'importation du stupéfiants en provenance du pays intéressé, ou l'exportation de stupéfiants à destination de ce pays ou territoire, ou, à la fois, l'importation et l'exportation, soit pour une période déterminée, soit jusqu'à ce que la situation dans ce pays ou territoire lui donne satisfaction. L'Etat intéressé a le droit de porter la question devant le Conseil ».

Article 7

Nouvel article 14-*bis*

Le nouvel article ci-après sera inséré après l'article 14 de la convention unique:

« Article 14-*bis* - *Assistance technique et financière.* — Dans les cas où il le juge approprié, l'Organe, agissant en accord avec le gouvernement intéressé, peut, soit parallèlement soit aux lieu et place des mesures énoncées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 14, recommander aux organes compétents des Nations Unies et aux institutions spécialisées qu'une assistance technique ou financière, ou l'une et l'autre à la fois, soit fournie audit gouvernement afin d'appuyer ses efforts pour s'acquitter de ses obligations découlant de la présente convention, en particulier celles qui sont stipulées ou mentionnées aux articles 2, 35, 38 et 38-*bis* ».

Article 8

Amendement à l'article 16 *de la convention unique*

L'article 16 de la convention unique sera modifié comme suit:

« Les services de secrétariat de la commission et de l'Organe seront fournis par le Secrétaire général. Toutefois. le Secrétaire de l'Organe sera nommé par le Secrétaire général en consultation avec l'Organe ».

Article 9

Amendements à l'article 19, *paragraphes* 1, 2 *et* 5 *de la convention unique*

L'article 19, paragraphes 1, 2 et 5 de la convention unique sera modifié comme suit:

« 1. Les Parties adresseront à l'Organe, chaque année et pour chacun de leurs territoires, de la manière et sous la forme qu'il prescrira, des évaluations ayant trait aux sujets suivants et etablies sur des formulaires fournis par l'Organe:

a) Les quantités de stupéfiants qui seront consommées à des fins médicales et scientifiques;

b) Les quantités de stupéfiants qui seront utilisées pour la fabrication d'autres stupéfiants, de préparations du tableau III et de substances non visées par la présente convention;

c) Les quantités de stupéfiants qui seront en stock au 31 décembre de l'année à laquelle les évaluations se rapportent;

d) Les quantités de stupéfiants qu'il est nécessaire d'ajouter aux stocks spéciaux;

e) La superficie (en hectares) et l'emplacement géographique des terres qui seront consacrées à la culture du pavot à opium;

f) La quantité approximative d'opium qui seront produite;

g) Le nombre des établissements industriels qui fabriqueront des stupéfiants synthétiques; et

h) Les quantités de stupéfiants synthétiques qui seront fabriquées par chacun des établissements mentionnés à l'alinéa précédent.

2. *a*) Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, le totale des évaluations pour chaque territoire et pour chaque stupéfiant à l'exception de l'opium et des stupéfiants synthétiques sera la somme des quantités spécifiées aux alinéas *a*, *b* et *d* du paragraphe 1 du présent article, augmentée de toute quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa *c* du paragraphe 1.

b) Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21 en ce qui concerne les importations et au paragraphe 2 de l'article 21-*bis*, le total des évaluations d'opium pour chaque territoire sera soit la somme des quantités spécifiées aux alinéas *a*, *b* et *d* du paragraphe 1 du présent article, augmentée de toute quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa *c* du paragraphe 1, soit la quantité spécifiée à l'alinéa *f* du paragraphe 1 du présent article si elle est plus élevée que la première.

c) Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, le total des évaluations de chaque stupéfiant synthétique pour chaque territoire sera soit la somme des quantités spécifiées aux alinéas *a*, *b* et *d* du paragraphe 1 du présent article, augmentée de la quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa *c* du paragraphe 1, soit la somme des quantités spécifiées à l'alinéa *h* du paragraphe 1 du présent article si elle est plus élevée que la première.

d) Les évaluations fournies en vertu des alinéas précédents du présent paragraphe seront modifiées selon qu'il conviendra, de manière à tenir compte de toute quantité saisie puis mise sur le marché licite, ainsi que de toute quantité prélevée sur les stocks spéciaux pour satisfaire aux besoins de la population civile.

5. Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, et compte tenu le cas échéant des dispositions de l'article 21-*bis*, les évaluations ne devront pas être dépassées ».

Article 10

Amendements à l'article 20 *de la convention unique*

L'article 20 de la convention unique sera modifié comme suit:

« 1. Les Parties adresseront à l'Organe, pour chacun de leurs territoires, de la manière et sous la forme qu'il prescrira, des statistiques ayant trait aux sujets suivants et établies sur des formulaires fournis par l'Organe:

a) Production ou fabrication de stupéfiants;

b) Utilisation de stupéfiants pour la fabrication d'autres stupéfiants, de préparations du tableau III et de substances non visées par la présente convention et utilisation de la paille de pavot pour la fabrication de stupéfiants;

c) Consommation de stupéfiants;

d) Importations et exportations de stupéfiants et de paille de pavot;

e) Saisies de stupéfiants et affectation des quantités saisies;

f) Stocks de stupéfiants au 31 décembre de l'année à laquelle les statistiques se rapportent; et

g) Superficie déterminable des cultures de pavot à opium.

2. *a*) Les statistiques ayant trait aux sujets mentionnés au paragraphe 1, exception faite de l'alinéa *d*, seront établies annuellement et seront fournies à l'Organe au plus tard le 30 juin de l'année suivant celle à laquelle elles se rapportent;

b) Les statistiques ayant trait aux sujets mentionnés a l'alinéa *d* du paragraphe 1 seront établies trimestriellement et seront fournies à l'Organe dans le délai d'un mois à compter de la fin du trimestre auquel elles se rapportent.

3. Les Parties ne sont pas tenues de fournir de statistiques ayant trait aux stocks spéciaux, mais elle fourniront séparément des statistiques ayant trait aux stupéfiants importés ou acquis dans le pays ou territoire pour les besoins spéciaux, ainsi qu'aux quantités de stupéfiants prélevés sur les stocks spéciaux pour satisfaire aux besoins de la population civile ».

Article 11

Nouvel article 21-*bis*

Le nouvel article ci-après sera insere apres l'article 21 de la convention unique:

« Article 21-*bis* - *Limitation de la production d'opium.* — 1. La production d'opium par un pays ou territoire quelconque sera organisée et contrôlée de telle manière que, dans la mesure du possible, la quantité produite au cours d'une année donnée ne soit pas supérieure à l'évaluation, établie conformément au paragraphe 1 *f*) de l'article 19, de la quantité d'opium qui sera produite.

2. Si l'Organe constate, d'après les renseignements qui lui auront été fournis conformément aux dispositions de la présente convention, qu'une Partie qui a fourni une évaluation conformément au paragraphe 1 *f*) de l'article 19 n'a pas limité l'opium produit à l'intérieur de ses frontières à des fins licites conformément aux évaluations pertinentes, et qu'une quantité importante d'opium produite, licitement ou illicitement, à l'intérieur des frontières de cette Partie, a été mise sur le marché illicite, l'Organe peut, après avoir examiné les explications de la Partie intéressée, qui doivent lui être présentées dans un délai d'un mois suivant la notification de ladite constatation, décider de déduire tout ou partie de ce montant de la quantité qui sera produite et du total des évaluations tel qu'il est défini au paragraphe 2 *b*) de l'article 19 pour la première année ou une telle déduction sera techniquement applicable, compte tenu de l'époque de l'année et des engagements contractuels auxquels la Partie en cause aura souscrit en vue d'exporter de l'opium. Cette décision devra prendre effet 90 jours après que la Partie intéressée en aura reçu notification.

3. L'Organe, après avoir notifié à la Partie intéressée sa décision relative à une déduction prise conformément au paragraphe 2 ci-dessus, entrera en consultation avec elle afin d'apporter une solution satisfaisante à la situation.

4. Si la situation n'est pas résolue d'une manière satisfaisante, l'Organe peut, s'il y a lieu, appliquer les dispositions de l'article 14.

5. En prenant sa décision relative à la déduction prévue au paragraphe 2 ci-dessus, l'Organe tiendra compte non seulement de toutes les circonstances pertinentes, notamment celles qui donnent naissance au problème du trafic illicite visé au paragraphe 2 ci-dessus, mais aussi de toute nouvelle mesure appropriée de contrôle que la Partie a pu adopter ».

Article 12

Amendement à l'article 22 de la convention unique

L'article 22 de la convention unique sera modifié comme suit:

« 1. Lorsque la situation dans le pays ou un territoire d'une Partie est telle que l'interdiction de la culture du pavot à opium, du cocaïer ou de la plante de cannabis est, à son avis, la mesure la plus appropriée pour protéger la santé publique, et empêcher que des stupéfiants ne soient détournés vers le trafic illicite, la Partie intéressée en interdira la culture.

2. La Partie qui interdit la culture du pavot à opium ou de la plante de cannabis prendra les mesures appropriés pour saisir les plants cultivés illicitement et pour les détruire, sauf pour de petites quantités nécessaires pour la Partie aux fins de recherches scientifiques ».

Article 13

Amendement à l'article 35 de la convention unique

L'article 35 de la convention unique sera modifié comme suit:

« Compte dûment tenu de leurs régimes constitutionnel, juridique et administratif, les Parties:

a) Assureront sur le plan national une coordination de l'action préventive et répressive contre le trafic illicite; à cette fin, elles pourront utilement désigner un service approprié chargé de cette coordination;

b) S'assisteront mutuellement dans la lutte contre le trafic illicite;

c) Coopéreront étraoitement entre elles et avec les organisations internationales compétentes dont elles sont membres afin de mener une lutte coordonnée contre le trafic illicite;

d) Veilleront a ce que la coopération internationale des services appropriés soit effectuée par des voies rapides;

e) S'assureront que, lorsque des pièces de justice sont transmises entre des pays pour la poursuite d'une action judiciaire, la transmission soit effectuée par des voies rapides à l'adresse des instances désignées par les Parties; cette disposition ne porte pas atteinte au droit des Parties de demander que les pièces de justice leur soient envoyées par la voie diplomatique;

f) Fourniront à l'Organe et à la Commission, si elles le jugent approprié, par l'intermédiaire du Secrétaire général, outre les renseignements requis en vertu de l'article 18, des renseignements ayant trait aux activités illicites constatées à l'intérieur de leurs frontières et relatives notamment à la culture, à la production, à la fabrication, à l'usage et au trafic illicites des stupéfiants; et

g) Fourniront les renseignements visés au paragraphe précédent, dans toute la mesure du possible de la manière et aux dates que l'Organe fixera; de son côté, à la demande d'une Partie, l'Organe pourra l'aider à fournir ces renseignements et soutenir ses efforts en vue de réduire les activités illicites en matière de stupéfiants à l'intérieur de ses frontières ».

Article 14

Amendements à l'article 36, paragraphes 1 et 2 de la convention unique

L'article 36, paragraphes 1 et 2 de la convention unique sera modifié comme suit:

« 1. *a*) Sous réserve de ses dispositions constitutionnelles, chaque Partie adoptera les mesures nécessaires pour que la culture et la production, la fabrication, l'extraction, la préparation, la détention, l'offre, la mise en vente, la distribution, l'achat, la vente, la livraison, à quelque titre que ce soit, le courtage, l'envoi, l'expédition en transit, le transport, l'importation et l'exportation de stupéfiants non conformes aux dispositions de la présente convention, ou tout autre acte qui, de l'avis de ladite Partie, serait contraire aux dispositions de la présente convention, constituent des infractions punissables lorsqu'elles sont commises intentionnellement et pour que les infractions graves soient passibles d'un châtiment adéquat, notamment de peines de prison ou d'autres peines privatives de liberté.

b) Nonobstant les dispositions énoncées à l'alinéa précédent, lorsque des personnes utilisant de façon abusive des stupéfiants auront commis ces infractions, les Parties pourront, au lieu de les condamner ou de prononcer une sanction pénale à leur encontre, ou comme complément de la condamnation ou de la sanction pénale, soumettre ces personnes à des mesures de traitement, d'éducation, de post-cure, de réadaptation et de réintégration sociale conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 38.

2. Sous réserve des dispositions constitutionnelles de chaque Partie, de son système juridique et de sa législation nationale,

a) i) Chacune des infractions énumérées au paragraphe 1 sera considérée comme une infraction distincte, si elles sont commises dans des pays différents;

ii) La participation intentionnelle à l'une quelconque desdites infractions, l'association ou l'entente en vue de la commettre ou la tentative de la commettre, ainsi que les actes préparatoires et les opérations financières intentionnellement accomplis, relatifs aux infractions dont il est question dans cet article, constitueront des infractions passibles des peines prévues au paragraphe 1;

iii) Les condamnations prononcées à l'étranger pour ces infractions seront prises en considération aux fins d'établissement de la récidive; et

iv) Les infractions graves précitées, qu'elles soient commises par des nationaux ou des étrangers, seront poursuivies par la Partie sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, ou par la Partie sur le territoire de laquelle le délinquant se trouvera si son extradition n'est pas acceptable conformément à la législation de la Partie à laquelle la demande est adressée, et si ledit délinquant n'a pas été déjà poursuivi et jugé.

b) i) Chacune des infractions énumérées aux paragraphes 1 et 2, *a*, ii du présent article est de plein droit comprise comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre les Parties. Les Parties s'engagent à comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre elles.

ii) Si une Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisie d'une demande d'extradition par une autre Partie avec laquelle elle n'est pas liée par un traité d'extradition, elle a la latitude de considérer la présente convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions énumérées aux paragraphes 1 et 2, *a*, ii du présent article. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de la Partie requise.

iii) Les Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions énumérées aux paragraphes 1 et 2, *a*, ii du présent article comme cas d'extradition entre elles dans les conditions prévues par le droit de la Partie requise.

iv) L'extradition sera accordée conformément à la législation de la Partie à qui la demande l'extradition est adressée et, sans préjudice des dispositions des alinéas *b*, i, ii et iii du présent paragraphe, ladite Partie aura le droit de refuser d'accorder l'extradition si les autorités compétentes considèrent que l'infraction n'est pas suffisamment grave ».

Article 15

Amendement à l'article 38 de la convention unique et à son titre

L'article 38 de la convention unique et son titre seront modifiés comme suit:

« *Mesures contre l'abus des stupéfiants.* — 1. Les Parties envisageront avec une attention particulière l'abus des stupéfiants et prendront toutes les mesures possibles pour le prévenir et pour assurer le prompt dépistage, le traitement, l'éducation, la post-cure, la réadaptation et la réintégration sociale des personnes intéressées; elles coordonneront leurs efforts à ces fins.

2. Les Parties favoriseront, autant que possible, la formation d'un personnel pour assurer le traitement, la post-cure, la réadaptation et la réintegration sociale des personnes qui abusent de stupéfiants.

3. Les Parties prendront toute les mesures possibles pour aider les personnes qui en ont besoin dans l'exercice de leur profession à acquérir la connaissance des problèmes posés par l'abus des stupéfiants et par sa prévention, et elles développeront aussi cette connaissance dans le grand public s'il y a lieu de craindre que l'abus de ces stupéfiants ne se répande très largement ».

Article 16

Nouvel article 38-bis

Le nouvel article ci-après sera inséré après l'article 38 de la convention unique:

Article 38-*bis* - *Accords prévoyant la création de centres régionaux.* — Si une Partie le considère souhaitable, dans la lutte qu'elle mène contre le trafic illicite de la drogue, et compte tenu de son régime constitutionnel, juridique et administratif, elle s'attachera, en sollicitant si elle le désire les avis techniques de l'Or-

gane ou des institutions spécialisées, à faire établir, en consultation avec les autres Parties intéressées de la région, des accords prévoyant la création de centres régionaux de recherche scientifique et d'éducation en vue de lutter contre les problèmes découlant de l'usage et du trafic illicites des stupéfiants ».

Article 17

Langues du protocole et procédure de signature de ratification et d'adhésion

1. Le présent protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera ouvert jusqu'au 31 décembre 1972 à la signature de toutes les Parties à la convention unique ou à tous ses signataires.

2. Le présent protocole est soumis à la ratification des Etats qui l'ont signé et qui ont ratifié ou adhéré à la convention unique. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général.

3. Le présent protocole sera ouvert après le 31 décembre 1972 à l'adhésion des Parties à la convention unique qui n'auront pas signé le protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général.

Article 18

Entrée en vigueur

1. Le present protocole et les amendements qu'il contient entreront en vigueur le trentième jour qui suivra la date à laquelle le quarantième instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé conformément à l'article 17.

2. Pour tout autre Etat déposant un instrument de ratification ou d'adhésion après la date de dépôt dudit quarantième instrument, le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 19

Effet de l'entrée en vigueur

Tout Etat qui devient Partie à la convention unique après l'entrée en vigueur du présent protocole conformement au paragraphe 1 de l'article 18 ci-dessus est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant:

a) Partie à la convention unique telle qu'elle est amendée; et

b) Partie à la convention unique non amendée au regard de toute Partie à cette convention qui n'est pas liée par le présent protocole.

Article 20

Dispositions transitoires

1. Les fonctions de l'Organe international de contrôle des stupéfiants prévues par les amendements contenus dans le présent protocole seront, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent protocole (paragraphe 1, article 18) exercées par l'Organe tel qu'il est constitué par la convention unique non amendée.

2. Le Conseil économique et social fixera la date à laquelle l'Organe tel qu'il sera constitué en vertu des amendements contenus dans le présent protocole entrera en fonctions. A cette date, l'Organe ainsi constitué assumera, à l'égard des Parties à la convention unique non amendée et des Partie aux traités énumérés à l'article 44 de ladite convention qui ne sont pas Parties au présent protocole, les fonctions de l'Organe tel qu'il est constitué en vertu de la convention unique non amendée.

3. En ce qui concerne les membres nommés aux premières élections qui suivront l'augmentation du nombre des membres de l'Organe, qui passera de 11 à 13, les fonctions de cinq membres prendront fin au bout de trois ans, et celles des sept autres membres prendront fin à l'expiration des cinq ans.

4. Les membres de l'Organe dont leur fonctions prendront fin au terme de la période initiale de trois ans mentionnée ci-dessus seront désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire général immédiatement après qu'il aura été procédé à la première élection.

Article 21

Réserves

1. Tout Etat peut, au moment où il signe le présent protocole, le ratifie ou y adhère, faire une réserve sur tout amendement qu'il contient autre que les amendements à l'article 2, paragraphes 6 et 7 (article 1 du présent protocole), à l'article 9, paragraphes 1, 4 et 5 (article 2 du présent protocole), à l'article 10, paragraphes 1 et 4 (article 3 du présent protocole), à l'article 11 (article 4 du présent protocole), à l'article 14-*bis* (article 7 du présent protocole), à l'article 16 (article 8 du présent protocole), à l'article 22 (article 12 du présent protocole), à l'article 35 (article 13 du présent protocole), à l'article 36, paragraphe 1, alinéa (*b*) (article 14 du présent protocole), à l'article 38 (article 15 du présent protocole) et à l'article 38-*bis* (article 16 du présent protocole).

2. L'Etat qui aura fait des réserves pourra à tout moment et par voie de notification écrite retirer tout ou partie de ses réserves.

Article 22

Le Secrétaire général transmettra une copie certifiée conforme du présent protocole à toutes les Parties à la convention unique et à tous ses signataires. Lorsque le présent protocole entrera en vigueur conformément au paragraphe 1 de l'article 18 ci-dessus, le Secrétaire général établira le texte de la convention unique telle qu'elle est modifiée par le présent protocole et en transmettra la copie certifiée conforme à tous les Etats Parties ou habilités à devenir Parties à la convention sous sa forme modifiée.

FAIT à Genève le vingt-cinq mars mil neuf cent soixante-douze, en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dument autorisés, ont signé le présent protocole au nom de leurs gouvernements respectifs.

Pour l'Afghanistan:

Pour l'Albanie:

Pour l'Algérie:

Pour l'Argentine:

A. ZAEFFERER

Pour l'Australie:

L. R. MCINTYRE

22nd November, 1972

Pour l'Autriche:

Pour Bahreïn:

Pour la Barbade:

Pour la Belgique:
WAERSEGGER

Pour le Bhoutan:

Pour la Bolivie:

Pour le Botswana:

Pour le Brésil:
Henrique DE ARAÚJO MESQUITA

Pour la Bulgarie:

Pour la Birmanie:

Pour le Burundi:

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie:

Pour le Cameroun:

Pour le Canada:

Pour la République centrafricaine:

Pour Ceylan:

Pour le Tchad:

Pour le Chili:
V. SANCHEZ

Pour la Chine:

Pour la Colombie:

Pour le Congo:

Pour le Costa Rica:
Karen DE FIGUERES

Pour Cuba:

Pour Chypre:
Ozdemir OZGUR

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour le Dahomey:

Pour le Danemark:
E. KROG-MEYER

Pour la République dominicaine:

Pour l'Equateur:
Teodoro BUSTAMANTE

Pour l'Egypte:
A. WAGDI SADEK

Pour El Salvador:

Pour la Guinée équatorial:

Pour l'Ethiopie:

Pour la République fédérale d'Allemagne:
Otto BARON VON STEMPEL

Pour Fidji:

Pour la Finlande:
Max JAKOBSON
16 May 1972

Pour la France:
R. DE BOISSESON

Pour le Gabon:
NDIMAL

Pour la Gambie:

Pour le Ghana:
K. B. ASANTE

Pour la Grèce:
C. J. MIRAS
With a reservation to article 1 (4) amending the article 2 of the single convention (1)

Pour le Guatemala:
Enrique LÓPEZ HERRARTE

Pour la Guinée:

Pour la Guyane:

Pour Haïti:
BAGUIDY
Représentant d'Haïti ambassadeur à Berne

Pour le Sant-Siège:
Silvio LUONI

Pour le Honduras:

Pour la Hongrie:

Pour l'Islande:

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:
I. THAJEB

Pour l'Iran:
Dr. AZARAKHSH
Sous réserve de ratification (2)

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:

Pour Israël:
(Shabtai Rosenne) (3) (4) 27-3-72

Pour l'Italie:
Carlo CALENDA

Pour la Côte-d'Ivoire:
THIEMELE

Pour la Jamaïque:

Pour le Japon:
Toru NAKAGAWA
15 Dec. 1972

Pour la Jordanie:
I. ZURAIKAT

Pour le Kenya:

Pour la République Khmère:
S. SOTH

---

(1) *Traduction - Translation.* Avec une réserve au paragraphe 4 de l'article premier amendant l'article 2 de la convention unique.

(2) Subject to ratification.

(3) *Transliteration - Translitération.*

(4) With a declaration, the text of which is reproduced immediately after the signatures.
Avec une déclaration, dont le texte est réproduit à la suite des signatures.

Pour le Koweït:

Pour le Laos:

Pour le Liban:
M. BANNA

Pour le Lesotho:

Pour le Libéria:
Clavenda W. PARKER

Pour la République arabe libyenne:

Pour le Liechtenstein:
Mario LEDEBUR

Pour le Luxembourg:
Marcel FISCHBACH

Pour Madagascar:
ZAFERA
Ad referendum

Pour le Malawi:

Pour la Malaisie:

Pour les Iles Maldives:

Pour le Mali:

Pour Malte:

Pour la Mauritanie:

Pour Maurice:

Pour le Mexique:

Pour Monaco:
BOERI

Pour la Mongolie:

Pour le Maroc:
Salah ZAIMI (1)
28-12-72

Pour Nauru:

Pour le Népal:

Pour les Pays-Bas:

Pour la Nouvelle-Zélande:
J. V. SCOTT
15 December 1972

Pour le Nicaragua:
J. QUINTANA

Pour le Niger:
A. DIALLO
28 Novembre 1972

Pour la Nigéria:

Pour la Norvège:
Jens BOYESEN

Pour l'Oman:

Pour le Pakistan:
I. AKHUND
29 December 1972

Pour le Panama:
A. E. BOYD

With a reservation regarding article 36, paragraph 2 that appears on document of May 3, 1972 signed by the Minister of foreign affairs of Panama (1)

Pour le Paraguay:
Ad referendum
Miguel SOLANO LOPEZ
Oct. 18, 1972

Pour la Republique démocratique populaire du Yémen:

Pour le Pérou:
Raúl Q. MONTERO RUIZ

Pour les Philippines:
H. J. BRILLANTES

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:

Pour le Qatar:

Pour la République de Corée:
P. W. HAN
29 Dec. 1972

Pour la République du Viet-Nam:
LE-VAN-THU

Pour la Roumanie:

Pour le Rwanda:

Pour Saint-Marin:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour le Sénégal:
Medoune FALL
New York le 16 Août 1972

Pour le Sierra Leone:

Pour Singapour:

Pour la Somalie:

Pour l'Afrique du sud:
Subject to ratification (2)
E. R. STEYN

Pour l'Espagne:
Fernando BENITO

Pour le Soudan:

Pour le Souaziland:

Pour la Suède:
Carl E. STURKELL

Pour la Suisse:

Pour la République arabe syrienne:

Pour la Thaïlande:

---

(1) *Transliteration - Translitération.*

(1) *The text of the above-mentioned reservation is reproduced immediately after the signatures.*
(*Traduction - Traslation*) Avec une réserve concernant le paragraphe 2 de l'article 36 qui figure dans le document du 3 mai 1972 signé par le Ministre des affaires étrangères du Panama.
Le texte de la réserve susmentionnée est reproduit à la suite des signatures.
(2) Sous réserve de ratification.

Pour le Togo:
Francis JOHNSON
(Dr. F. JOHNSON-ROMUALD)

Pour la Trinité-et-Tobago:

Pour la Tunisie:
Rachid DRISS
22-12-72

Pour la Turquie:
C. KIRCA

Pour l'Ouganda:

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine:

Pour l'Union des républiques socialistes soviétiques:

Pour les Emirats arabes unis:

Pour le Royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
F. STEWART

Pour la République-unie de Tanzanie:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
Nelson GROSS
William J. CARGO

Pour la Haute-Volta:

Pour l'Uruguay:

Pour le Venezuela:
R. Dario BERTI

Pour le Samoa-Occidental:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:
Dragan NIKOLIĆ

Pour le Zaïre:

Pour la Zambie:

DECLARATION BY ISRAEL

The Government of Israel will not proceed to the ratification of the protocol until it has received assurances that all the neighbouring States who intend to become parties to it will do so without reservation or declaration, and that the so-called reservation or declaration referring to Israel and made by one of Israel's neighbours in connection with its participation in the 1961 single convention, and which was quoted at the meeting of the Second Committee on 18 March 1972, is withdrawn.

DÉCLARATION D'ISRAËL

Traduction - Translation

Le Gouvernement d'Israël ne procédera à la ratification du protocole qu'après avoir reçu l'assurance que tous les Etats voisins qui ont l'intention d'y devenir partie le feront sans réserve ni déclaration, et que la prétendue réserve ou déclaration concernant Israël et formulée par l'un des voisins d'Israël au sujet de sa participation à la convention unique de 1961, et qui a été citée à la séance du 18 mars 1972 de la Deuxième Commission, sera retirée.

RESERVATION BY PANAMA

RÉSERVE FORMULÉE PAR LE PANAMA

Spanish text - Texte espagnol

Por cuanto de conformidad con su Constitución Política la República de Panamá no puede por ningún tratado internacional obligarse a entregar a sus propios nacionales, firma este protocolo de modificación de la convención unica de 1961 sobre estupefacientes, formulando expresa RESERVA de que la enmienda que el artículo 14 del protocolo introduce al párrafo 2 del artículo 36 de la convención unica de 1961 sobre estupefacientes: (*a*) no modifica los tratados de extradición de los cuales es parte la República de Panamá en sentido alguno que pueda obligarla a entregar a sus propios nacionales; (*b*) no obliga a la República de Panamá a incluir, en los tratados de extradición que celebre en el futuro, disposición alguna por la cual se obligue a entregar a sus propios nacionales; y (*c*) no podrá interpretarse ni aplicarse en sentido alguno que dé lugar a obligación de la República de Panamá de entregar uno de sus propios nacionales.

Translation

Since, undes its Constitution, the Republic of Panama cannot be required by any international treaty to extradite its own nationals, it is signing this Protocol amenling the 1961 single convention on narcotic drugs subject to the express RESERVATION that the amendment made by article 14 of the protocol to article 36, paragraph 2, of the 1961 single convention on narcotic drugs: (*a*) does not modify the extradition treaties to which the Republic of Panama is a party in any manner which might require the latter to extradite its own nationals; (*b*) does not require the Republic of Panama to include in such extradition treaties as it may conclude in the future any provision requiring it to extradite its own nationals; and (*c*) may not be interpreted or applied in any manner which gives rise to an obligation on the part of the Republic of Panama to extradite any of its own nationals.

Traduction

Considérant que, conformément à sa Constitution politique, la République du Panama ne peut, par aucun traité international, s'obliger à extrader ses propres ressortissants, elle signe le présente protocole pertant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961 sous la RESERVE expresse que l'amendement apporté par l'article 14 dudit protocole al paragraphe 2 de l'article 36 de la convention unique sur les stupéfiants de 1961: *a*) ne modifie en aucune façon les traités d'extradition auxquels la République du Panama est partie d'une manière qui puisse l'obliger à extrader ses propres ressortissants; *b*) n'oblige pas la République du Panama à inclure, dans les traités d'extradition qu'elle conclura à l'avenir, une disposition qui l'oblige à extrader ses propres ressortissants; et (*c*) ne puisse en aucune façon être interprété ou appliqué de manière à imposer à la République du Panama l'obligation d'extrader l'un de ses propres ressortissants.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE UNICA SUGLI STUPEFACENTI DEL 1961

PREAMBOLO

Le Parti,

Preoccupate della salute fisica e morale dell'umanità,

Riconoscendo che l'uso medico degli stupefacenti è indispensabile al fine di alleviare il dolore e che le misure volute devono essere prese al fine di assicurare che gli stupefacenti siano disponibili a tale scopo,

Riconoscendo che la tossicomania è un flagello per l'individuo e costituisce un pericolo economico e sociale per l'umanità,

Coscienti del dovere che loro incombe di prevenire e combattere tale flagello,

Considerando che per essere efficaci le misure prese contro l'abuso degli stupefacenti devono essere coordinate e universali,

Ritenendo che un'azione universale di questo genere richiede una cooperazione internazionale guidata dagli stessi principi e mirante a fini comuni,

Riconoscendo la competenza dell'Organizzazione delle Nazioni Unite in materia di controllo degli stupefacenti e desiderose che gli organi internazionali interessati siano raggruppati nel quadro di questa Organizzazione,

Desiderose di concludere una convenzione internazionale accettabile da tutti, diretta a sostituire la maggior parte dei trattati esistenti relativi agli stupefacenti, limitando l'uso degli stupefacenti a fini medici e scientifici e stabilendo una costante cooperazione internazionale per rendere operanti tali principi e raggiungere tali fini,

Convengono su quanto segue:

Articolo 1
Definizioni

1. Salvo indicazione espressa in senso contrario e salvo il contesto richieda diversamente, le definizioni seguenti si applicano a tutte le disposizioni della presente convenzione:

a) il termine « Organo » indica l'organo internazionale di controllo degli stupefacenti;

b) il termine « cannabis » indica le sommità fiorite o fruttifere della pianta di cannabis (esclusi i semi e le foglie che non siano uniti agli apici) la cui resina non sia stata estratta, qualunque sia la loro applicazione;

c) l'espressione « pianta di cannabis » indica qualsiasi pianta del tipo cannabis;

d) l'espressione « resina di cannabis » indica la resina separata, grezza o raffinata, ottenuta dalla pianta di cannabis;

e) il termine « albero di coca » indica qualsiasi specie di arbusto del tipo eritroxilon;

f) l'espressione « foglia di coca » indica la foglia della pianta di coca eccetto la foglia la cui ecgonina, cocaina e ogni altro alcaloide ecgoninico siano stati completamente estratti;

g) il termine « Commissione » indica la Commissione degli stupefacenti del Consiglio;

h) il termine « Consiglio » indica il Consiglio economico e sociale delle Nazioni Unite;

i) il termine « coltura » indica la coltura del papavero da oppio, della pianta di coca e della pianta di cannabis;

j) il termine « stupefacente » indica qualsiasi sostanza di cui alle tabelle I e II, sia essa naturale che sintetica;

k) l'espressione « Assemblea generale » indica la Assemblea generale delle Nazioni Unite;

l) l'espressione « traffico illecito » indica la coltura o qualsiasi traffico di stupefacenti contrari ai fini della presente convenzione;

m) i termini « importazione » e « esportazione » indicano, ciascuno col proprio significato particolare, il trasporto materiale di stupefacenti da uno Stato ad un altro Stato o da un territorio ad un altro territorio dello stesso Stato;

n) il termine « fabbricazione » indica qualsiasi operazione, diversa dalla produzione, che permetta di ottenere stupefacenti e comprende sia il depuramento che la trasformazione di stupefacenti in altri stupefacenti;

o) l'espressione « oppio medicinale » indica l'oppio che ha subito il necessario trattamento per la sua utilizzazione terapeutica;

p) il termine « oppio » indica il lattice reso denso del papavero da oppio;

q) l'espressione « papavero da oppio » indica la pianta della specie Papaver-somniferum, L;

r) l'espressione « foglia di papavero » indica qualsiasi parte (eccetto i semi) del papavero da oppio, dopo la falciatura;

s) il termine « preparato » indica un miscuglio, solido o liquido, contenente uno stupefacente;

t) il termine « produzione » indica l'operazione che consiste nel raccogliere l'oppio, la foglia di coca, il cannabis e la resina di cannabis delle piante che li forniscono;

u) le espressioni « tabella I », « tabella II », « tabella III » e « tabella IV » si riferiscono alle liste di stupefacenti o di preparati allegate alla presente convenzione e che potranno essere modificate volta a volta conformemente all'articolo 3;

v) l'espressione « Segretario generale » indica il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite;

w) l'espressione « scorte speciali » indica le quantità di stupefacenti tenute in un paese o in un territorio dal Governo di quel paese o territorio per le proprie necessità speciali e in previsione di circostanze eccezionali; l'espressione « necessità speciali » deve intendersi conseguentemente;

x) il termine « scorte » indica la quantità di stupefacenti tenute in un paese o territorio e destinate:

I) A un consumo medico e scientifico in quel paese o territorio;

II) Alla fabbricazione e alla preparazione di stupefacenti e di altre sostanze in quel paese o territorio;

III) All'esportazione;

ma non include le quantità di stupefacenti tenute in un paese o territorio da:

IV) I farmacisti o altri distributori al dettaglio autorizzati e gli enti o le persone qualificate all'esercizio debitamente autorizzato dalle loro funzioni terapeutiche o scientifiche; o

V) In quanto scorte speciali.

y) Il termine « territorio » indica qualsiasi parte di uno Stato che è considerata come una entità distinta

per l'applicazione del sistema di certificati d'importazione e di autorizzazione d'esportazione previsto all'articolo 31. Tale definizione non si applica al termine « territorio » così come è adoperato negli articoli 42 e 46.

2. Ai fini della presente convenzione, uno stupefacente sarà considerato consumato allorché sarà stato fornito ad ogni persona o azienda per la distribuzione al dettaglio, per l'uso medico o per la ricerca scientifica; la parola « consumo » va intesa conformemente a questa definizione.

Articolo 2
Sostanze sottoposte a controllo

1. Salvo quanto riguarda le misure di controllo limitate a determinati stupefacenti, gli stupefacenti di cui alla tabella I sono sottoposti a tutte le misure di controllo applicabili agli stupefacenti previsti dalla presente convenzione e, in particolare, alle misure previste dai seguenti articoli: 4 (paragrafo C), 19, 20, 21, 29, 30, 31, 32, 33, 34 e 37.

2. Gli stupefacenti di cui alla tabella II sono sottoposti alle stesse misure di controllo degli stupefacenti di cui alla tabella I, eccetto che alle misure previste ai paragrafi 2 e 5 dell'articolo 30, per quanto riguarda il commercio al dettaglio.

3. I preparati diversi da quelli di cui alla tabella III sono sottoposti alle stesse misure di controllo degli stupefacenti che essi contengono, ma le valutazioni (articolo 19) e le statistiche (articolo 20) diverse da quelle che si riferiscono a tali stupefacenti non saranno richieste nel caso di tali preparati e le disposizioni dell'articolo 29 (paragrafo 2, *c*) e dell'articolo 30 (paragrafo 1 *b*, ii) non saranno applicate.

4. I preparati di cui alla tabella III sono sottoposti alle stesse misure di controllo dei preparati che contengono gli stupefacenti di cui alla tabella II, salvo che i paragrafi 1. *b*), e da 3 a 15 dell'articolo 31 non saranno applicati e che per le valutazioni (articolo 19) e le statistiche (articolo 20) le informazioni richieste saranno limitate alle quantità di stupefacenti utilizzate nella fabbricazione dei suddetti preparati.

5. Gli stupefacenti di cui alla tabella IV saranno ugualmente inclusi nella tabella I e sottoposti a tutte le misure di controllo applicabili agli stupefacenti di questa ultima tabella, e inoltre:

a) le Parti dovranno adottare tutte le misure speciali di controllo che riterranno necessarie a causa di proprietà particolarmente dannose degli stupefacenti previsti; e

b) le Parti dovranno, se, a loro avviso, la situazione nel loro paese è tale che ciò sia il mezzo più idoneo per proteggere la salute pubblica, proibire la produzione, la fabbricazione, l'esportazione o l'utilizzazione di tali stupefacenti, ad eccezione delle quantità che potranno essere necessarie esclusivamente per la ricerca medica e scientifica, inclusi gli esami chimici con i suddetti stupefacenti, che dovranno aver luogo sotto la diretta sorveglianza e controllo della suddetta Parte o essere subordinata a tale sorveglianza e controllo.

6. Oltre che alle misure di controllo applicabili a tutti gli stupefacenti di cui alla tabella I, l'oppio è sottoposto alle disposizioni degli articoli 23 e 24, la foglia di coca alle disposizioni degli articoli 26 e 27 e il cannabis alle disposizioni dell'articolo 28.

7. Il papavero da oppio, la pianta di coca, la pianta di cannabis, la foglia di papavero e le foglie di cannabis sono sottoposte alle misure di controllo previste rispettivamente dagli articoli 22-24; 22, 26 e 27; 22 e 28; 25 e 28.

8. Le Parti faranno tutto ciò che è in loro potere al fine di sottoporre a misure di sorveglianza nella maggior misura possibile le sostanze che non sono previste dalla presente convenzione, ma che possono essere utilizzate per la fabbricazione illecita di stupefacenti.

9. Le Parti non sono tenute ad applicare le disposizioni della presente convenzione agli stupefacenti che sono convenientemente impiegati nell'industria a fini diversi da medici o scientifici, a condizione:

a) che esse adottino misure al fine di impedire, ricorrendo a procedimenti adeguati di denaturazione o ad altri mezzi, che gli stupefacenti così impiegati possano dar luogo ad abusi o causare effetti dannosi (articolo 3, paragrafo 3) e che in pratica la sostanza nociva possa essere estratta; e

b) che esse dimostrino nelle informazioni statistiche (articolo 20) di fornire la quantità di stupefacente così impiegata.

Articolo 3
Modifiche del campo d'applicazione del controllo

1. Se una Parte o l'Organizzazione mondiale della sanità è in possesso di informazioni che, a suo avviso, rendono necessario modificare l'una o l'altra tabella, essa invierà al Segretario generale una notifica corredata di tutte le informazioni relative, a sostegno della stessa.

2. Il Segretario generale comunicherà tale notifica e le informazioni che egli riterrà pertinenti alle Parti, alla Commissione e, se la notifica è stata inviata da una delle Parti, all'Organizzazione mondiale della sanità.

3. Se una notifica si riferisce a una sostanza che non sia già elencata nella tabella I o tabella II.

i) Tutte le Parti esamineranno, tenuto conto delle informazioni di cui dispongono, la possibilità di applicare provvisoriamente alla sostanza tutte le misure di controllo applicabili agli stupefacenti di cui alla tabella I;

ii) In attesa della sua decisione, presa in virtù del sub-paragrafo iii) del presente paragrafo, la Commissione può decidere che le Parti applichino provvisoriamente a detta sostanza tutte le misure di controllo applicabili agli stupefacenti di cui alla tabella I. Le Parti applicheranno provvisoriamente tali misure alla sostanza in questione;

iii) Se l'Organizzazione mondiale della sanità constata che tale sostanza può dar luogo ad abusi analoghi e causare effetti nocivi analoghi a quelli degli stupefacenti di cui alla tabella I o di cui alla tabella II, o che essa è trasformabile in stupefacente, ne informerà la Commissione, la quale potrà allora decidere, secondo la raccomandazione dell'Organizzazione mondiale della sanità, che tale sostanza venga inserita nella tabella I o nella tabella II.

4. Se l'Organizzazione mondiale della sanità constata che un preparato non può, a causa delle sostanze che contiene, dar luogo ad abusi e causare effetti nocivi (paragrafo 3) e che lo stupefacente che essa contiene non è facilmente estraibile, la Commissione, secondo la raccomandazione dell'Organizzazione mondiale della sanità, potrà inserire tale preparato nella tabella III.

5. Se l'Organizzazione mondiale della sanità constata che uno stupefacente di cui alla tabella I può con particolare facilità dar luogo ad abusi e causare effetti nocivi (paragrafo 3), e che tale danno non è compensato da apprezzabili vantaggi terapeutici che possano essere offerti soltanto dalle sostanze della tabella IV, la Commissione può, secondo la raccomandazione dell'Organizzazione mondiale della sanità, inserire tale stupefacente nella tabella IV.

6. Quando una notifica si riferisce a uno stupefacente di cui alla tabella I o di cui alla tabella II o a un preparato di cui alla tabella III, la Commissione, prescindendo dall'azione prevista dal paragrafo 5, può, secondo la raccomandazione dell'Organizzazione mondiale della sanità, modificare l'una o l'altra tabella, sia:

a) trasferendo uno stupefacente dalla tabella I alla tabella II o dalla tabella II alla tabella I; o

b) cancellando dalla tabella uno stupefacente o un preparato secondo il caso.

7. Ogni decisione della Commissione presa in applicazione del presente articolo sarà comunicata dal Segretario generale a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, agli Stati non membri Parti della presente convenzione, all'Organizzazione mondiale della sanità e all'Organo. La decisione entrerà in vigore per ciascuna Parte dalla data di ricevimento della summenzionata comunicazione, e le Parti adotteranno allora tutte le misure richieste dalla presente convenzione.

8. *a*) Ogni decisione della Commissione di modificare una tabella sarà sottoposta all'esame del Consiglio se una Parte ne fa domanda entro 90 giorni dal ricevimento della notifica della decisione. Tale domanda sarà presentata al Segretario generale corredata di tutte le informazioni pertinenti.

b) Il Segretario generale farà pervenire copia di tale domanda e delle informazioni pertinenti alla Commissione, all'Organizzazione mondiale della sanità e a tutte le Parti, che inviterà a presentare le proprie osservazioni entro 90 giorni. Tutte le osservazioni ricevute saranno sottoposte all'esame del Consiglio.

c) Il Consiglio potrà confermare, modificare o annullare la decisione della Commissione; esso deciderà in ultima istanza. La sua decisione sarà notificata a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, agli Stati non membri Parti della presente convenzione, alla Commissione, all'Organizzazione mondiale della sanità e all'Organo.

d) In attesa dell'esame da parte del Consiglio, la decisione della Commissione resterà in vigore.

9. Le decisioni della Commissione adottate in applicazione del presente articolo non saranno sottoposte all'esame previsto dall'articolo 7.

Articolo 4

Obblighi di carattere generale

Le Parti adotteranno le misure legislative e amministrative che si renderanno necessarie:

a) per dare attuazione alle disposizioni della presente convenzione nei loro territori;

b) per collaborare con gli altri Stati all'attuazione delle disposizioni di detta Convenzione;

c) salvo le disposizioni della presente convenzione, per limitare esclusivamente a fini medici e scientifici la produzione, la fabbricazione, l'esportazione, l'importazione, la distribuzione, il commercio, l'uso e la detenzione di stupefacenti.

Articolo 5

Gli organi internazionali di controllo

Riconoscendo la competenza dell'Organizzazione delle Nazioni Unite in materia di controllo internazionale degli stupefacenti, le Parti stabiliscono di affidare alla Commissione degli stupefacenti del Consiglio economico e sociale e all'Organo internazionale di controllo degli stupefacenti le funzioni che sono rispettivamente attribuite a tali organi dalla presente convenzione.

Articolo 6

Spese degli Organi internazionali di controllo

L'Organizzazione delle Nazioni Unite si assume le spese della Commissione e dell'Organo alle condizioni che saranno stabilite dall'Assemblea generale. Le Parti che non sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite contribuiranno alle spese degli Organi internazionali di controllo, l'Assemblea generale fisserà periodicamente, dopo aver consultato i Governi di tali Parti, l'ammontare dei contributi che essa riterrà equo.

Articolo 7

Revisione delle decisioni e raccomandazioni della Commissione

Salvo per quanto concerne le decisioni previste dall'articolo 3, ogni decisione o raccomandazione adottata dalla Commissione in attuazione delle disposizioni della presente convenzione viene presa dietro riserva di approvazione o di qualsiasi modifica adottata dall'uno o dall'altro di tali organi nello stesso modo delle altre decisioni o raccomandazioni della Commissione.

Articolo 8

Funzioni della Commissione

La Commissione è competente ad esaminare tutte le questioni inerenti ai fini della presente convenzione ed in particolare:

a) a modificare le tabelle in conformità con l'articolo 3;

b) a richiamare l'attenzione dell'Organo su tutte le questioni eventualmente connesse alle funzioni di esso;

c) a formulare raccomandazioni al fine di dare attuazione alle disposizioni della presente convenzione o di conseguire i fini che essa si propone, ivi compresi i programmi di ricerca scientifica e gli scambi di informazioni di carattere scientifico o tecnico;

d) ad attirare l'attenzione degli Stati che non sono Parti sulle decisioni e raccomandazioni che essa adotta in conformità con le funzioni conferite dalla presente convenzione in modo che essi esaminino le misure che essa potrebbe essere indotta a prendere in forza della presente convenzione.

Articolo 9

Composizione dell'Organo

1. L'Organo si compone di undici membri scelti dal Consiglio come segue:

a) tre membri esperti in medicina, farmacologia o farmacia e scelti da una lista di almeno cinque persone designate dall'Organizzazione mondiale della sanità;

b) otto membri scelti da una lista di persone designate dai Membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e dalle Parti che non ne sono membri.

2. I membri dell'Organo devono essere persone che per la loro competenza, imparzialità e disinteresse, ispirano la fiducia generale. Per la durata del loro mandato non devono avere altre occupazioni né svolgere alcuna attività di natura tale da impedire loro di esercitare con imparzialità le loro funzioni. Il Consiglio adotta, di concerto con l'Organo, tutte le disposizioni necessarie per assicurare la completa indipendenza tecnica di quest'ultimo nell'esercizio delle sue funzioni.

3. Il Consiglio, rispettando il principio di una equa rappresentanza geografica, deve tener conto dell'interesse esistente e far entrare nell'Organo, in proporzione equa, persone che siano al corrente della situazione in materia di stupefacenti nei paesi produttori, fabbricanti e consumatori e che abbiano rapporti con detti paesi.

Articolo 10

Durata del mandato e retribuzione dei membri dell'Organo

1. Il mandato dei membri dell'Organo è di tre anni ed è rinnovabile.

2. Il mandato di ciascun membro dell'Organo termina la vigilia della prima seduta dell'Organo alla quale il suo successore ha diritto di partecipare.

3. Un membro dell'Organo che sia stato assente per tre sessioni consecutive sarà considerato dimissionario.

4. Il Consiglio può, su raccomandazione dell'Organo, destituire un membro dell'Organo che non soddisfi più le condizioni richieste dal paragrafo 2 dell'articolo 9. Tale raccomandazione deve essere formulata mediante il voto favorevole di otto membri dell'Organo.

5. Quando il seggio di un membro dell'Organo si rende vacante nel corso del mandato del suo titolare, il Consiglio provvede a tale vacanza eleggendo un altro membro appena possibile per il resto della durata del mandato, in conformità con le disposizioni applicabili dell'articolo 9.

6. I membri dell'Organo ricevono una remunerazione appropriata il cui ammontare è fissato dall'Assemblea generale.

Articolo 11

Regolamento interno dell'Organo

1. L'Organo elegge il suo presidente ed i membri la cui elezione esso ritenga necessaria al fine di costituire il suo ufficio; esso adotta il suo regolamento interno.

2. L'Organo si riunisce ogni qualvolta lo ritenga necessario per un buon assolvimento delle sue funzioni, ma esso deve tenere almeno due sessioni per ogni anno legale.

3. Il quorum indispensabile per le riunioni dell'Organo è di sette membri.

Articolo 12

Applicazione del regime delle stime

1. L'Organo fisserà la data o le date in cui le stime dovranno essere fornite, in conformità con l'articolo 19, nonché la forma in cui dovranno essere presentate, e approntarà a tal fine dei formulari.

2. Per quanto riguarda i paesi ed i territori ai quali non si applica la presente convenzione, l'Organo inviterà i Governi interessati a fornire stime in conformità con le disposizioni di questa.

3. Nel caso in cui uno Stato non fornisse alla data fissata le stime relative ad uno dei suoi territori, l'Organo stesso le stabilirà nella misura possibile, e per quanto si potrà, in collaborazione con il Governo interessato.

4. L'Organo esaminerà le stime, ivi comprese le stime supplementari, e, salvo per quanto concerne le necessità particolari, esso potrà domandare, per ogni paese o territorio per il quale sarà stata fornita una stima, le informazioni che riterrà necessarie al fine di completare le stime o di chiarire l'indicazione che ivi si trova.

5. L'Organo confermerà in seguito, nel più breve tempo possibile, le stime, ivi comprese le stime supplementari; potrà ugualmente modificarle con il consenso del Governo interessato.

6. Oltre alla documentazione prevista dall'articolo 15, l'Organo pubblicherà, alle date che avrà fissato, ma almeno una volta l'anno, le informazioni relative alle stime che gli sembreranno dover facilitare l'applicazione della presente convenzione.

Articolo 13

Applicazione del regime delle statistiche

1. L'Organo fisserà il modo e la forma in cui le statistiche dovranno essere fornite come previsto dall'articolo 20 e indicherà, a tal fine, i formulari.

2. L'Organo esaminerà le statistiche al fine di determinare se le Parti ed ogni altro Stato si sono conformati alle disposizioni della presente convenzione.

3. L'Organo potrà chiedere le informazioni supplementari che riterrà necessarie al fine di completare tali statistiche o chiarire l'indicazione che ivi si trova.

4. L'Organo non sarà competente a formulare quesiti o ad esprimere opinioni circa le statistiche relative agli stupefacenti, richieste per le necessità particolari.

Articolo 14

Misure che l'Organo deve adottare al fine di assicurare l'attuazione delle disposizioni della convenzione

1. *a*) Se, dopo l'esame delle informazioni inviate all'Organo da parte del Governo in conformità con le disposizioni della presente convenzione o delle informazioni comunicate da parte degli organi delle Nazioni Unite e riferentisi a questioni riguardanti dette disposizioni, l'Organo ha motivo di credere che gli scopi della presente convenzione siano seriamente compromessi dal fatto che una Parte o un Paese o un territorio non attuino le disposizioni della convenzione, l'Organo ha il diritto di chiedere spiegazioni al Governo del paese o territorio interessato. Con riserva del diritto che possiede di attirare l'attenzione della Parti, del Consiglio e della Commissione sulla questione, così come previsto qui di seguito dal comma *c*), l'Organo darà carattere di riservatezza alle richieste di informazioni o alle spiegazioni fornite da un Governo in conformità con il presente comma.

b) Dopo aver agito conformemente al comma *a*) di cui sopra, l'Organo può, se lo ritiene necessario, chiedere al Governo interessato di adottare le misure correttive che, in base alle circostanze, possano sembrare necessarie al fine di assicurare l'attuazione delle disposizioni della presente convenzione.

c) Se l'Organo accerta che il Governo interessato non ha dato spiegazioni soddisfacenti quando è stato invitato a farlo in conformità con il comma *a*) di cui

sopra, o ha trascurato di adottare qualsiasi misura correttiva che è stato invitato a prendere in conformità con il comma *b*) di cui sopra, esso può richiamare l'attenzione delle Parti, del Consiglio e della Commissione sulla questione.

2. Quando esso richiama l'attenzione delle Parti, del Consiglio e della Commissione su una questione in conformità con il comma *c*) del paragrafo 1 di cui sopra, l'Organo può, se ritiene necessaria tale misura, raccomandare alle Parti di sospendere l'importazione degli stupefacenti provenienti dal paese interessato, o l'esportazione degli stupefacenti destinati a tale paese o territorio, o, contemporaneamente, l'importazione e l'esportazione, o per un periodo determinato, o fino al momento in cui la situazione in quel paese o territorio, non sarà ritenuta soddisfacente. Lo Stato interessato ha il diritto di portare la questione davanti al Consiglio.

3. L'Organo ha il diritto di pubblicare un rapporto su ogni questione prevista dalle disposizioni del presente articolo, e di comunicarlo al Consiglio, che lo trasmetterà a tutte le Parti. Se l'Organo pubblica in tale rapporto una decisione presa in forza del presente articolo, o informazioni concernenti tale decisione, esso deve ugualmente pubblicarvi il parere del Governo interessato, se questo lo richiede.

4. Nei casi in cui una decisione dell'Organo pubblicata in conformità con il presente articolo non sia stata presa all'unanimità, il parere della minoranza deve essere reso noto.

5. Ogni Stato sarà invitato a farsi rappresentare alle sedute dell'Organo nel corso delle quali venga esaminata una questione che lo riguardi direttamente ai sensi del presente articolo.

6. Le decisioni dell'Organo prese in forza del presente articolo devono essere adottate con la maggioranza dei due terzi del numero complessivo dei membri dell'Organo.

Articolo 15

Rapporti dell'Organo

1. L'Organo redige una relazione annuale sui suoi lavori e tutte quelle relazioni supplementari che esso ritenga necessarie e nelle quali figurino ugualmente una analisi delle stime e delle informazioni statistiche di cui esso dispone e, se del caso, una relazione sulle spiegazioni che i Governi hanno potuto fornire o sono stati richiesti di fornire, oltre ad ogni osservazione e raccomandazione che l'Organo voglia formulare. Tali rapporti sono presentati al Consiglio tramite la commissione, che può formulare le osservazioni che ella giudica opportune.

2. Le relazioni sono comunicate alle Parti e pubblicate in seguito dal Segretario generale. Le Parti autorizzano la libera distribuzione di tali relazioni.

Articolo 16

Segretariato

I servizi di segretariato della commissione e dell'Organo saranno forniti dal Segretario generale.

Articolo 17

Amministrazione speciale

Le Parti costituiranno un'amministrazione speciale incaricata di applicare le disposizioni della presente convenzione.

Articolo 18

Informazioni che le Parti devono fornire al Segretario generale

1. Le Parti forniranno al Segretario generale le informazioni che la Commissione può richiedere in quanto necessarie per l'esercizio delle sue funzioni, ed in particolare:

a) un rapporto annuale relativo alla esecuzione della convenzione in ogni suo territorio;

b) di tanto in tanto, i testi di tutte le leggi e di tutti i Regolamenti promulgati al fine di dare applicazione alla presente convenzione;

c) tutte le precisazioni che la Commissione chiederà sulle questioni di traffico illecito, ed in particolare i dettagli di ogni operazione di traffico illecito scoperta che potranno avere importanza sia per il più chiaro accertamento che forniscono sulle fonti di approvvigionamento di stupefacenti per il traffico illecito, che per le quantità in questione o per il metodo usato dai trafficanti illegali; e

d) i nomi ed indirizzi delle autorità amministrative autorizzate a rilasciare le autorizzazioni od i certificati d'esportazione ed importazione.

2. Le Parti forniranno le informazioni previste dal paragrafo precedente, nella forma e alle date indicate ed utilizzando quei formulari di cui la Commissione potrà chiedere l'uso.

Articolo 19

Stime del fabbisogno di stupefacenti

1. Le Parti invieranno all'Organo, ogni anno e per ciascuno dei loro territori, nel modo e nella forma da esso prescritto, stime riferentisi ai seguenti argomenti e redatte su formulari forniti dall'Organo:

a) Le quantità di stupefacenti consumati a fini medici e scientifici;

b) Le quantità di stupefacenti che saranno utilizzati per la fabbricazione di altri stupefacenti, dei preparati della tabella III e di sostanze non previste dalla presente convenzione:

c) Le quantità di stupefacenti che saranno in magazzino al 31 dicembre dell'anno al quale si riferiscono le stime; e

d) La quantità di stupefacenti che è necessario aggiungere agli stocks speciali.

2. Con riserva delle detrazioni previste dal paragrafo 3 dell'articolo 21, il totale delle stime per ogni territorio e per ogni stupefacente sarà la somma delle quantità specificate ai comma *a*) *b*) e *d*) del paragrafo 1 del presente articolo, aumentata della quantità necessaria per portare gli stocks esistenti al 31 dicembre dell'anno precedente al livello valutato in conformità con le disposizioni del comma *c*) del paragrafo 1.

3. Ogni Stato potrà fornire nel corso dell'anno le stime supplementari esponendo le circostanze che le rendono necessarie.

4. Le Parti faranno conoscere all'Organo il metodo impiegato per determinare le quantità indicate nelle stime e le modifiche che si saranno potute apportate a tale metodo.

5. Con riserva delle detrazioni previste al paragrafo 3 dell'articolo 21, le stime non dovranno essere superate.

Articolo 20

Statistiche da fornire all'Organo

1. Le Parti invieranno all'Organo, per ciascuno dei loro territori, nel modo e nella forma da esso prescritta, delle statistiche sugli argomenti qui di seguito indicati, redatte su formulari forniti dall'Organo:

a) Produzione o fabbricazione di stupefacenti;

b) Utilizzazione di stupefacenti per la fabbricazione di altri stupefacenti, di preparati della tabella III e di sostanze non previste dalla presente convenzione ed utilizzazione della paglia di papavero per la fabbricazione di stupefacenti;

c) Uso di stupefacenti;

d) Importazione ed esportazione di stupefacenti e di paglia di papavero;

e) Sequestri di stupefacenti e destinazione delle quantità sequestrate; e

f) Stocks di stupefacenti al 31 dicembre dell'anno al quale si riferiscono le statistiche.

2. *a*) Le statistiche riferentisi agli argomenti menzionati al paragrafo 1, fatta eccezione per il comma *d*), saranno stabilite annualmente e trasmesse all'Organo non più tardi del 30 giugno dell'anno seguente a quello in cui si riferiscono;

b) Le statistiche riguardanti gli argomenti menzionati al comma *d*) del paragrafo 1, saranno redatte trimestralmente e saranno trasmesse all'Organo entro il termine di un mese dalla fine del trimestre al quale esse si riferiscono.

3. Oltre alle informazioni previste al paragrafo 1 del presente articolo le Parti invieranno all'Organo, per quanto possibile, per ogni territorio, le notizie concernenti le superfici (in ettari) coltivate per la produzione dell'oppio.

4. Le Parti non sono tenute a fornire statistiche concernenti gli stocks speciali, ma forniranno separatamente statistiche concernenti gli stupefacenti importati o acquistati nel paese o territorio per i bisogni speciali, nonché alle quantità di stupefacenti prelevate dagli stocks speciali per soddisfare i bisogni della popolazione civile.

Articolo 21

Limitazione della fabbricazione e dell'importazione

1. La quantità totale di ogni stupefacente prodotta ed importata da un paese o territorio qualsiasi nel corso di un dato anno non dovrà essere superiore alla somma dei seguenti elementi:

a) la qualità consumata, nel limite della stima corrispondente, a fini medici e scientifici;

b) la quantità utilizzata, nel limite della stima corrispondente, in vista della produzione di altri stupefacenti, di preparati di cui alla tabella III e di sostanze non previste dalla presente convenzione;

c) la quantità esportata;

d) la quantità depositata in magazzino al fine di portare questo al livello specificato nella stima corrispondente; e

e) la quantità acquistata, nel limite della stima corrispondente, per fabbisogni speciali.

2. Dalla somma degli elementi elencati al paragrafo 1, verrà detratta la quantità che sarà stata requisita ed immessa sul mercato lecito, nonché la quantità prelevata dagli stocks speciali per soddisfare i bisogni della popolazione civile.

3. Se l'Organo constata che la quantità prodotta ed importata nel corso di un determinato anno supera la somma delle quantità elencate al paragrafo 1, tenuto conto delle detrazioni previste dal paragrafo 2 del presente articolo, l'eccedenza così accertata che esisterà alla fine dell'anno sarà detratta l'anno seguente, dalle quantità che devono essere prodotte od importate, nonché dal totale delle valutazioni di cui al paragrafo 2 dell'articolo 19.

4. *a*) Se dalle statistiche delle importazioni o delle esportazioni (articolo 20) risulta che la quantità esportata verso un qualsiasi paese o territorio supera il totale delle stime relative a tale paese o territorio quale esso è precisato dal paragrafo 2 dell'articolo 19, aumentato delle quantità dichiarate esportate e detraendo le eccedenze accertate ai sensi del paragrafo 3 del presente articolo, l'Organo può darne comunicazione agli Stati che, a suo avviso, ne dovrebbero essere informati.

b) Dal ricevimento di tale comunicazione, le Parti non autorizzeranno più, durante l'anno in corso, alcuna nuova esportazione dello stupefacente in oggetto verso il paese o territorio in causa, tranne:

i) nel caso in cui una stima supplementare sarà stata fornita per tale paese o territorio per quanto concerne sia qualsiasi quantità importata in eccedenza sia la quantità supplementare richiesta; o

ii) nei casi eccezionali in cui l'esportazione è, secondo il parere del governo del paese esportatore, indispensabile per la cura dei malati.

Articolo 22

Disposizione speciale applicabile alla coltivazione

Quando la situazione nel paese od in un territorio di una Parte è tale che la proibizione della coltivazione del papavero da oppio, dell'albero della coca e della pianta di cannabis, è a suo avviso, la misura più adatta al fine di proteggere la salute pubblica ed evitare che gli stupefacenti siano deviati verso il traffico illecito, la Parte interessata ne vieterà la coltivazione.

Articolo 23

Organismi nazionali per l'oppio

1. Ogni Parte che autorizza la coltivazione del papavero da oppio in vista della produzione dell'oppio stabilirà, se non l'ha già fatto, e manterrà uno o più organismi statali (indicati qui di seguito nel presente rticolo con il termine « organismi ») incaricati di esercitare le funzioni previste al presente articolo.

2. Qualunque Parte indicata al paragrafo precedente applicherà le seguenti disposizioni alla coltivazione del papavero da oppio per la produzione dell'oppio e all'oppio:

a) l'organismo delimiterà le regioni e indicherà gli appezzamenti di terreno in cui sarà autorizzata la coltura del papavero da oppio in vista della produzione di oppio;

b) solo i coltivatori titolari di una licenza rilasciata dall'Organismo saranno autorizzati a dedicarsi a detta coltivazione;

c) ogni licenza specificherà la superficie di terreno sul quale detta coltura è autorizzata;

d) ogni coltivatore di papavero da oppio sarà tenuto a consegnare all'Organismo il totale del suo raccolto di oppio; l'Organismo acquisterà detta raccolta e

ne prenderà materialmente possesso appena possibile, ma al più tardi allo scadere di quattro mesi a contare dalla fine del raccolto; e

e) solo l'organismo avrà il diritto, per quanto riguarda l'oppio, d'importare, esportare, di esercitare il commercio all'ingrosso e di conservare degli « stocks » ad eccezione delle giacenze in possesso dei fabbricanti di alcaloidi dell'oppio, d'oppio medicinale o di preparati a base d'oppio. Le Parti non sono tenute ad estendere detta clausola all'oppio medicinale o a preparati a base d'oppio.

3. Le funzioni amministrative previste al paragrafo 2 saranno esercitate da un solo organismo statale se la costituzione della Parte interessata lo consente.

Articolo 24

Restrizioni alla produzione dell'oppio destinato al commercio internazionale

1. *a*) Se una delle Parti ha intenzione di cominciare a produrre oppio o di aumentare la sua produzione di oppio, essa terrà conto della domanda mondiale d'oppio esistente, conformemente alle stime pubblicate dall'Organo, affinchè la sua produzione d'oppio non abbia per conseguenza una sovrapproduzione di oppio in tutto il mondo.

b) Nessuna Parte autorizzerà la produzione dell'oppio se, a suo avviso, una tale produzione o aumento della produzione sul suo territorio rischia d'alimentare il traffico illecito dell'oppio.

2. *a*) Fatte salve le disposizioni del paragrafo 1, se una Parte, che al 1° gennaio 1961 non produceva oppio per l'esportazione, desideri esportare dell'oppio da essa prodotto, quantità non superiore alle cinque tonnellate l'anno, essa lo notificherà all'Organo, corredando detta notifica di informazioni riguardanti:

i) i controlli in vigore richiesti dalla presente convenzione per quanto riguarda la produzione e l'esportazione dell'oppio; e

ii) il nome del paese o dei paesi verso i quali essa intende esportare l'oppio; e l'Organo potrà sia approvare detta notifica, sia raccomandare alla Parte interessata di non produrre oppio per l'esportazione.

b) Se una Parte che non sia una Parte indicata al paragrafo 3 desidera produrre più di cinque tonnellate d'oppio destinato all'esportazione all'anno, essa lo notificherà al Consiglio, corredando detta notifica di informazioni appropriate, ivi compreso:

i) la stima delle quantità che devono essere prodotte per l'esportazione;

ii) i controlli esistenti o proposti per quanto riguarda l'oppio che deve essere prodotto;

iii) il nome del paese o dei paesi verso i quali essa intende esportare detto oppio, e il Consiglio potrà sia approvare la notifica sia raccomandare alla parte interessata di non produrre oppio per l'esportazione.

3. Nonostante le disposizioni dei comma *a*) e *b*) del paragrafo 2, una Parte che, durante i dieci anni che hanno immediatamente preceduto il 1° gennaio 1961, abbia esportato oppio da esser prodotto potrà continuare a esportare l'oppio che essa produce.

4. *a*) Una Parte non importerà oppio da alcun Paese o territorio salvo che l'oppio sia prodotto sul territorio:

i) di una Parte menzionata al paragrafo 3;

ii) di una Parte che abbia indirizzata una notifica all'Organo in conformità alle disposizioni del comma *a*) del paragrafo 2; o

iii) di una Parte che abbia ricevuta l'approvazione del Consiglio in conformità alle disposizioni del comma *b*) del paragrafo 2.

b) Nonostante le disposizioni del comma *a*) del presente paragrafo, una Parte può importare l'oppio prodotto da ogni paese che abbia prodotto e esportato oppio durante i dieci anni precedenti il 1° gennaio 1961, se un organismo o agenzia di controllo nazionale sia stata istituita e funzioni ai fini definiti all'articolo 23 nel paese interessato e se questo possiede mezzi efficaci per fare in modo che l'oppio che egli produce non alimenti il traffico illecito.

5. Le disposizioni del presente articolo non impediranno a una Parte:

a) di produrre oppio in quantità sufficiente ai suoi bisogni; e

b) di esportare l'oppio requisito al traffico illecito verso un'altra Parte, in conformità alle esigenze della presente convenzione.

Articolo 25

Controllo della paglia di papavero

1. Una Parte che permette la coltivazione del papavero da oppio per scopi diversi dalla produzione dell'oppio, prenderà tutte le misure necessarie per assicurare:

a) che non sia prodotto oppio estraendolo da questi papaveri da oppio; e

b) che la fabbricazione di stupefacenti a partire dalla paglia di papavero sia controllata in modo soddisfacente.

2. Le Parti applicheranno alla paglia di papavero il sistema di certificati d'importazione e di autorizzazione all'esportazione previsto ai paragrafi da 4 a 15 dell'articolo 31.

3. Le Parti forniranno sull'importazione e l'esportazione della paglia da papavero le stesse statistiche previste per gli stupefacenti ai paragrafi 1, *d*) e 2, *b*) dell'articolo 20.

Articolo 26

L'albero della coca e la foglia di coca

1. Se una Parte autorizza la coltivazione dell'albero della coca, applicherà ad esso, come alla foglia di coca, il regime di controllo previsto all'articolo 23 per il papavero da oppio, per quanto riguarda il comma *d*) del paragrafo 2 di questo articolo, l'obbligo imposto dall'organismo citato sarà soltanto quello di entrare materialmente in possesso del raccolto, appena possibile dopo che esso sia stato fatto.

2. Nei limiti del possibile, le Parti procederanno allo sradicamento di tutti gli alberi di coca esistenti allo stato naturale. Esse distruggeranno gli alberi di coca coltivati illegalmente.

Articolo 27

Disposizioni supplementari relative alle foglie di coca

1. Le Parti possono permettere l'utilizzazione della foglia di coca per la preparazione di un prodotto aromatico che non potrà contenere alcun alcaloide ed esse possono, nella misura necessaria a detta utilizzazione, permettere la produzione, l'importazione, l'esportazione, il commercio e la detenzione di dette foglie.

2. Le Parti forniranno separatamente le stime (articolo 19) e le statistiche (articolo 20) concernenti le

foglie di coca destinate alla preparazione di un tale prodotto aromatico; comunque, non ci sarà necessità di farlo se le stesse foglie di coca sono utilizzate per la estrazione d'alcaloidi così come per quelle di prodotti aromatici, e se tale fatto è precisato nella stima e nelle statistiche.

Articolo 28

Controllo della cannabis

1. Se una Parte autorizza la coltivazione della pianta di cannabis per la produzione di cannabis o della resina della cannabis dovrà applicare il regime di controllo previsto dall'articolo 23 per quel che è disposto per il controllo del papavero da oppio.

2. La presente convenzione non verrà applicata alla coltivazione della pianta di cannabis fatta a scopi esclusivamente industriali (fibre e semi) o di orticoltura.

3. Le Parti adotteranno le misure che appariranno necessarie per impedire l'utilizzazione non consentita delle foglie della pianta di cannabis o il loro traffico illecito.

Articolo 29

Fabbricazione

1. Le Parti disporranno che la fabbricazione degli stupefacenti venga effettuata dietro rilascio di licenza, salvo che detta fabbricazione venga effettuata da una o più aziende di Stato.

2. Le Parti:

a) eserciteranno un controllo su tutte le persone e le imprese che si dedicano alla fabbricazione degli stupefacenti o vi concorrono;

b) sottoporranno ad un regime di concessione di licenza gli stabilimenti ed i locali in cui si può effettuare la fabbricazione;

c) esigeranno che i produttori di stupefacenti titolari di una licenza si muniscano di permessi periodici che specifichino le categorie e le quantità di stupefacenti che avranno diritto di fabbricare. Tuttavia per i preparati non sarà necessario un permesso periodico.

3. Le Parti dovranno vietare l'accumulo, da parte dei produttori di stupefacenti, di quantità di stupefacenti e di paglia di papavero eccedenti quelle necessarie al normale funzionamento dell'impresa, tenendo conto della situazione del mercato.

Articolo 30

Commercio e distribuzione

1. *a*) Le Parti esigeranno che il commercio e la distribuzione degli stupefacenti siano effettuati dietro licenza, salvo che tale commercio o distribuzione non siano effettuati da una o più aziende di Stato.

b) Le Parti:

i) eserciteranno un controllo su tutte le persone e le imprese che si dedicano o concorrono al commercio o alla distribuzione degli stupefacenti;

ii) sottoporranno ad un regime di licenza gli stabilimenti ed i locali nei quali si può effettuare detto commercio e distribuzione. Tuttavia per i preparati non sarà necessariamente richiesta una licenza.

c) Le disposizioni di cui ai comma *a*) e *b*) relative al sistema delle licenze non si applicheranno necessariamente alle persone debitamente autorizzate a svolgere attività terapeutiche e scientifiche, e che agiscano nell'esercizio di tali funzioni.

2. Inoltre le Parti:

a) impediranno l'accumulo, da parte dei commercianti, dei distributori, delle aziende di Stato, o delle predette persone debitamente autorizzate, di quantità di stupefacenti e di paglia di papavero eccedenti quelle necessarie al normale funzionamento dell'impresa, tenendo conto della situazione del mercato;

b) i) esigeranno che gli stupefacenti vengano forniti o distribuiti ai privati solo dietro presentazione di ricetta medica. Questa disposizione non è necessariamente applicabile agli stupefacenti che i privati possono legalmente ottenere, utilizzare, distribuire o somministrare in occasione dell'esercizio debitamente autorizzato della loro attività terapeutica;

ii) se le Parti ritengono necessarie ed opportune tali misure, esigeranno che le ricette mediche le quali prescrivono gli stupefacenti di cui alla tabella I siano compilate su moduli ufficiali che saranno forniti, sotto forma di blocchetto a madre e figlia, dalle autorità amministrative competenti o dagli ordini professionali autorizzati.

3. E' auspicabile che le Parti esigano che le offerte di vendita scritte o stampate riguardanti gli stupefacenti, gli annunci pubblicitari di qualunque natura e le indicazioni descrittive relative agli stupefacenti e utilizzate a scopi commerciali, le confezioni contenenti gli stupefacenti e le etichette con le quali gli stupefacenti sono messi in vendita, portino la comune denominazione internazionale comunicata dall'Organizzazione mondiale della sanità.

4. Se una Parte ritiene che tale misura è necessaria ed opportuna, esigerà che qualunque confezione contenente uno stupefacente sia contrassegnata da un doppio filo rosso ben visibile. Il pacco con il quale tale confezione viene spedita non dovrà essere contrassegnato da questo doppio filo rosso.

5. Le Parti esigeranno che l'etichetta con la quale una droga viene messa in vendita indichi il nome dello stupefacente o degli stupefacenti che contiene, il loro peso o la loro percentuale. L'obbligo di indicare sulla etichetta queste specificazioni potrà non essere applicato a uno stupefacente distribuito ad un privato dietro prescrizione medica.

6. Le disposizioni di cui ai paragrafi 2 e 5 non verranno necessariamente applicate al commercio al dettaglio né alla distribuzione al dettaglio degli stupefacenti di cui alla tabella II.

Articolo 31

Disposizioni speciali relative al commercio internazionale

1. Le Parti non permetteranno conscientemente la esportazione di stupefacenti diretti ad un paese o territorio qualunque, se non:

a) in conformità alle leggi e regolamenti di quel paese o territorio; e

b) nei limiti della quantità totale prevista nelle stime relative a quel paese o territorio, come stabilito al paragrafo 2 dell'articolo 19, aggiungendovi le quantità che devono essere riesportate.

2. Le Parti eserciteranno nei porti franchi e nelle zone franche uguale sorveglianza e controllo che nelle altre parti dei loro territori, ferma restando tuttavia la facoltà di adottare un regime più severo.

3. *a*) Le Parti controlleranno mediante il rilascio di licenza l'importazione e l'esportazione degli stupefacenti, salvo il caso in cui tale importazione o esportazione sia effettuata da una o più aziende di Stato.

b) Le Parti eserciteranno una sorveglianza su tutte le persone e le imprese che si dedicano o concorrono a detta importazione o esportazione.

4. *a*) Ciascuna Parte che autorizza l'importazione o l'esportazione di uno stupefacente esigerà il conseguimento di un'autorizzazione all'importazione o all'esportazione distinta per ogni operazione di importazione o esportazione, sia che si tratti di uno o di più stupefacenti.

b) Da questa autorizzazione risulterà il nome dello stupefacente, la denominazione comune internazionale, se esiste, la quantità da importare o esportare, i nomi e gli indirizzi dell'importatore e dell'esportatore e sarà specificato il periodo in cui l'importazione o l'esportazione deve essere effettuata.

c) L'autorizzazione all'esportazione indicherà inoltre il numero e la data del certificato di importazione (paragrafo 5) e l'autorità che l'ha rilasciato.

d) L'autorizzazione all'importazione potrà consentire l'importazione effettuata con diverse spedizioni.

5. Prima di rilasciare un'autorizzazione all'esportazione, le Parti esigeranno un certificato d'importazione rilasciato dalle autorità competenti del paese o del territorio importatore e attestante che è stata approvata l'importazione dello stupefacente o degli stupefacenti in questione. Tale certificato sarà esibito dalla persona o dall'impresa che ha richiesto l'autorizzazione alla esportazione. Le Parti si uniformeranno per quanto possibile al modello di certificato d'importazione approvato dalla Commissione.

6. Una copia dell'autorizzazione all'esportazione dovrà essere allegata ad ogni spedizione ed il Governo che rilascia l'autorizzazione all'esportazione ne invierà una copia al Governo del paese o territorio importatore.

7. *a*) Effettuata l'importazione o trascorso il periodo fissato per l'importazione, il Governo del paese o territorio importatore restituirà al Governo del paese o territorio esportatore l'autorizzazione all'esportatore, apponendovi all'uopo un'apposita annotazione.

b) La suddetta annotazione dovrà indicare la quantità effettivamente importata.

c) Se la quantità effettivamente esportata è inferiore a quella indicata nella autorizzazione all'esportazione, le autorità competenti indicheranno su detta autorizzazione e su ogni sua copia ufficiale la quantità effettivamente esportata.

8. Saranno vietate le esportazioni effettuate mediante spedizioni indirizzate ad una banca per conto di una persona diversa da quella il cui nome figura sull'autorizzazione all'esportazione ovvero indirizzate ad una casella postale.

9. Saranno vietate le esportazioni effettuate mediante spedizioni indirizzate ad un deposito di dogana, salvo che il Governo del paese importatore precisi sul certificato d'importazione, presentato dalla persona o dall'impresa che richiede la autorizzazione all'esportazione, che ha approvato tale importazione proprio perché la spedizione venisse depositata in un magazzino doganale. In tal caso l'autorizzazione all'esportazione dovrà precisare che la spedizione è stata effettuata a tale scopo. Qualsiasi ritiro dal deposito di dogana sarà subordinato alla presentazione di un permesso rilasciato dalle autorità da cui dipende il deposito e nel caso di una spedizione destinata all'estero, sarà equiparata, ai sensi della presente convenzione, ad una nuova esportazione.

10. Le spedizioni di stupefacenti che entrano o escono dal territorio di una Parte senza essere accompagnati da una autorizzazione all'esportazione saranno trattenute dalle autorità competenti.

11. Qualsivoglia Parte non autorizzerà il transito sul suo territorio di una qualunque spedizione di stupefacenti diretti ad altro paese — sia che venga o meno scaricato il pacco dal veicolo che la trasporta — salvo che non venga presentata alle autorità competenti della suddetta Parte la copia della autorizzazione all'esportazione per tale spedizione.

12. Le autorità competenti di un paese o territorio qualunque attraverso il quale è autorizzato il passaggio di una spedizione di stupefacenti adotteranno tutte le misure necessarie ad impedire che la spedizione prenda una destinazione diversa da quella che figura sulla copia dell'autorizzazione all'esportazione allegata alla spedizione, a meno che il Governo del paese o territorio attraverso il quale viene effettuata detta spedizione non autorizzi il cambiamento di destinazione. Il Governo di tale paese o territorio considererà ogni cambiamento di destinazione come una esportazione dai paese o territorio di transito verso il paese o territorio della nuova destinazione. Se il cambiamento di destinazione è autorizzato verranno ugualmente applicate, tra il paese o territorio di transito ed il paese o territorio dal quale il carico è stato in origine esportato, le disposizioni di cui ai commi *a*) e *b*) del paragrafo 7.

13. Nessuna spedizione di stupefacenti in transito o depositata presso un magazzino della dogana può essere sottoposta a qualsivoglia trattamento che potrebbe modificare la natura di tali stupefacenti. L'imballaggio non può essere modificato senza l'autorizzazione delle autorità competenti.

14. Le disposizioni di cui al paragrafi da 11 a 13 relative al transito degli stupefacenti sul territorio di una Parte non vengono applicate se tale spedizione è effettuata per via aerea, a condizione che l'aereo non atterri nei paesi o territori di transito. Se l'aereo effettua un atterraggio in tale paese o territorio, queste disposizioni verranno applicate nella misura in cui le circostanze lo richiederanno.

15. Le disposizioni del presente articolo non pregiudicano le norme di qualsiasi accordo internazionale diretto a limitare il controllo che qualunque Parte può esercitare sugli stupefacenti in transito.

16. Nessuna delle disposizioni di questo articolo, tranne i paragrafi 1 *a*) e 2, verrà necessariamente applicata ai preparati di cui alla tabella III.

Articolo 32

Disposizioni speciali riguardanti il trasporto di stupefacenti nelle cassette di pronto soccorso delle navi o degli aeromobili che effettuano percorsi internazionali.

1. Il trasporto internazionale da parte di navi o aeromobili di quantità limitate di stupefacenti che potrebbero essere necessari durante il viaggio per la somministrazione dei primi soccorsi e per i casi d'urgenza non verrà considerato come importazione o esportazione ai sensi della presente convenzione.

2. Il Paese d'immatricolazione della nave o dell'aeromobile prenderà adeguate precauzioni per impedire lo illecito uso degli stupefacenti menzionati al paragrafo 1 o la loro distrazione per scopi illeciti. La Commissione raccomanderà queste precauzioni d'intesa con le organizzazioni internazionali competenti.

3. Gli stupefacenti trasportati per nave o aeromobile saranno sottoposti, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1, alle leggi, regolamenti, permessi e licenze del paese d'immatricolazione senza che questo pregiudichi il diritto delle competenti autorità locali di procedere a degli accertamenti, ispezioni o altre operazioni di controllo a bordo delle navi o degli aeromobili. La somministrazione di questi stupefacenti in caso di urgenza non sarà considerata come una violazione alle disposizioni di cui all'articolo 30, paragrafo 2, *b*).

Articolo 33

Detenzione di stupefacenti

Le Parti vieteranno la detenzione di stupefacenti senza una autorizzazione legale.

Articolo 34

Misure di sorveglianza e ispezione

Le Parti esigeranno:

a) che tutte le persone alle quali sono state rilasciate licenze in applicazione della presente convenzione o che occupano posti direttivi o di sorveglianza in un'azienda di Stato creata in conformità alla presente convenzione, abbiano le qualità necessarie per applicare concretamente e fedelmente le disposizioni delle leggi e regolamenti emanati in esecuzione della presente convenzione, e

b) che le autorità amministrative, i fabbricanti, i commercianti, gli scienziati, gli istituti scientifici e gli ospedali tengano dei registri nei quali verranno registrate le quantità di ogni stupefacente prodotto e ogni operazione relativa all'acquisto e all'alienazione degli stupefacenti. Questi registri saranno conservati per un periodo di tempo non inferiore a 2 anni. Qualora vengano utilizzati i blocchetti a madre e figlia (articolo 30, paragrafo 2, comma *b*) per ricette mediche, tali blocchetti, comprese le matrici, saranno ugualmente conservati per un periodo di tempo non inferiore a due anni.

Articolo 35

Lotta contro il traffico illecito

Tenuto debito conto dei loro ordinamenti costituzionali, giuridici e amministrativi, le Parti:

a) assicureranno sul piano nazionale un coordinamento dell'azione preventiva e repressiva contro il traffico illecito; a tale scopo potranno istituire un servizio adeguato incaricato di tale coordinamento;

b) si aiuteranno reciprocamente nella lotta contro il traffico illecito;

c) collaboreranno strettamente tra loro e con le organizzazioni internazionali competenti di cui fanno parte per condurre una lotta coordinata contro il traffico illecito;

d) controlleranno che la cooperazione internazionale dei servizi competenti sia attuata con sistemi rapidi;

e) si assicureranno che qualora vengano trasmessi da un paese all'altro atti giudiziari per il perseguimento di un'azione giudiziaria, la trasmissione sia effettuata con mezzi rapidi all'indirizzo delle giurisdizioni designate dalle Parti; tale disposizione non pregiudica il diritto delle Parti di richiedere che gli atti di cui sopra vengano loro inviati per via diplomatica.

Articolo 36

Disposizioni penali

1. Compatibilmente con le proprie norme costituzionali, ciascuna Parte adotterà le misure necessarie affinché la coltivazione e la produzione, la fabbricazione, l'estrazione, la preparazione, la detenzione, l'offerta, la messa in vendita, la distribuzione, l'acquisto, la vendita, la consegna per qualunque scopo, la mediazione, l'invio, la spedizione in transito, il trasporto, l'importazione e l'esportazione di stupefacenti non conformi alle disposizioni della presente convenzione o qualunque atto reputato dalla detta Parte e contrario alle disposizioni della presente convenzione, siano considerate infrazioni punibili qualora siano commesse intenzionalmente e sempreché le infrazioni gravi siano passibili di una pena adeguata, in particolare di pene che prevedono la reclusione o altre pene detentive.

2. Compatibilmente con le norme costituzionali di ciascuna Parte, del suo ordinamento giuridico e della sua legislazione interna:

a) i) ognuna delle infrazioni enumerate al paragrafo 1 verrà considerata come una distinta infrazione, se le infrazioni sono commesse in Paesi diversi;

ii) la partecipazione intenzionale a una qualunque delle predette infrazioni, l'associazione o l'intesa al fine di commettere tale infrazione o il tentativo di commetterla, gli atti preparatori e le operazioni finanziarie compiute dolosamente, relative alle infrazioni di cui al presente articolo, saranno considerate infrazioni passibili delle pene previste al paragrafo 1;

iii) le condanne pronunciate all'estero per tali infrazioni saranno prese in considerazione per determinare la recidiva; e

iv) le predette infrazioni gravi, indipendentemente dal fatto che siano commesse da cittadini o da stranieri, saranno perseguite dalla Parte sul cui territorio l'infrazione è stata commessa, oppure dalla Parte sul cui territorio si trova il delinquente, se la sua estradizione non può essere concessa in base alla legislazione della Parte alla quale è stata rivolta la domanda di estradizione e se il predetto delinquente non è stato già perseguito e giudicato.

b) E' auspicabile che le infrazioni menzionate al paragrafo 1 e nella parte ii) del comma *a*) del paragrafo 2 siano considerate casi di estradizione ai termini di ogni trattato di estradizione concluso o da concludere tra le Parti e siano considerati casi di estradizione tra le Parti che non subordineranno l'estradizione all'esistenza di un trattato o alla reciprocità. Resta inteso tuttavia che l'estradizione sarà accordata in base alla legislazione della Parte alla quale è stata indirizzata la domanda di estradizione e che la predetta Parte avrà il diritto di rifiutare di procedere all'arresto del delinquente o di rifiutare di accordare l'estradizione se le autorità competenti considerano l'infrazione non sufficientemente grave.

3. Nessuna disposizione del presente articolo pregiudicherà le norme di diritto penale di una Parte in materia di giurisdizione.

4. Le disposizioni del presente articolo non possono derogare in materia di competenza dalla legislazione penale di ciascuna Parte.

Articolo 37

Sequestro e confisca

Potranno essere sequestrati e confiscati tutti gli stupefacenti, le sostanze e i materiali utilizzati per commettere una qualsiasi delle infrazioni previste dall'articolo 36 o destinati a commettere quell'infrazione.

Articolo 38

Trattamento dei tossicomani

1. Le Parti prenderanno in particolare considerazione le misure da adottare per far curare i tossicomani e garantire il loro riadattamento.

2. Se la tossicomania costituisce un grave problema per una Parte e se le sue risorse economiche glielo permettono, è auspicabile che istituisca servizi adeguati per la cura efficace dei tossicomani.

Articolo 39

Applicazione di misure nazionali di controllo più severe di quelle richieste dalla presente convenzione

Nonostante le disposizioni della presente convenzione, nessuna Parte sarà ne dovrà ritenersi impedita di adottare delle misure di controllo più rigorose e severe di quelle previste dalla presente convenzione e in particolare nell'esigere che i preparati della tabella III o gli stupefacenti della tabella II siano sottoposti alle misure di controllo applicabili agli stupefacenti della tabella I, o ad alcune di esse, se la Parte lo considera necessario o opportuno per la protezione della salute pubblica.

Articolo 40

Lingue della convenzione e procedura relativa alla firma, alla ratifica e all'adesione

1. La presente convenzione i cui testi in inglese, cinese, spagnolo, francese e russo fanno egualmente fede, sara aperta alla firma, fino al 1° agosto 1961, di tutti gli Stati membri delle Nazioni Unite, di tutti gli Stati non membri che sono Parti contraenti dello statuto della Corte internazionale di giustizia o membri di un istituto specializzato delle Nazioni Unite ed egualmente di ogni altro Stato che il Consiglio può invitare a divenire Parte.

2. La presente convenzione è soggetta a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale.

3. La presente convenzione sarà sottoposta all'adesione degli Stati di cui al paragrafo 1 dopo il 1° agosto 1961. Gli atti di adesione saranno depositati presso il Segretario generale.

Articolo 41

Entrata in vigore

1. La presente convenzione entrerà in vigore allo scadere dei 30 giorni che seguiranno la data del deposito del 40° strumento di ratifica o di adesione, in conformità con l'articolo 40.

2. Per ogni altro Stato che depositerà uno strumento di ratifica o di adesione dopo la data del deposito del predetto quarantesimo strumento, la presente convenzione entrerà in vigore allo scadere del 30° giorno successivo al deposito da parte di tale Stato del suo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 42

Applicazione territoriale

La presente convenzione sarà applicata a tutti i territori non metropolitani che una Parte rappresenta sul piano internazionale salvo che non sia necessario il consenso preliminare di tale territorio in virtù della costituzione della Parte o del territorio interessato o in virtù di consuetudine. In questo la Parte farà il possibile per ottenere nel più breve termine il consenso necessario del territorio e, appena il consenso sarà ottenuto, la Parte lo notificherà al Segretario generale. La presente convenzione sarà applicata al territorio o ai territori indicati nella notifica, a partire dalla data di ricezione di quest'ultima da parte del Segretario generale. Nel caso in cui non sia necessario il consenso preliminare del territorio non metropolitano, la Parte interessata dovrà dichiarare, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, a quale territorio o territori non metropolitani si applica la presente convenzione.

Articolo 43

Territori ai sensi degli articoli 19, 20, 21 *e* 31

1. Qualsiasi Parte può notificare al Segretario generale che ai sensi degli articoli 19, 20, 21 e 31 uno dei suoi territori è diviso in due o più territori, o che due o più suoi territori sono raggruppati in uno solo.

2. Due o più Parti possono notificare al Segretario generale che, in seguito alla istituzione di un'unione doganale tra loro, queste Parti costituiscono un solo territorio ai sensi degli articoli 19, 20, 21 e 31.

3. Qualsiasi notifica fatta in virtù del paragrafo 1 o 2 qui sopra produrrà effetto dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello in cui è stata fatta la notifica.

Articolo 44

Abrogazione dei precedenti trattati internazionali

1. Dall'entrata in vigore della presente convenzione, le disposizioni di questa abrogheranno e sostituiranno, tra le Parti, le disposizioni dei seguenti trattati:

a) Convenzione internazionale dell'oppio, firmata a L'Aja il 23 gennaio 1912;

b) Accordo sulla fabbricazione, il commercio interno e l'uso dell'oppio preparato, firmata a Ginevra l'11 febbraio 1925;

c) Convenzione internazionale dell'oppio, firmata a Ginevra il 19 febbraio 1925;

d) Convenzione per limitare la fabbricazione e regolamentare la distribuzione degli stupefacenti, firmata a Ginevra il 13 luglio 1931;

e) Accordo per il controllo del consumo dell'oppio da fumo in Estremo Oriente, firmato a Bangkok il 27 novembre 1931;

f) Protocollo, firmato a Lake Success l'11 dicembre 1946, che emenda gli accordi,. convenzioni e protocolli sugli stupefacenti conclusi a L'Aja il 23 gennaio 1912, a Ginevra l'11 febbraio 1925, il 19 febbraio 1925 e il 13 luglio 1931, a Bangkok il 27 novembre 1931 e a Ginevra il 26 giugno 1936, salvo per quanto riguarda i suoi effetti sull'ultima di queste convenzioni;

g) Le convenzioni e gli accordi citati dal comma *a*) al comma *e*), così come sono stati emendati dal protocollo del 1946 citato al comma *f*);

h) Protocollo, firmato a Parigi il 19 novembre 1948, che sottoponeva al controllo internazionale alcune droghe non contemplate dalla convenzione del 13 luglio 1931

per limitare la fabbricazione e regolamentare la distribuzione degli stupefacenti, emendato dal protocollo firmato a Lake Success l'11 dicembre 1946;

i) Protocollo tendente a limitare e regolamentare sia la coltivazione del papavero che la produzione, il commercio internazionale, il commercio all'ingrosso e l'uso dell'oppio, firmato a New York il 23 giugno 1953, se questo protocollo entrerà in vigore.

2. Dall'entrata in vigore della presente convenzione, l'articolo 9 della convenzione per la repressione del traffico illecito delle droghe nocive, firmato a Ginevra il 26 giugno 1936, sarà abrogato e sostituito, tra le Parti della predetta convenzione, che sono anche Parti della presente convenzione, dal comma *b*) del paragrafo 2 dell'articolo 36 della presente convenzione. Le Parti potranno tuttavia mantenere in vigore il predetto articolo 9 dopo averne informato il Segretario generale.

Articolo 45
Disposizioni transitorie

1. Le funzioni dell'Organo la cui creazione è prevista dall'articolo 9 saranno esercitate provvisoriamente, dalla data della entrata in vigore della presente convenzione (articolo 41, paragrafo 1), secondo la loro natura, dal Comitato centrale permanente istituito in esecuzione delle disposizioni del capitolo VI della convenzione citata al comma *c*) dell'articolo 44, così come è stata emendata e dall'Organo di controllo creato in esecuzione delle disposizioni del capitolo II della convenzione citata al comma *d*) dell'articolo 44, così come è stato emendato.

2. Il Consiglio fisserà la data in cui entrerà in funzione il nuovo Organo menzionato all'articolo 9. A tale data il predetto Organo assumerà le funzioni del Comitato centrale permanente e quelle dell'Organo di controllo citato al paragrafo 1, nei confronti degli Stati che sono Parti dei trattati elencati all'articolo 44 e che non sono Parti della presente convenzione.

Articolo 46
Denuncia

1. Allo scadere di un periodo di due anni dalla data di entrata in vigore della presente convenzione (articolo 41, paragrafo 1) qualsiasi Parte, a nome proprio o a nome di un territorio che rappresenta sul piano internazionale e che ha ritirato il consenso dato in virtù dell'articolo 42, potrà denunciare la presente convenzione, depositando a tal fine uno strumento presso il Segretario generale.

2. Se il Segretario generale riceve la denuncia prima del 1° luglio o a tale data, essa avrà effetto dal 1° gennaio dell'anno seguente; se la denuncia è ricevuta dopo il 1° luglio, essa avrà effetto come se fosse stata ricevuta nell'anno successivo prima del 1° luglio o a tale data.

3. La presente convenzione non sarà più valida qualora, a seguito di denunzie notificate in conformità alle disposizioni del paragrafo 1, non siano rispettate le condizioni della sua entrata in vigore previste al paragrafo 1 dell'articolo 41.

Articolo 47
Emendamenti

1. Ciascuna Parte potrà proporre un emendamento alla presente convenzione. Il testo del suddetto emendamento e le relative motivazioni dovranno essere comunicati al Segretario generale che li comunicherà alle Parti e al Consiglio. Il Consiglio potrà decidere:

a) sia di convocare una conferenza, secondo quanto previsto al paragrafo 4 dell'articolo 62 della Carta delle Nazioni Unite, per esaminare l'emendamento proposto;

b) sia di domandare alle Parti se accettano l'emendamento proposto e di invitarle eventualmente a presentare al Consiglio le loro osservazioni al riguardo.

2. Se un progetto di emendamento, distribuito secondo quanto previsto dal paragrafo 1, *b*) del presente articolo, non viene respinto da alcuna Parte entro i 18 mesi che seguono la sua comunicazione, esso entrerà immediatamente in vigore. Se tuttavia tale progetto viene respinto da una Parte, il Consiglio potrà decidere tenendo conto delle osservazioni delle Parti, se sia opportuno convocare una conferenza incaricata di esaminare il predetto emendamento.

Articolo 48
Controversie

1. Se sorge tra due o più Parti una controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente convenzione, le suddette Parti si consulteranno per definire questa controversia mediante negoziato, inchiesta, mediazione, conciliazione, arbitrato, ricorso ad organismi regionali, per via giudiziaria o mediante qualunque altro mezzo pacifico a loro scelta.

2. Qualsiasi controversia di questo tipo che non sia stata regolata con i mezzi previsti al paragrafo 1 sarà sottoposta alla Corte internazionale di giustizia.

Articolo 49
Riserve transitorie

1. Una Parte può, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, riservarsi il diritto di autorizzare temporaneamente in uno dei suoi territori:

a) l'uso dell'oppio per scopi semi-terapeutici;

b) l'uso dell'oppio da fumo;

c) la masticazione della foglia di coca;

d) l'uso della cannabis, della resina di cannabis, di estratti e tinture di cannabis per scopi non terapeutici; e

e) la produzione, la fabbricazione e il commercio degli stupefacenti menzionati dal comma *a*) al comma *d*) per gli scopi indicati nei suddetti commi.

2. Le riserve fatte in virtù del paragrafo 1 saranno sottoposte alle seguenti limitazioni:

a) potranno essere autorizzate le attività menzionate al paragrafo 1 nella misura in cui esse erano considerate tradizionali nei territori per i quali viene fatta la riserva e vi erano autorizzate alla data del 1° gennaio 1961;

b) non potrà essere autorizzata l'esportazione degli stupefacenti menzionati al paragrafo 1 per gli scopi indicati nel suddetto paragrafo e destinati ad uno Stato non Parte o ad un territorio al quale non si applichi la presente convenzione in base all'articolo 42;

c) saranno autorizzate a fumare l'oppio soltanto le persone immatricolate a tal fine dalle autorità competenti prima del 1° gennaio 1964;

d) l'uso dell'oppio per scopi semi-terapeutici dovrà essere abolito nel termine di 15 anni dall'entrata in vigore della presente convenzione, come previsto al paragrafo 1 dell'articolo 41;

e) la masticazione della foglia di coca dovrà essere abolita nel termine di 25 anni dall'entrata in vigore della presente convenzione, come previsto al paragrafo 1 dell'articolo 41;

f) l'uso della cannabis per scopi diversi da quelli medici e scientifici dovrà cessare il più presto possibile ed in ogni caso nel termine di 25 anni dall'entrata in vigore della presente convenzione, come previsto al paragrafo 1 dell'articolo 41;

g) la produzione, la fabbricazione e il commercio degli stupefacenti menzionati al paragrafo 1 per gli usi indicati nel suddetto paragrafo dovranno essere ridotti fino ad essere aboliti contemporaneamente al loro uso.

3. Qualsiasi Parte che avanza una riserva in virtù del paragrafo 1 dovrà:

a) includere nel rapporto annuale che dovrà inviare il Segretario generale, come previsto al comma *a*) del paragrafo 1 dell'articolo 18, una relazione sui progressi compiuti durante l'anno precedente al fine di rendere effettiva l'abolizione dell'uso, della produzione, della fabbricazione e del commercio di cui al paragrafo 1; e

b) fornire all'Organo delle stime (articolo 19) e delle statistiche (articolo 20) separate riguardanti le attività per le quali sarà stata fatta riserva nel modo e nelle forme prescritte dall'Organo.

4. *a*) Se una Parte che fa una riserva in virtù del paragrafo 1 non fornisce:

i) il rapporto citato al comma *a*) del paragrafo 3 entro i sei mesi successivi all'anno al quale si riferiscono le informazioni ivi contenute;

ii) le stime di cui al comma *b*) del paragrafo 3 entro i tre mesi successivi alla data fissata a questo riguardo dall'Organo secondo quanto previsto dal paragrafo 1 dell'articolo 12;

iii) le statistiche di cui al comma *b*) del paragrafo 3 entro i tre mesi successivi alla data in cui devono essere fornite secondo quanto previsto al paragrafo 2 dell'articolo 20;

l'Organo o il Segretario generale, secondo i casi, invierà alla Parte in causa una notifica del suo ritardo e inviterà la Parte a fornire tali informazioni entro tre mesi dalla ricezione della predetta notifica;

b) Se una Parte non si conforma entro il suddetto termine, alla richiesta dell'Organo o del Segretario generale, la riserva in questione, fatta in virtù del paragrafo 1, cesserà di avere effetto.

5. Lo Stato che avrà avanzato delle riserve potrà ritirarle tutte o in parte in qualunque momento o mediante notifica scritta.

Articolo 50

Altre riserve

1. Non sono autorizzate altre riserve oltre quelle fatte secondo quanto previsto dall'articolo 49 o dai seguenti paragrafi.

2. Qualsiasi Stato può, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, fare delle riserve sulle seguenti disposizioni della presente convenzione: paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12; paragrafo 2 dell'articolo 13; paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14; comma *b*) del paragrafo 1 dell'articolo 31; e articolo 48.

3. Qualsiasi Stato che desidera diventare Parte della convenzione ma che vuole essere autorizzato a fare altre riserve oltre quelle enumerate al paragrafo 2 del presente articolo e all'articolo 49 può informare il Segretario generale di questa intenzione. Salvo che allo scadere dei 12 mesi che seguono la data di comunicazione della riserva in questione da parte del Segretario generale, un terzo degli Stati che hanno ratificato la convenzione o vi hanno aderito prima dello scadere del predetto periodo non abbiano sollevato delle obiezioni, la riserva sarà considerata autorizzata, restando inteso tuttavia che gli Stati che avranno sollevato delle obiezioni su questa riserva non dovranno assumersi, nei riguardi dello Stato che l'ha formulata, l'obbligo giuridico derivante dalla presente convenzione, sul quale verte la riserva.

4. Lo Stato che avrà fatto delle riserve potrà ritirarle tutte o in parte in qualunque momento e mediante notifica scritta.

Articolo 51

Notifiche

Il Segretario generale notificherà a tutti gli Stati menzionati al paragrafo 1 dell'articolo 40:

a) le firme, le ratifiche o adesioni in conformità dell'articolo 40;

b) la data di entrata in vigore della presente convenzione secondo quanto previsto dall'articolo 41;

c) le denunzie di cui all'articolo 46; e

d) le dichiarazioni e le notifiche secondo quanto previsto agli articoli 42, 43, 47, 49 e 50.

IN FEDE di che i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente convenzione in nome dei loro rispettivi Governi.

FATTO a New York, il 30 marzo 1961, in un unico originale che verrà depositato negli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e le cui copie conformi e autenticate saranno trasmesse a tutti gli Stati membri e agli altri Stati menzionati al paragrafo 1 dell'articolo 40.

Per l'Afghanistan:
Abdul H. TABIBI

Per l'Albania:

Per l'Argentina:

Riserva all'articolo 48, paragrafo 2: « La Repubblica Argentina non riconosce la giurisdizione obbligatoria della Corte internazionale di giustizia ».

Riserva all'articolo 49: « La Repubblica Argentina si riserva i diritti previsti al paragrafo 1 comma *c*) « La masticazione della foglia di coca » e comma *e*) « Il commercio dello stupefacente di cui al comma *c*) e per gli scopi ivi menzionati ».

M. AMADEO
31 luglio 1961

Per l'Australia:
H.S. WARREN

Per l'Austria:

Per il Belgio:
Walter LORIDAN
28 luglio 1961

Per la Bolivia:

Per il Brasile:
ad referendum
Aluysio GUEDES REGIS BITTENCOURT

Per la Bulgaria:

Con riserva ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12; al paragrafo 2 dell'articolo 13; ai paragrafi 1 e 2 dell'arti-

colo 14; al paragrafo 1 (*b*) dell'articolo 31 e al paragrafo 2 dell'articolo 48 (v. nota allegata).

A. GEORGIEV

31 luglio 1961

(1) Il Governo della Repubblica popolare di Bulgaria accetta la disposizione del paragrafo 2 dell'articolo 48 con la riserva che per qualsiasi controversia da deferire alla Corte internazionale di giustizia per la decisione, sarà necessario per ogni singolo caso l'accordo fra tutte le Parti interessate.

(2) Per quanto riguarda i Paesi che non hanno la possibilità di diventare Parti della convenzione, in base alle disposizioni dell'articolo 40 della convenzione unica sugli stupefacenti del 1961, il Governo della Repubblica popolare di Bulgaria non si considera vincolato dai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12, dal paragrafo 2 dell'articolo 13, dai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14 e dal sub-paragrafo 1 *b*) dell'articolo 31.

Per la Birmania:

Dichiaro che la mia firma di adesione alla convenzione unica è soggetta alla condizione che allo Stato di Shan sia permesso di godere del diritto:

1) di permettere ai tossicomani dello Stato di Shan di fumare l'oppio per un periodo transitorio di 20 anni a partire dall'entrata in vigore della presente convenzione unica;

2) di produrre e fabbricare l'oppio per gli scopi di cui sopra;

3) di fornire la lista dei consumatori di oppio dello Stato di Shan dopo che il Governo dello Stato di Shan abbia terminato la compilazione di tale lista il 31 dicembre 1963.

Tin MAUNG

Per la Repubblica socialista sovietica di Bielorussia:

Traduzione del Segretariato delle Nazioni Unite:

Con riserva ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12, al paragrafo 2 dell'articolo 13, ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14 e al comma *b*) del paragrafo 1 dell'articolo 31. Il testo della riserva si trova in allegato.

F. GRYAZNOV

31 luglio 1961

Il Governo della Repubblica socialista sovietica di Bielorussia non si considera vincolato dalle disposizioni di cui ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12, al paragrafo 2 dell'articolo 12, ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14 e al comma *b*) del paragrafo 1 dell'articolo 31 della convenzione unica sugli stupefacenti per quanto riguarda gli Stati che non hanno la possibilità di diventare Parti della convenzione unica in virtù della procedura prevista all'articolo 40 della detta convenzione.

Per la Cambogia:

Con riserva di ratifica da parte del Parlamento cambogiano.

Nong KIMNY

Per il Camerun:

Per il Canada:

R.E. CURRAN

Per la Repubblica centro-africana:

Per il Ceylon:

Per il Ciad:

J. CHARLOT

Con riserva di ratifica

Per il Cile:

D. SCHWEITZER

Soggetto a ratifica

Per la Cina:

Wei HSIOH-REN

Per la Colombia:

Per il Congo (Brazzaville):

E. DADET

Per il Congo (Léopoldville):

Gervais P. BAHIZI

28 aprile 1961

Per la Costa Rica:

G. ORTIZ MARTIN

Per Cuba:

Per Cipro:

Per la Cecoslovacchia:

Firma con riserva ai seguenti articoli: articolo 12, paragrafi 2 e 3, articolo 13, paragrafo 2, articolo 14, paragrafi 1 e 2, e articolo 31, paragrafo 1 *b*). Si allega il testo della riserva.

Dr. Zdenek CERNIK

31 luglio 1961

Il Governo della Repubblica socialista cecoslovacca non si considera vincolato dalle disposizioni dell'articolo 12, paragrafi 2 e 3, dell'articolo 13, paragrafo 2, dell'articolo 14, paragrafi 1 e 2 e dell'articolo 31, paragrafo 1 *b*) della convenzione unica sugli stupefacenti del 1961, concernenti gli Stati che non hanno la possibilità di diventare Parti della convenzione unica sugli stupefacenti del 1961, secondo la procedura prevista dall'articolo 40 della suddetta convenzione.

Per il Dahomey:

Louis IGNACIO-PINTO

Per la Danimarca:

A. HESSELUND JENSEN

Per la Repubblica dominicana:

Per l'Equatore:

Per il Salvador:

M. Rafael URQUIA

Per l'Etiopia:

Per la Repubblica federale di Germania:

Per la Federazione di Malesia:

Per la Finlandia:

Henrik BLOMSTEDT

Per la Francia:

Per il Gabon:

Per il Ghana:

Alex SACKEY

ad referendum

Per la Grecia:

Per il Guatemala:

Per la Guinea:

Per Haiti:

Ernest JEAN-LOUIS

3 aprile 1961

Per la Santa Sede:

James H. GRIFFITHS

Soggetto a ratifica

Per l'Honduras:

Per l'Ungheria:

Con riserva: all'articolo 12, paragrafi 2 e 3, all'articolo 13, paragrafo 2, all'articolo 14, paragrafi 1 e 2; articolo 31, sottoparagrafi 1 *b*); e all'articolo 48, paragrafo 2 (V. nota allegata, n. 139 - 31 luglio 1961).

Lorinc TAMAS

31 luglio 1961

1. Il Governo della Repubblica popolare d'Ungheria accetta la disposizione del paragrafo 2 dell'articolo 48 con la riserva che per qualunque controversia da deferire alla Corte internazionale di giustizia per la decisione, sarà necessario per ogni singolo caso l'accordo fra tutte le Parti interessate.

2. Per quanto riguarda i paesi che non hanno la possibilità di diventare Parti della convenzione in base alle disposizioni dell'articolo 40 della convenzione unica sugli stupefacenti del 1961, il Governo della Repubblica popolare d'Ungheria non si considera vincolato dai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12, dal paragrafo 2 dell'articolo 13, dai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14 e dal sottoparagrafo 1 *b*) dell'articolo 31.

Per l'Islanda:

Per l'India:
B.N. BANERJI

Soggetto a ratifica e alle riserve previste dall'articolo 49 paragrafo 1 *a*), *b*), *d*) e *e*). Il Governo dell'India, in conformità con il secondo periodo dell'articolo 42, cercherà di ottenere, nel più breve tempo possibile, il consenso del Sikkim per l'applicazione della convenzione a quel territorio.

Per l'Indonesia:

Soggetto a ratifica, e con riserva all'articolo 48 paragrafo 2 e a dichiarazione di eventuali ulteriori riserve agli articoli 40 e 42 in conformità con la dichiarazione allegata.

S. WIRJOPRANOTO
28 luglio 1961

1. Per quanto riguarda l'articolo 40, paragrafo 1, il Governo indonesiano non concorda sulla presente formulazione che non permette agli Stati che lo desiderino di diventare Parti della convenzione.

2. Per quanto riguarda l'articolo 42, il Governo indonesiano non concorda sulla presente formulazione che può impedire la applicazione della presente convenzione ai territori non metropolitani.

3. Per quanto riguarda l'articolo 48, paragrafo 2, il Governo indonesiano non si considera vincolato dalle disposizioni di questo paragrafo che prevede il deferimento alla Corte internazionale di giustizia di qualsiasi controversia che non possa essere risolta in base al paragrafo 1. Il Governo indonesiano sostiene che per qualsiasi controversia da deferire alla Corte internazionale di giustizia per la decisione sarà necessario per ogni singolo caso l'accordo fra tutte le Parti interessate.

Per l'Iran:
Con riserva di ratifica ulteriore
Dr. AZARAKHSH

Per l'Irak:
Adnan PACHACHI
Soggetto a ratifica

Per l'Irlanda:

Per Israele:

Per l'Italia:
Soggetto a ratifica
G. ORTONA
4 aprile 1961

Per la Costa d'Avorio:

Per il Giappone:

Per la Giordania:
Soggetto a ratifica
J. JOURY

Per il Kuwait:

Per il Laos:

Per il Libano:
Soggetto a ratifica
Georges HAKIM

Per la Liberia:
Soggetto a ratifica
Archibald JOHNSON, M.D.

Per la Libia:

Per il Liechtenstein:

Per il Lussemburgo:

Per il Madagascar:
ANDRIAMAHARO

Per il Malì:

Per la Mauritania:

Per il Messico:

Per Monaco:

Per il Marocco:

Per il Nepal:

Per i Paesi Bassi:

Tenuto conto dell'eguaglianza che esiste, dal punto di vista del diritto pubblico, tra i Paesi Bassi, il Surinam e le Antille olandesi, il termine « non metropolitani » di cui all'articolo 42 della presente convenzione perde il suo significato iniziale per quanto riguarda il Surinam e le Antille olandesi e sarà quindi considerato nel senso di « non europei ».

J. POLDERMAN
31 luglio 1961

Per la Nuova Zelanda:
D.P. KENNEDY
R.W. SHARP

Per il Nicaragua:
Luis Manuel DEBAYLE

Per il Niger:

Per la Nigeria:
Alhaji MUHAMMAD

Per la Norvegia:
Soggetto a ratifica
Sivert A. NIELSEN

Per il Pakistan:
M. ASLAM

Per il Panama:
Cesar A. QUINTERO

Per il Paraguay:
Miguel SOLANO LOPEZ

Per il Perù:
ad referendum con riserva al punto *b*) del paragrafo 2 dell'articolo 49 e al punto *b*) del paragrafo 4 dell'articolo 49.

M.F. MAURTUA

Per le Filippine:
F.A. DELGADO

Per la Polonia:

Con riserve all'articolo 12, paragrafi 2 e 3; all'articolo 13, paragrafo 2; all'articolo 14, paragrafi 1 e 2; all'articolo 31, paragrafo 1 *b*) — come esposto nella nota allegata.

B. LAWANDOWSKI
31 luglio 1961

Il Governo della Repubblica popolare di Polonia non si considera vincolato dalle disposizioni dell'articolo 12, paragrafi 2 e 3, dell'articolo 13, paragrafo 2, dell'articolo 14, paragrafi 1 e 2 e dell'articolo 31, paragrafo 1 *b*) della convenzione unica sugli stupefacenti del 1961, e concernenti gli Stati che non hanno la possibilità di diventare Parti della suddetta convenzione.

Secondo il Governo della Repubblica popolare polacca, è inammissibile imporre i doveri di cui alle suddette disposizioni a Stati che secondo altre disposizioni della stessa convenzione possono essere privati della possibilità di aderirvi.

Per il Portogallo:
Luis SOARES DE OLIVEIRA
ad referendum

Per la Repubblica di Corea:
MOON D.C.

Per la Repubblica del Viet-Nam:

Per la Romania:

Per San Marino:

Per l'Arabia Saudita:

Per il Senegal:

Per la Somalia:

Per la Spagna:

Per il Sudan:

Per la Svezia:
Agda ROSSEL
3 aprile 1961

Per la Svizzera:
Michael VON SCHENCK
20 aprile 1961

Per la Tailandia:

Per il Togo:

Per la Tunisia:
AYARI

Per la Turchia:

Per la Repubblica socialista sovietica d'Ucraina:
Traduzione del Segretariato delle Nazioni Unite:
Con riserva ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12, al paragrafo 2 dell'articolo 13, ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14 e al comma *b*) del paragrafo 1 dell'articolo 31. Il testo della riserva è allegato.
L. KIZIA
31 luglio 1961

Il Governo della Repubblica socialista sovietica d'Ucraina non si considera vincolato dalle disposizioni di cui ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12, al paragrafo 2 dell'articolo 13, ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14 e al comma *b*) del paragrafo 1 dell'articolo 31 della convenzione sugli stupefacenti per quanto riguarda gli Stati che non hanno la possibilità di diventare Parti della convenzione unica in virtù della procedura prevista dall'articolo 40 di detta convenzione.

Per l'Unione sud-africana:

Per l'Unione delle repubbliche socialiste sovietiche:
Traduzione del Segretariato delle Nazioni Unite:
Con riserva ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12, al paragrafo 2 dell'articolo 13, ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14 e al comma *b*) del paragrafo 1 dell'articolo 31. Il testo della riserva si trova in allegato.
Platon MOROZOV
31 luglio 1961

Il Governo dell'Unione delle repubbliche socialiste sovietiche non si considera vincolato dalle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 12, del paragrafo 2 dell'articolo 13, dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14 e del comma *b*) del paragrafo 1 dell'articolo 31 della convenzione unica sugli stupefacenti concernenti gli Stati che non hanno la possibilità di divenire Parti della convenzione unica in virtù della procedura prevista dall'articolo 40 di detta convenzione.

Per la Repubblica araba unita:
Soggetto a ratifica
Dr. Amin ISMAIL

Per il Regno unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord:
Patrick DEAN

Per gli Stati Uniti d'America:

Per l'Alto Volta:

Per l'Uruguay:

Per il Venezuela:
Rafael Dario BERTI
ad referendum

Per lo Yemen:

Per la Jugoslavia:
Dragan NIKOLIĆ

(*Seguono le tabelle*)

PROTOCOLLO DI EMENDAMENTI DELLA CONVENZIONE UNICA PER GLI STUPEFACENTI DEL 1961

PREAMBOLO

Le parti al presente protocollo,
Considerando le disposizioni della convenzione unica sugli stupefacenti del 1961, fatta a New York il 30 marzo 1961 (qui di seguito denominata la convenzione unica),
Auspicando di modificare la convenzione unica,
Convengono quanto segue:

Articolo 1

Emendamenti all'articolo 2, paragrafi 4, 6 e 7 della convenzione unica

L'articolo 2, paragrafi 4, 6 e 7 della convenzione unica sarà modificato come segue:

4. I preparati di cui alla tabella III sono sottoposti alle stesse misure di controllo dei preparati che contengono gli stupefacenti di cui alla tabella II. Tuttavia i paragrafi 1 *b*, e da 3 a 15 dell'articolo 31 e, relativamente al loro acquisto e vendita al dettaglio, il comma *b* dell'articolo 34, non saranno necessariamente applicati, e ai fini delle valutazioni (articolo 19) e delle statistiche (articolo 20), le informazioni richieste saranno limitate alle quantità di stupefacenti utilizzate nella fabbricazione dei suddetti preparati.

6. Oltre che alle misure di controllo applicabili a tutti gli stupefacenti di cui alla tabella I, l'oppio è sottoposto alle disposizioni dell'articolo 19, paragrafo 1, comma *f*, e degli articoli 21-*bis*, 23 e 24, la foglia di coca alle disposizioni degli articoli 26 e 27 e il cannabis alle disposizioni dell'articolo 28.

7. Il papavero da oppio, la pianta di coca, la pianta di cannabis, la foglia di papavero e le foglie di cannabis sono sottoposte alle misure di controllo previste rispettivamente dall'articolo 19, paragrafo 1, comma *e*, dall'articolo 20, paragrafo 1, comma *g*, dall'articolo 21-*bis* e dagli articoli da 22 a 24; 22, 26 e 27; 22 e 28; 25 e 28.

Articolo 2

Emendamenti al titolo dell'articolo 9 della convenzione unica e al paragrafo 1 e introduzione di nuovi paragrafi 4 e 5.

Il titolo dell'articolo 9 della convenzione unica sarà modificato come segue:
Composizione e attribuzione dell'Organo
L'articolo 9, paragrafo 1 della convenzione unica sarà modificato come segue:

1. L'Organo si compone di tredici membri scelti dal Consiglio come segue:

a) tre membri esperti in medicina, farmacologia e farmacia e scelti da una lista di almeno cinque persone designate dall'Organizzazione mondiale della sanità, e

b) dieci membri scelti da una lista di persone designate dai membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e dalle Parti che non ne sono membri.

I nuovi paragrafi 4 e 5 seguenti saranno inseriti dopo il paragrafo 3 dell'articolo 9 della convenzione unica:

4. Senza pregiudizio delle altre disposizioni della presente convenzione, l'Organo, agendo in collaborazione con i Governi, cercherà di limitare la coltura, la produzione, la fabbricazione e l'uso degli stupefacenti alle quantità necessarie a fini medici e scientifici, far rispettare tali limitazioni e impedire la coltura, la produzione, la fabbricazione, il traffico e l'uso illeciti degli stupefacenti.

5. Le misure prese dall'Organo in applicazione della presente convenzione saranno sempre quelle più atte a favorire la collaborazione dei governi con l'Organo e a rendere possibile un dialogo permanente tra i Governi e l'Organo, in modo da facilitare e contribuire a qualsiasi azione efficace dei governi diretta al raggiungimento degli scopi della presente convenzione.

Articolo 3

Emendamenti all'articolo 10, *paragrafi* 1 *e* 4 *della convenzione unica*

L'articolo 10, paragrafi 1 e 4 della convenzione unica sarà modificato come segue:

1. I membri dell'Organo sono eletti per cinque anni e sono rieleggibili.

4. Il Consiglio può, su raccomandazione dell'Organo destituire un membro dell'Organo che non soddisfi più le condizioni richieste dal paragrafo 2 dell'articolo 9. Tale raccomandazione deve essere formulata mediante il voto favorevole di nove membri dell'Organo.

Articolo 4

Emendamento all'articolo 11, *paragrafo* 3 *della convenzione unica*

L'articolo 11, paragrafo 3 della convenzione unica sarà modificato come segue:

3. Il quorum indispensabile per le riunioni dell'Organo è di otto membri.

Articolo 5

Emendamento all'articolo 12, *paragrafo* 5 *della convenzione unica*

L'articolo 12, paragrafo 5 della convenzione unica sarà modificato come segue:

5. Allo scopo di limitare l'uso e la distribuzione degli stupefacenti alle quantità necessarie a fini medici e scientifici e di far rispettare tali limitazioni, l'Organo confermerà in seguito. nel più breve tempo possibile, le stime, ivi comprese le stime supplementari; potrà anche modificarle con il consenso del governo interessato. In caso di disaccordo tra il Governo e l'Organo, quest'ultimo avrà il diritto di stabilire, comunicare e pubblicare le proprie stime, ivi comprese le stime supplementari.

Articolo 6

Emendamenti all'articolo 14, *paragrafi* 1 *e* 2 *della convenzione unica*

L'articolo 14, paragrafi 1 e 2 della convenzione unica sarà modificato come segue:

1. *a*) Se, dopo l'esame delle informazioni inviate all'Organo da parte del Governo in conformità con le disposizioni della presente convenzione o delle informazioni comunicate da parte degli Organi delle Nazioni Unite o da istituzioni specializzate o, a condizione che esse siano approvate dalla Commissione su raccomandazione dell'Organo, da altre organizzazioni intergovernative o da organizzazioni internazionali non governative che hanno una competenza diretta in materia e che sono dotate di statuto consultivo presso il Consiglio economico e sociale in virtù della Carta delle Nazioni Unite oppure che godono di statuto analogo per accordo speciale con il Consiglio, l'Organo ha ragioni obiettive di credere che gli scopi della presente convenzione siano seriamente compromessi dal fatto che una Parte o un Paese o un territorio non attuino le disposizioni della convenzione, l'Organo ha il diritto di proporre di entrare in consultazioni con il Governo interessato oppure di chiedergli spiegazioni. Se, senza avere mancato all'attuazione delle disposizioni della presente convenzione, una Parte o un Paese o un territorio sono diventati un centro importante di coltura, produzione, fabbricazione, traffico o consumo illeciti di stupefacenti, oppure se esiste palesemente un grave rischio che lo diventino, l'Organo ha il diritto di proporre di entrare in consultazioni con il governo interessato. Con riserva del diritto che possiede di attirare l'attenzione delle Parti, del Consiglio e della Commissione sulla questione, così come previsto qui di seguito dal comma *d*, l'Organo darà carattere di riservatezza alle richieste di informazioni e alle spiegazioni fornite da un Governo oppure a una proposta di consultazioni e alle consultazioni avviate con un governo in virtù delle disposizioni del presente comma.

b) Dopo aver agito conformemente al comma *a*) di cui sopra, l'Organo può, se lo ritiene necessario, chiedere al Governo interessato di adottare le misure correttive che, in base alle circostanze, possano sembrare necessarie al fine di assicurare l'attuazione delle disposizioni della presente convenzione.

c) L'organo può, se lo considera necessario per chiarire una questione relativamente al comma *a*) di cui sopra, proporre al governo interessato di far intraprendere uno studio della stessa sul proprio territorio, nel modo che quest'ultimo riterrà più opportuno. Qualora il governo interessato decida di intraprendere tale studio, esso può chiedere all'Organo di fornire mezzi tecnici ed i servizi di una o più persone aventi le qualifiche richieste per assistere gli agenti del governo nello studio in questione. La o le persone che l'Organo si propone di mettere a disposizione del governo saranno soggette all'approvazione di quest'ultimo. Le modalità dello studio ed i tempi entro i quali deve essere ultimato saranno stabiliti per mezzo di consultazioni tra il governo e l'Organo. Il governo trasmetterà all'Organo i risultati dello studio indicando le misure correttive che ritiene opportuno adottare.

d) Se l'Organo accerta che il governo interessato non ha dato spiegazioni soddisfacenti quando è stato invitato a farlo in conformità con il comma *a*) di cui

sopra, o ha trascurato di adottare qualsiasi misura correttiva che è stato invitato a prendere in conformità con il comma *b*) di cui sopra, o se esiste una situazione grave che richieda delle misure di collaborazione internazionale dirette alla sua soluzione, esso può richiamare l'attenzione delle Parti, del Consiglio e della Commissione sulla questione. L'Organo agirà in tal modo ove gli scopi della presente convenzione siano seriamente compromessi e non sia stato possibile risolvere altrimenti la questione in modo soddisfacente. Agirà nello stesso modo qualora accerti una situazione grave che esiga misure di collaborazione internazionale e ritenga che, per risolvere tale situazione, richiamare l'attenzione delle Parti, del Consiglio e della Commissione è il mezzo più atto a facilitare tale collaborazione; previo esame dei rapporti elaborati dall'Organo, e eventualmente dalla Commissione, il Consiglio può richiamare l'attenzione dell'Assemblea generale sulla questione.

2. Quando esso richiama l'attenzione delle Parti, del Consiglio e della Commissione su una questione in conformità con il comma *d*) del paragrafo 1 di cui sopra, l'Organo può, se ritiene necessaria tale misura, raccomandare alle Parti di sospendere l'importazione degli stupefacenti provenienti dal paese interessato, o la esportazione degli stupefacenti destinati a tale paese o territorio, o, contemporaneamente, l'importazione o la esportazione, o per un periodo determinato, o fino al momento in cui la situazione di quel paese o territorio non sarà ritenuta soddisfacente. Lo stato interessato ha il diritto di portare la questione davanti al Consiglio.

Articolo 7

Nuovo articolo 14-*bis*

Il nuovo articolo qui di seguito sarà inscrito dopo l'articolo 14 della convenzione unica.

Articolo 14-*bis* - *Assistenza tecnica e finanziaria.* — Nei casi che riterrà più opportuni, l'Organo, d'accordo col governo interessato, può, o parallelamente o nel luogo e posto indicato nelle misure di cui ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 14, raccomandare agli organi competenti delle Nazioni Unite e alle istituzioni specializzate che venga fornita un'assistenza tecnica o finanziaria, oppure l'una e l'altra, al suddetto governo in appoggio agli sforzi che questo fa per rispettare le obbligazioni derivantegli dalla presente convenzione, particolarmente quelle indicate o citate agli articoli 2, 35, 38 e 38-*bis*.

Articolo 8

Emendamento all'articolo 16 *della convenzione unica*

L'articolo 16 della convenzione unica sarà modificato come segue:

I servizi di segretariato della Commissione e dell'Organo saranno forniti dal Segretario generale. Tuttavia, il Segretario dell'Organo sarà nominato dal Segretario generale in consultazione con l'Organo.

Articolo 9

Emendamenti all'articolo 19, *paragrafi* 1, 2 *e* 5 *della convenzione unica*

L'articolo 19, paragrafi 1, 2 e 5 della convenzione unica sarà modificato come segue:

1. Le Parti invieranno all'Organo, ogni anno e per ciascuno dei loro territori, nel modo e nella forma da esso prescritti, stime riferentisi ai seguenti argomenti e redatte su formulari forniti dall'Organo:

a) Le quantità di stupefacenti consumate a fini medicinali e scientifici;

b) Le quantità di stupefacenti che saranno utilizzati per la fabbricazione di altri stupefacenti, dei preparati della tabella III e di sostanze non previste dalla presente convenzione;

c) Le quantità di stupefacenti che saranno in magazzino al 31 dicembre dell'anno al quale si riferiscono le stime;

d) La quantità di stupefacenti che è necessario aggiungere agli stocks speciali;

e) La superficie (in ettari) e l'ubicazione geografica delle terre che saranno destinate alla coltura del papavero da oppio;

f) La quantità approssimativa d'oppio che sarà prodotta;

g) Il numero degli stabilimenti industriali che fabbricheranno stupefacenti sintetici; e

h) Le quantità di stupefacenti sintetici che saranno fabbricati da ciascuno degli stabilimenti di cui al comma precedente.

2. *a*) Con riserva delle detrazioni previste dal paragrafo 3 dell'articolo 21, il totale delle stime per ogni territorio e per ogni stupefacente ad eccezione dell'oppio e degli stupefacenti sintetici sarà la somma delle quantità specificate ai comma *a*), *b*) e *d*) del paragrafo 1 del presente articolo, aumentata della quantità necessaria per portare gli stocks esistenti al 31 dicembre dell'anno precedente al livello valutato in conformità con le disposizioni del comma *c*) del paragrafo 1.

b) Con riserva delle detrazioni di cui al paragrafo 3 dell'articolo 21 relativamente alle importazioni e al paragrafo 2 dell'articolo 21-*bis*, il totale delle stime d'oppio per ciascun territorio sarà o la somma delle quantità specificate ai comma *a*), *b*) e *d*) del paragrafo 1 del presente articolo, aumentata della quantità necessaria per portare gli stocks esistenti al 31 dicembre dell'anno precedente al livello valutato conformemente alle disposizioni del comma *c*) del paragrafo 1, o la quantità specificata al comma *f*) del paragrafo 1 del presente articolo se essa è superiore alla prima.

c) Con riserva delle detrazioni di cui al paragrafo 3 dell'articolo 21, il totale delle stime di ciascun stupefacente sintetico per ciascun territorio sarà o la somma delle quantità specificate ai comma *a*), *b*) *e d*) del paragrafo 1 del presente articolo, aumentata della quantità necessaria per portare gli stocks esistenti al 31 dicembre dell'anno precedente al livello valutato conformemente alle disposizioni del comma *c*) del paragrafo 1, o la somma delle quantità specificate al comma *h*) del paragrafo 1 del presente articolo se essa è superiore alla prima.

d) Le stime operate in virtù dei comma precedenti del presente paragrafo saranno modificate nel modo più opportuno per tener conto di qualsiasi quantità sequestrata e successivamente introdotta nel mercato lecito, nonché di qualsiasi quantità prelevata dalle scorte speciali per soddisfare le esigenze della popolazione civile.

5. Con riserva delle detrazioni previste al paragrafo 3 dell'articolo 21, e tenendo conto all'occorrenza delle disposizioni dell'articolo 21-*bis*, le stime non dovranno essere superate.

Articolo 10

Emendamenti all'articolo 20 *della convenzione unica*

L'articolo 20 della convenzione unica sarà modificato come segue:

1. Le Parti invieranno all'Organo, per ciascuno dei loro territori, nel modo e nella forma da esso prescritti, delle statistiche sugli argomenti qui di seguito indicati, redatte su formulari forniti dall'Organo:

a) Produzione o fabbricazione di stupefacenti;

b) Utilizzazione di stupefacenti per la fabbricazione di altri stupefacenti, di preparati della tabella III e di sostanze non previste dalla presente convenzione ed utilizzazione della paglia di papavero per la fabbricazione di stupefacenti;

c) Uso di stupefacenti;

d) Importazione ed esportazione di stupefacenti e di paglia di papavero;

e) Sequestri di stupefacenti e destinazione delle quantità sequestrate;

f) Stocks di stupefacenti al 31 dicembre dell'anno al quale si riferiscono le statistiche; e

g) Superficie determinabile delle colture di papavero da oppio.

2. *a*) Le statistiche riferentisi agli argomenti menzionati al paragrafo 1, fatta eccezione per il comma *d*), saranno stabilite annualmente e trasmesse all'Organo non più tardi del 30 giugno dell'anno seguente a quello in cui si riferiscono:

b) Le statistiche riguardanti gli argomenti menzionati al comma *d*) del paragrafo 1, saranno redatte trimestralmente e saranno trasmesse all'Organo entro il termine di un mese dalla fine del trimestre al quale esse si riferiscono.

3. Le parti non sono tenute a fornire statistiche concernenti gli stocks speciali, ma forniranno separatamente statistiche concernenti gli stupefacenti importati o acquistati nel paese o territorio per i bisogni speciali, nonché le quantità di stupefacenti prelevate dagli stocks speciali per soddisfare i bisogni della popolazione civile.

Articolo 11

Nuovo articolo 21 *bis*

Il nuovo articolo qui di seguito sarà inserito dopo l'articolo 21 della convenzione unica:

Articolo 21-*bis* - *Limitazione della produzione d'oppio.* — 1. La produzione d'oppio da parte di qualunque paese o territorio sarà organizzata e controllata in modo tale che, per quanto possibile, la quantità prodotta nel corso di un dato anno non sia superiore alla stima, stabilita ai sensi del paragrafo 1 *f*) dell'articolo 19, della quantità d'oppio che sarà prodotta.

2. Se l'Organo accerta, in base ad informazioni fornite in conformità con le disposizioni della presente convenzione, che una Parte che ha fornito una stima in conformità al paragrafo 1 *f*) dell'articolo 19 non ha limitato l'oppio prodotto all'interno delle proprie frontiere a fini leciti in virtù delle stime relative, e che una quantità importante di oppio prodotta, lecitamente o illecitamente, all'interno delle frontiere di tale Parte, è stata introdotta nel mercato illecito, l'Organo può, dopo aver esaminato le spiegazioni della Parte interessata, da presentare entro un mese dalla notifica del suddetto accertamento, decidere di detrarre in tutto o in parte questa quantità da quella che sarà prodotta e dal totale delle stime, come viene definito nel paragrafo 2 *b*) dell'articolo 19 per il primo anno in cui tale detrazione sarà tecnicamente applicabile, tenendo conto dell'epoca dell'anno e degli impegni contrattuali ai quali la Parte in causa avrà sottoscritto allo scopo di esportare oppio. Questa decisione dovrà entrare in vigore 90 giorni dopo che la Parte interessata ne avrà ricevuto notifica.

3. L'Organo, dopo aver notificato alla Parte interessata la sua decisione relativa ad una detrazione presa in applicazione del paragrafo 2 di cui sopra, entrerà in consultazioni con essa al fine di dare una soluzione soddisfacente alla situazione.

4. Qualora la situazione non venga risolta in modo soddisfacente, l'Organo può eventualmente applicare le disposizioni dell'articolo 14.

5. Prendendo la decisione relativa alla detrazione prevista al paragrafo 2 di cui sopra, l'Organo terrà conto non solo di tutte le circostanze pertinenti, in particolare di quelle che danno luogo al problema del traffico illecito contemplato dal paragrafo 2 di cui sopra, ma anche di qualsiasi nuova misura adeguata di controllo che la Parte abbia potuto adottare.

Articolo 12

Emendamento all'articolo 22 *della convenzione unica*

L'articolo 22 della convenzione unica sarà modificato come segue:

1. Quando la situazione nel paese o un territorio di una Parte è tale che la proibizione della coltivazione del papavero da oppio, dell'albero della coca e della pianta di cannabis è, a suo avviso, la misura più adatta al fine di proteggere la salute pubblica ed evitare che gli stupefacenti siano deviati verso il traffico illecito, la Parte interessata ne vieterà la coltivazione.

2. La parte che vieta la coltivazione del papavero da oppio oppure della pianta di cannabis adotterà le misure atte a sequestrare le piantine coltivate illecitamente e per distruggerle, salvo per piccole quantità necessarie alla Parte a scopi di ricerca scientifica.

Articolo 13

Emendamento all'articolo 35 *della convenzione unica*

L'articolo 35 della convenzione unica sarà modificato come segue:

Tenuto debito conto dei loro ordinamenti costituzionali, giuridici e amministrativi, le Parti:

a) assicureranno sul piano nazionale un coordinamento dell'azione preventiva e repressiva contro il traffico illecito; a tale scopo potranno istituire un servizio adeguato incaricato di tale coordinamento;

b) si aiuteranno reciprocamente nella lotta contro il traffico illecito;

c) collaboreranno strettamente tra loro e con le organizzazioni internazionali competenti di cui fanno parte per condurre una lotta coordinata contro il traffico illecito;

d) controlleranno che la cooperazione internazionale dei servizi competenti sia attuata con sistemi rapidi;

e) si assicureranno che qualora vengano trasmessi da un paese all'altro atti giudiziari per il perseguimento di un'azione giudiziaria, la trasmissione sia effettuata con mezzi rapidi all'indirizzo delle giurisdizioni designate dalle Parti; tale disposizione non pregiudica il diritto delle Parti di richiedere che gli atti di cui sopra vengano loro inviati per via diplomatica;

f) forniranno all'Organo e alla Commissione, se lo ritengono opportuno, per il tramite del Segretario generale, oltre alle informazioni richieste in virtù dell'articolo 18, informazioni riguardanti le attività illecite accertate all'interno delle loro frontiere e relative in particolare alla coltivazione, produzione, fabbricazione, uso e traffico illecito degli stupefacenti; e

g) forniranno le informazioni di cui al paragrafo precedente, nella misura del possibile, nel modo e alle date fissati dall'Organo; da parte sua, su richiesta di una Parte, l'Organo potrà aiutarla a fornire informazioni e appoggiare gli sforzi da essa intrapresi per ridurre le attività illecite in materia di stupefacenti allo interno delle proprie frontiere.

Articolo 14

Emendamenti all'articolo 36, *paragrafi* 1 *e* 2 *della convenzione unica*

L'articolo 36, paragrafo 1 e 2 della convenzione unica sarà modificato come segue:

1. *a*) Compatibilmente con le proprie norme costituzionali, ciascuna Parte adotterà le misure necessarie affinché la coltivazione e la produzione, la fabbricazione, l'estrazione, la preparazione, la detenzione, l'offerta, la messa in vendita, la distribuzione, l'acquisto, la vendita, la consegna per qualunque scopo, la mediazione, l'invio, la spedizione in transito, il trasporto, la importazione e la esportazione di stupefacenti non conformi alle disposizioni della presente convenzione o qualunque atto reputato dalla detta Parte e contrario alle disposizioni della presente convenzione, siano considerati infrazioni punibili qualora siano commesse intenzionalmente e sempreché le infrazioni gravi siano passibili di una pena adeguata, in particolare di pene che prevedono la reclusione o altre pene detentive.

b) Nonostante le disposizioni di cui al comma precedente, quando persone utilizzanti in modo abusivo stupefacenti avranno commesso tali infrazioni, le Parti potranno, invece che condannarle o pronunciare una sanzione penale a loro danno, oppure quale complemento della condanna o della sanzione penale, sottoporre queste persone a misure di cura, correzione, postcura, riabilitazione e reinserimento sociale conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 38.

2. Compatibilmente con le norme costituzionali di ciascuna Parte, del suo ordinamento giuridico e della sua legislazione interna,

a) i) ognuna delle infrazioni enumerate al paragrafo 1 verrà considerata come una distinta infrazione, se le infrazioni sono commesse in paesi diversi;

ii) la partecipazione intenzionale a una qualunque delle predette infrazioni, l'associazione o l'intesa al fine di commettere tale infrazione o il tentativo di commetterla, gli atti preparatori e le operazioni finanziarie compiute dolosamente, relative alle infrazioni di cui al presente articolo, saranno considerate infrazioni passibili delle pene previste al paragrafo 1;

iii) le condanne pronunciate all'estero per tali infrazioni saranno prese in considerazione per determinare la recidiva; e

iv) le predette infrazioni gravi, indipendentemente dal fatto che siano commesse da cittadini o da stranieri, saranno perseguite dalla Parte sul cui territorio l'infrazione è stata commessa, oppure dalla Parte sul cui territorio si trova il delinquente, se la sua estradizione non può essere concessa in base alla legislazione della Parte alla quale è stata rivolta la domanda di estradizione e se il predetto delinquente non è stato già perseguito e giudicato.

b) i) Ciascuna delle infrazioni elencate ai paragrafi 1 e 2, *a*) ii) del presente articolo rientra a pieno diritto come caso di estradizione in qualsiasi trattato di estradizione concluso fra le Parti. Le Parti s'impegnano a includere tali infrazioni come casi di estradizione in qualsiasi trattato di estradizione che deve essere fra le parti stipulato.

ii) Qualora una Parte che subordina l'estradizione all'esistenza di un trattato riceva una richiesta di estradizione da un'altra Parte con la quale essa non sia legata da trattato d'estradizione, essa ha facoltà di considerare la presente convenzione come base giuridica per l'estradizione relativamente alle infrazioni di cui ai paragrafi 1 e 2, *a*) ii), del presente articolo. L'estradizione è subordinata alle altre condizioni previste dal diritto della Parte oggetto della richiesta.

iii) Le parti che non subordinano l'estradizione all'esistenza di un trattato riconoscono le infrazioni di cui ai paragrafi 1 e 2 *a*), ii) del presente articolo come casi di estradizione fra le stesse Parti nelle condizioni previste dal diritto della Parte oggetto della richiesta.

iv) L'estradizione sarà accordata in base alla legislazione della Parte alla quale è stata indirizzata la domanda di estradizione e, senza pregiudizio delle disposizioni dei comma *b*), i), ii) e iii) del presente paragrafo, la predetta Parte avrà il diritto di rifiutare di concedere l'estradizione qualora le autorità competenti ritengano che l'infrazione non sia sufficientemente grave.

Articolo 15

Emendamento all'articolo 38 *della convenzione unica ed al suo titolo*

L'articolo 38 della convenzione unica e il suo titolo saranno modificati come segue:

Misure contro l'abuso degli stupefacenti. — 1. Le parti prenderanno in particolare considerazione l'abuso degli stupefacenti e adotteranno tutte le misure possibili per prevenirlo e per assicurare la pronta diagnosi, cura, correzione, post-cura, riabilitazione e reinserimento sociale delle persone interessate; per tali fini esse coordineranno i loro sforzi.

2. Le Parti favoriranno, per quanto possibile, la formazione di un personale che assicuri la cura, la postcura, la riabilitazione e il reinserimento sociale delle persone che fanno abuso di stupefacenti.

3. Le Parti adotteranno tutte le misure possibili per aiutare le persone che ne hanno bisogno nell'esercizio della loro professione ad acquisire la conoscenza dei problemi posti dall'abuso degli stupefacenti e dalla sua prevenzione, ed esse svilupperanno altresì tale conoscenza fra il grosso pubblico se è il caso di temere che l'abuso di stupefacenti si diffonda molto largamente.

Articolo 16

Nuovo articolo 38-*bis*

Il nuovo articolo qui di seguito sarà inserito dopo l'articolo 38 della convenzione unica:

Articolo 38-*bis* - Accordi per l'istituzione di centri regionali. — Se una Parte lo ritiene auspicabile, nella lotta che essa stessa conduce contro il traffico illecito della droga e tenendo conto del proprio ordinamento costi-

tuzionale, giuridico e amministrativo, essa farà in modo, sollecitando, se lo desidera, i pareri tecnici dell'Organo o delle istituzioni specializzate, che vengano presi accordi, in consultazione con le altre Parti interessate della regione, per la creazione di centri regionali di ricerca scientifica e di correzione al fine di lottare contro i problemi derivanti dall'uso e dal traffico illeciti degli stupefacenti.

Articolo 17

Lingue del protocollo e procedura relativa alla firma, alla ratifica e all'adesione

1. Il presente protocollo, i cui testi in inglese, cinese, spagnolo, francese e russo fanno ugualmente fede, sarà aperto fino al 31 dicembre 1972 alla firma di tutte le Parti alla convenzione unica o di tutti i suoi firmatari.

2. Il presente protocollo è soggetto alla ratifica degli Stati che l'hanno firmato e che hanno ratificato o aderito alla convenzione unica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale.

3. Il presente protocollo sarà aperto dopo il 31 dicembre 1972 all'adesione delle Parti alla convenzione unica che non avranno firmato il protocollo. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario generale.

Articolo 18

Entrata in vigore

1. Il presente protocollo e gli emendamenti che esso contiene entreranno in vigore allo scadere di trenta giorni che seguiranno la data del deposito del quarantesimo strumento di ratifica o di adesione in conformità con l'articolo 17.

2. Per ogni altro Stato che depositerà uno strumento di ratifica o di adesione dopo la data del deposito del predetto quarantesimo strumento, il presente protocollo entrerà in vigore allo scadere del trentesimo giorno successivo al deposito da parte di tale Stato del suo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 19

Effetto dell'entrata in vigore

Qualsiasi stato che diventi Parte alla convenzione unica dopo l'entrata in vigore del presente protocollo ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo 18 di cui sopra viene considerato, se non ha espresso diversa intenzione, come:

a) Parte alla convenzione unica emendata; e

b) Parte alla convenzione unica non emendata nei confronti di qualsiasi Parte alla convenzione che non è legata dal presente protocollo.

Articolo 20

Disposizioni transitorie

1. Le funzioni dell'Organo internazionale di controllo degli stupefacenti di cui agli emendamenti contenuti nel presente protocollo saranno, a partire dalla data di entrata in vigore del presente protocollo (paragrafo 1, articolo 18) esercitate dall'Organo così come viene costituito dalla convenzione unica non emendata.

2. Il Consiglio economico e sociale fisserà la data in cui l'Organo così come sarà costituito in virtù degli emendamenti contenuti nel presente protocollo entrerà in funzione. A tale data, l'Organo così costituito assumerà, nei confronti delle Parti alla convenzione unica non emendata e delle Parti ai trattati di cui all'articolo 44 della predetta convenzione che non sono Parti al presente protocollo, le funzioni dell'Organo costituito in virtù della convenzione unica non emendata.

3. Per quanto attiene ai membri nominati durante le prime elezioni successive all'aumento del numero dei membri dell'Organo, che passerà da 11 a 13, le funzioni dei cinque membri cesseranno dopo tre anni e quelle degli altri sette membri cesseranno dopo cinque anni.

4. I membri dell'Organo le cui funzioni cesseranno al termine del periodo iniziale di tre anni succitato saranno designati per sorteggio effettuato dal Segretario generale immediatamente dopo che sarà stata fatta la prima elezione.

Articolo 21

Riserve

1. Qualsiasi Stato può, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione al presente protocollo, avanzare una riserva su qualsiasi emendamento che esso contiene diverso dagli emendamenti all'articolo 2, paragrafi 6 e 7 (articolo 1 del presente protocollo), articolo 9, paragrafi 1, 4 e 5 (articolo 2 del presente protocollo), articolo 10, paragrafi 1 e 4 (articolo 3 del presente protocollo), articolo 11 (articolo 4 del presente protocollo), articolo 14-*bis* (articolo 7 del presente protocollo), articolo 16 (articolo 8 del presente protocollo), articolo 22 (articolo 12 del presente protocollo), articolo 35 (articolo 13 del presente Protocollo), articolo 36, paragrafo 1, comma (*b*) (articolo 14 del presente protocollo), articolo 38 (articolo 15 del presente protocollo) e articolo 38-*bis* (articolo 16 del presente protocollo).

2. Lo Stato che avrà avanzato delle riserve potrà in qualsiasi momento e per mezzo di notifica scritta sciogliere le sue riserve in tutto o in parte.

Articolo 22

Il Segretario generale trasmetterà una copia conforme autenticata del presente protocollo a tutte le Parti alla convenzione unica e a tutti i suoi firmatari. Quando il presente protocollo entrerà in vigore ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo 18 di cui sopra, il Segretario generale stabilirà il testo della convenzione unica così come viene modificata dal presente protocollo e ne trasmetterà la copia conforme autenticata a tutti gli Stati Parti o abilitati a diventare Parti alla convenzione nella sua forma modificata.

FATTO a Ginevra, il venticinque marzo millenovecentosettantadue, in un unico originale che sarà conservato negli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente protocollo in nome dei loro rispettivi Governi.

(*Seguono le firme*)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

L. 300 (4651145/1 Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S. (c. m. 411200742360)